



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

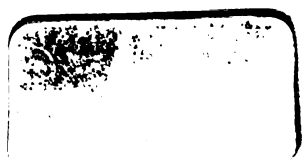
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



RAPPORT AU ROI

SUR

LA SITUATION DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE

EN 1843.

France. ministère de l'éducation nationale.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

UNIVERSITÉ DE FRANCE.

RAPPORT AU ROI

SUR

LA SITUATION DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE

EN 1843.



PARIS.

IMPRIMERIE ROYALE.

1845.

LB

1511

F82

1245

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Lorsque mon illustre prédécesseur a quitté la direction
du département de l'instruction publique, il avait livré
presque tout entier à l'impression le rapport sur la situation

de l'instruction primaire que le chef du département de l'instruction publique doit présenter tous les trois ans à VOTRE MAJESTÉ. Ce travail, qui attestera les heureux efforts de l'administration universitaire pendant les années 1841, 1842 et 1843, pour affermir et pour étendre l'instruction dans toutes les classes de la société française, embrasse dans ses moindres détails l'organisation d'une branche de service qui a toujours excité au plus haut point la sollicitude de votre gouvernement. Il contient, d'ailleurs, dans sa presque totalité, le dépôt des méditations et des vues d'un ministre éminent sur ces graves matières. A ce double titre, il devait être conservé dans son intégrité. J'ai l'honneur de le mettre sous les yeux de VOTRE MAJESTÉ, convaincu que ce document, par l'autorité de son origine comme par l'importance de son objet, aura pour le Roi et pour les Chambres un double intérêt et une double consécration.

Les progrès de l'instruction primaire ont été rapides et continus en France depuis l'époque où la loi et les actes de votre gouvernement ont placé cette instruction au rang des services publics. Toutes les fois que les rapports triennaux prescrits par la décision royale du 5 juillet 1831 sont mis sous les yeux de VOTRE MAJESTÉ,

les états de situation présentés à l'appui constatent une augmentation considérable dans le nombre des écoles et dans le nombre des élèves. C'est que l'instruction primaire n'a pas été seulement l'objet d'une faveur passagère, d'un engouement accidentel; le développement qu'elle a reçu était une conséquence de l'esprit renouvelé de nos institutions, et du mouvement imprimé par votre règne. Une généreuse et durable émulation s'est manifestée, dans le pouvoir comme dans la société, au profit des classes les plus pauvres. On a cherché, on a voulu pour elles non-seulement l'accroissement de bien-être que produisent la paix et l'activité du travail, mais l'amélioration morale qui résulte du progrès bien dirigé de l'instruction. A cet égard, l'exemple et les efforts de l'État ont été généralement suivis et secondés. Les conseils municipaux ont répondu presque partout, autant qu'ils le pouvaient, à un appel que la prévoyance de la loi rendait obligatoire; et, dans beaucoup de lieux, ils ont dépassé les sacrifices qui leur étaient imposés. Les conseils généraux des départements se sont souvent et librement associés au même effort. Ainsi, dans un degré toujours croissant, se sont annuellement réalisées, pour être appliquées à l'instruction primaire, des ressources qui, dans la dernière année de la période triennale, ont atteint le chiffre de 15,883,412 fr. Telle est aujourd'hui la dotation annuelle de l'instruction primaire en France, dotation encore insuffisante pour la grande œuvre que s'est proposée l'État, mais incomparablement supérieure aux secours que reçoivent de lui toutes les autres parties de l'enseignement public.

Dans les tableaux que je viens aujourd'hui vous présenter, SIRE, et qui s'arrêtent à la fin de 1843, VOTRE MAJESTÉ verra que non-seulement l'instruction primaire s'est étendue à beaucoup de nouvelles communes, mais que partout les écoles se sont multipliées, que l'installation matérielle en est meilleure, la fréquentation plus assidue, l'enseignement plus régulier, les maîtres plus choisis et plus habiles; qu'ainsi l'œuvre s'accroît et se perfectionne à la fois

dans une proportion qui permet d'entrevoir l'époque prochaine où elle aura graduellement atteint tous les points du territoire, et partout amélioré les premiers résultats qu'elle avait produits.

Le travail de statistique joint à ce rapport se divise en quatre parties.

La première expose et classe méthodiquement tout ce qui concerne l'organisation matérielle de l'enseignement primaire; elle indique le nombre des communes pourvues d'écoles, et les moyens employés par les administrations municipales pour remplir, sous ce rapport, l'obligation qui leur est imposée par la loi du 28 juin 1833.

La seconde partie, consacrée au personnel de l'instruction primaire, comprend en outre tout ce qui peut faire apprécier la situation des écoles sous le rapport de l'enseignement.

La troisième partie fait connaître le nombre des élèves des écoles primaires, la moyenne de la rétribution mensuelle, le nombre proportionnel des élèves gratuits et la quotité de traitement des instituteurs.

Enfin la quatrième partie embrasse tous les faits relatifs aux établissements qui, sans être des écoles primaires proprement dites, contribuent cependant à la propagation de l'enseignement, cours d'adultes, écoles d'apprentis, ouvroirs, salles d'asile, écoles normales primaires, conférences d'instituteurs. J'y ai joint tout ce qui se rapporte à la surveillance de l'enseignement, c'est-à-dire ce qui concerne les comités locaux et supérieurs, et les inspecteurs de l'instruction primaire.

En suivant cette division nécessaire au classement exact d'un si grand nombre de faits, il sera facile de constater sur chaque point l'amélioration acquise et le résultat obtenu dans la dernière période triennale.

PREMIÈRE PARTIE.

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES COMMUNALES ÉTABLIES DEPUIS TROIS ANS. —
NOMBRE DES COMMUNES POURVUES D'ÉCOLES PRIMAIRES, ÉLÉMENTAIRES OU SUPÉ-
RIEURES. — ÉCOLES DE FILLES. — MAISONS D'ÉCOLE.

D'après la statistique de 1841, le nombre total des écoles primaires, tant publiques que privées, était de 55,342.

Il est aujourd'hui de 59,838; différence en plus : 4,496. Ce qui donne un contingent de 1,498 écoles nouvelles, créées chaque année depuis la publication du dernier rapport.

Il est à remarquer que le chiffre de 4,496 nouvelles écoles se compose exclusivement d'écoles communales. Non-seulement il n'y a pas eu accroissement dans les écoles privées, mais 493 de ces écoles ont cessé d'exister pendant la dernière période, pour être remplacées par des écoles communales; en sorte qu'il y a, en réalité, 4,989 écoles communales de plus qu'en 1840, ce qui porte à 1,663 le nombre des nouveaux établissements de cet ordre annuellement organisés.

On peut regretter au premier coup d'œil qu'une diminution sur le nombre des écoles privées ait correspondu dans une proportion quelconque à l'accroissement du nombre des écoles communales; mais il n'était guère possible qu'il en fût autrement. Les communes qui ont résisté aux premiers efforts de l'administration pour la propagation de l'enseignement primaire sont, en général, d'une faible importance; elles n'offrent pas de ressources suffisantes pour l'entretien de deux écoles. Si elles ont eu d'abord une école privée, cette école se ferme presque toujours aussitôt que l'école communale s'élève en concurrence. Des établissements dont la durée est incertaine, et dont l'organisation manque de garanties suffisantes, cèdent ainsi, sans dommage public, à des écoles fondées

en exécution de la loi, organisées et surveillées conformément à ses dispositions.

C'est pour toutes les communes une obligation légale d'entretenir, soit par elles-mêmes, soit en se réunissant à une ou plusieurs communes voisines, au moins une école primaire élémentaire. Cet entretien consiste dans la prestation d'une maison convenablement disposée pour la tenue de l'école et pour le logement de l'instituteur, et dans l'allocation d'un traitement dont le minimum est fixé à 200 francs. A l'acquittement de cette dépense sont affectées : 1° les fonds qui peuvent se trouver disponibles sur les revenus communaux ordinaires ; 2° en cas d'insuffisance de ces revenus, le produit de trois centimes additionnels au principal des quatre contributions. Enfin, lorsque ces ressources réalisées n'égalent pas le montant de la dépense de l'instruction primaire, il y est pourvu par une subvention sur les fonds départementaux ou sur les fonds de l'État. Les dispositions que je rappelle ici ont pour but de faire pénétrer le bienfait de l'instruction primaire partout, même dans les plus petites localités. Mais il y a là bien souvent de graves difficultés à vaincre. La création des écoles donne lieu à des frais de premier établissement, pour lesquels on ne peut rien obtenir de communes tellement pauvres, que le produit total des impositions y est au-dessous de 50 francs par an. D'un autre côté, les instituteurs répugnent à accepter des fonctions où ils n'ont point de rétribution mensuelle à attendre, et où ils ne doivent trouver que le minimum du traitement fixe pour tout moyen d'existence.

Il y avait, en 1840, 4,196 communes qui, pour les causes que j'indique, étaient encore dépourvues de tous moyens d'instruction. Il n'y en a plus aujourd'hui que 2,460; l'instruction primaire a donc été fondée, pendant ces trois dernières années, dans 1,736 communes nouvelles, en même temps qu'elle a été doublée ou régularisée dans 3,253 autres communes.

Ce qui reste à faire sous le premier rapport présente plus de

difficultés et d'obstacles que ce qui a été fait. A mesure qu'on avance dans la propagation de l'enseignement primaire, on s'adresse à des communes de plus en plus dénuées de ressources; et les moyens ordinaires d'action finissent par manquer entièrement. Il y a cependant certitude prochaine de faire sortir de leur situation irrégulière les 2,460 communes encore privées d'écoles. D'après l'étude très-attentive qui a été faite de leur position, elles peuvent se diviser en trois catégories.

D'abord on en compte 542, pauvres sans doute, et éloignées, par une disposition persistante, de profiter des secours partiels que leur offrait l'État, mais qui peuvent cependant, aidées par le temps, réaliser l'obligation d'avoir une école. Elles n'ont pas cessé d'acquitter l'impôt de trois centimes spécialement affecté à l'instruction primaire; et le produit de cet impôt, placé en compte courant au Trésor, forme une réserve qui leur permet maintenant de supporter la dépense de premier établissement, longtemps trop forte pour elles.

936 autres des communes encore dépourvues de tout enseignement régulier ne semblent pas, eu égard à leur faible population et à leur peu de ressources, destinées à avoir jamais une école à elles seules; mais en se réunissant à d'autres communes également pauvres, ou dans une situation plus favorable, elles pourront toujours s'assurer la participation à l'enseignement primaire. L'administration encourage ce résultat.

Enfin, il est 982 communes si petites, si pauvres, et dont les habitants sont si disséminés, qu'il ne paraît pas possible d'y établir d'écoles permanentes et distinctes. La plupart, en outre, sont séparées de tout centre de population par de telles distances, qu'il serait tout à fait illusoire de chercher à les réunir à d'autres communes. Ici le zèle le plus opiniâtre est bien forcé de s'arrêter devant des impossibilités absolues, et la loi ne peut être observée dans ses dispositions textuelles. C'est pour l'exécuter, du moins dans son

esprit, que l'administration a provisoirement autorisé, pour une partie de ces communes, des instituteurs ambulants, qui portent successivement leurs leçons dans un certain nombre de hameaux, et qui empêchent les enfants de ces pauvres contrées de demeurer privés de toute espèce d'enseignement. Multiplier le nombre de ces instituteurs, et rendre leur office de plus en plus actif et régulier, est un soin prescrit à l'administration. C'est ainsi seulement que la dette de la loi peut être acquittée sur quelques points isolés, jusqu'à l'époque où l'accroissement du travail et du bien-être public agira même sur les parties les plus reculées du pays.

La population des communes qui n'ont pas encore d'écoles régulièrement établies est de 1,150,176 habitants, ce qui fait le 43^e de la population du royaume. Sur 1,150,176 individus de tout âge et de tout sexe, le nombre des enfants en état de fréquenter les écoles est de 130,000 environ. Tel est le nombre des enfants à la portée desquels des moyens réguliers d'instruction n'ont pu être mis jusqu'à ce jour.

Les départements dans lesquels on trouve le plus grand nombre de communes pourvues d'écoles publiques sont les suivants :

Les Ardennes . .	}	dont toutes les communes sont pourvues d'écoles,
Le Nord		
Le Haut-Rhin . . .		
La Seine		
Seine-et-Marne, où l'on trouve . . .	527 communes pourvues, sur	528
Le Bas-Rhin	540	543
La Meurthe	710	714
La Meuse	584	588
Le Doubs	635	640
L'Oise	694	700

Les départements les plus arriérés sous ce rapport sont les départements suivants :

L'Allier, où l'on trouve	147 communes pourvues, sur	317
La Haute-Loire	125	157

RAPPORT AU ROI.

9

Le Finistère, où l'on trouve.....	155 communes pourvues, sur	282
Le Puy-de-Dôme.....	244	444
L'Indre.....	136	247
Le Cantal.....	142	255
Le Morbihan.....	131	232
Ile-et-Vilaine.....	204	340
La Corrèze.....	173	290
La Mayenne.....	180	274

La même infériorité, mais dans une proportion plus défavorable, se présentait en 1841 pour la plupart de ces départements; la Corrèze en particulier, encore si éloignée du chiffre normal, comptait à cette époque 36 écoles communales de moins qu'aujourd'hui.

La dernière statistique signalait, dans un grand nombre de communes, une situation défectueuse que la loi sur l'instruction primaire n'interdit pas, et qui ne saurait être que graduellement réformée. Des communes qui, d'après leur population et leurs ressources, pouvaient entretenir des écoles séparées pour les garçons et pour les filles, n'avaient encore que des écoles indistinctement fréquentées par les enfants des deux sexes. Depuis cette époque, dans 3,331 communes, les écoles de garçons sont devenues spéciales. Cette amélioration a été obtenue par des moyens variés selon les circonstances locales : tantôt deux communes voisines se sont associées dans l'intérêt de l'instruction primaire, et ont décidé que l'une d'elles aurait une école ouverte aux jeunes garçons, et l'autre une école ouverte aux jeunes filles des deux communes; tantôt il a été accordé quelques avantages à une institutrice privée, pour qu'elle reçût les jeunes filles pauvres qui fréquentaient auparavant l'école dirigée par l'instituteur communal. Dans un assez grand nombre de communes, il a été créé des écoles communales de filles; et cette classe d'établissements s'est accrue dans un degré qui sera remarqué ci-après.

Il y a cependant encore 19,769 communes qui n'ont que des écoles mixtes, dont la fréquentation a lieu avec les précautions

fixées par les règlements. Bien des communes ne sont ni assez populeuses, ni assez riches pour offrir en même temps des moyens d'existence à un instituteur et à une institutrice; et l'empressement à fonder une seconde école ne servirait souvent qu'à ruiner la première, et ramènerait ainsi l'inconvénient qu'on aurait voulu prévenir. Il faut donc examiner avec soin l'importance des communes, avant de chercher à y établir des écoles distinctes, en se réservant de faciliter cette séparation dans toutes les communes où elle est possible. Tels sont les principes qui, dans cette dernière période, ont présidé aux actes de l'administration, et amené le résultat indiqué plus haut, sans charge nouvelle pour l'État, et sans qu'il ait été accordé de subventions moins fortes pour les créations d'écoles de garçons entièrement nouvelles.

Outre l'obligation imposée à toutes les communes, en ce qui concerne l'instruction primaire, 290 communes, chefs-lieux de département, ou ayant une population au-dessus de 6,000 âmes, sont tenues d'avoir une école primaire du degré supérieur; seulement l'extrême modicité de l'imposition d'office, autorisée dans ce cas par la loi, rend la prescription presque vaine tant que la commune n'a pas volontairement consenti à dépasser de beaucoup le minimum de la dotation obligatoire. En 1840, 161 communes, sur 290, avaient satisfait à la loi et établi d'une manière plus ou moins complète l'enseignement primaire supérieur; il y en a aujourd'hui 222. D'autre part, 103 communes auxquelles l'obligation prescrite par la loi n'est point applicable, entretiennent aujourd'hui, comme alors, des écoles primaires supérieures. Le nombre total des communes, ayant des établissements publics de cet ordre, s'est donc élevé de 264 à 325; ce qui présente un accroissement de 61 écoles supérieures dans les seules communes au-dessus de 6,000 âmes.

Cependant 68 communes sont toujours en retard, et n'ont pu ou n'ont voulu, jusqu'à présent, ajouter une subvention suffisante au

minimum de 400 francs qu'on avait le droit d'exiger d'elles. Sur ce nombre, il est vrai, 15 communes entretiennent des cours publics d'enseignement industriel, qui sont en quelque sorte un fractionnement d'écoles primaires supérieures, et qui présentent souvent un but d'utilité locale. 17 autres ont formé récemment des demandes pour être autorisées à joindre une école primaire supérieure à leur collège communal, et l'examen de ces demandes ne s'est prolongé que pour assurer une dotation suffisante aux établissements projetés. Ce mode d'adjonction de l'école au collège fait en partie disparaître les difficultés qui retardent, sur ce point, l'exécution de la loi. L'école primaire supérieure annexée au collège, sans y être confondue, attire plus d'élèves et prend plus d'importance. Le personnel des maîtres du collège donne à peu de frais le moyen d'assurer à l'enseignement primaire supérieur plus d'étendue et une plus sûre direction.

Dans quelques collèges enfin, ces adjonctions, en stimulant le zèle et les sacrifices des villes, ont pris un développement qui, dans l'intérêt des professions commerçantes et maritimes, augmente réellement le nombre des écoles spéciales, sans frais nouveaux pour l'État, et selon le besoin local apprécié et secondé. Les cours théoriques et pratiques récemment annexés au collège royal de La Rochelle sont un dernier exemple de ces applications de l'enseignement primaire supérieur, sous une forme extensive sans doute, mais analogue à l'esprit même de la loi. De nouveaux efforts seront accueillis et encouragés dans ce but. Au moment même où l'enseignement classique des collèges de l'État et des villes compte, dans une année, 3,400 élèves de plus que l'année précédente, il importe d'assurer toutes facilités aux familles qui chercheraient dans l'enseignement primaire supérieur une instruction moins développée, moins littéraire, mais offrant toutes les notions essentielles, et dirigée par une bonne méthode et une forte discipline.

Outre les écoles élémentaires et supérieures organisées d'après la loi du 28 juin 1833, les communes ont des écoles spéciales de filles pour l'entretien desquelles leurs obligations ne sont pas aussi nettement définies. Ces établissements sont régis par l'ordonnance du 23 juin 1836, rendue principalement pour déterminer la surveillance qui leur est applicable. Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance de ces écoles, ni sur le prix que l'État doit mettre à ce que le degré de culture offert aux classes les plus pauvres soit commun aux deux sexes. Négliger l'instruction de l'un des deux serait une souveraine injustice et une imprévoyance qui tournerait contre le but même de la loi; car il n'est rien qui puisse plus efficacement agir sur l'éducation des enfants qu'un premier degré d'instruction dans les mères de famille. A cet égard, on peut regretter que la loi du 28 juin 1833 n'ait pas fait davantage, et organisé au même titre des écoles distinctes. La grandeur de la première œuvre que cette loi se proposait explique une omission qui se corrige chaque jour. Indépendamment des moyens d'instruction offerts dans le grand nombre d'écoles fréquentées par les enfants des deux sexes, le nombre des écoles réservées aux jeunes filles s'est considérablement accru. Il y en avait 6,607 en 1840; on en compte aujourd'hui 7,830. C'est donc 1,203 écoles spéciales établies depuis trois ans, par le zèle des communes et l'appui de l'administration, en dehors de la stricte obligation de la loi.

Il y a de plus, pour le même objet, des écoles privées dont le nombre s'élève à 8,755. Là, comme pour l'instruction primaire des garçons, à mesure que le nombre des écoles publiques augmente, celui des écoles privées diminue; mais l'augmentation est beaucoup plus forte dans un sens que la diminution ne l'est dans l'autre.

Lorsque la loi du 28 juin 1833 exigea des communes qu'elles affectassent des locaux à leurs écoles, beaucoup d'entre elles n'étaient pas propriétaires d'immeubles susceptibles de cette applica-

tion. Comme il était impossible qu'elles procédassent toutes immédiatement à des acquisitions ou à des constructions, l'article 3 de l'ordonnance du 15 juillet autorisa celles qui ne pouvaient mieux faire à placer provisoirement leurs écoles dans des maisons prises à bail pour une durée qui ne devait pas excéder six années. Ce terme a été successivement prorogé deux fois par ordonnance royale, parce que des obstacles plus grands qu'on ne l'avait prévu ont rendu de nouveaux délais nécessaires pour un certain nombre de communes. Cependant beaucoup de conseils municipaux se sont empressés de voter des fonds pour se procurer les maisons d'école qui leur manquaient ; ceux d'entre eux qui ne pouvaient réaliser des ressources suffisantes ont eu recours aux départements et à l'État, dont l'aide ne leur a pas fait défaut. C'est pour assurer aux communes pauvres le concours de l'État que, tous les ans, des sommes assez considérables sont allouées au budget de l'instruction publique. Les Conseils généraux et les Chambres ont jugé que là où il y a un local communal spécialement affecté à la tenue de l'école, et ne pouvant être détourné de sa destination, il y a fondation véritable, et certitude de durée pour l'enseignement primaire, et que le plus sûr moyen de mettre cet enseignement à l'abri de toutes chances fâcheuses, c'est de lui donner, pour ainsi dire, dans chaque commune sa demeure spéciale et inaliénable. Des secours, montant ensemble à la somme de 3,796,619 francs, ont été accordés, sur les fonds départementaux, à 6,155 communes, et des secours, montant ensemble à la somme de 8,612,707 francs, ont été donnés par l'État à 9,487 communes, dont 2,679 avaient déjà reçu des secours des départements. Les communes ont fourni 49,767,001 francs, et des dons ou souscriptions ont augmenté leurs ressources de 1,970,760 francs. Une somme totale de 64,147,087 francs a ainsi été employée, depuis dix ans, à la constitution matérielle de l'enseignement.

On comptait, en 1840, 16,218 communes propriétaires de

maisons d'école et 17,426 maisons d'école appartenant à des communes. Au moyen des ressources indiquées plus haut, le nombre des communes propriétaires des maisons où sont placées les écoles, dont l'entretien est pour elles une obligation légale, s'est élevé, à la fin de 1843, à 20,232, et le nombre de ces maisons d'école est aujourd'hui de 23,301. Il y a donc eu, depuis trois ans, 4,014 communes qui ont, avec le concours de l'État, acquis et construit des maisons pour y établir 5,875 écoles publiques de garçons. Ce résultat, sans doute, paraît moins immédiatement utile que ne l'eût été l'extension de l'enseignement primaire à de nouvelles communes; mais il est plus décisif pour l'avenir de l'instruction primaire.

Parmi ces communes propriétaires de maisons d'école de garçons, on en compte 3,317 qui possèdent, en outre, 3,688 maisons d'école spécialement affectées aux filles, ce qui porte à 26,989 le nombre total des propriétés communales consacrées à l'instruction primaire.

C'est un heureux progrès qu'une telle augmentation dans le nombre des maisons d'école : tous les hommes qui ont à cœur le succès et la durée de l'œuvre immense entreprise sous votre règne, et déjà poussé si loin, ne pourront voir sans un vif intérêt cet accroissement d'une richesse communale qui a une si utile affectation.

Voici quels sont les départements où l'on compte le plus grand nombre de communes propriétaires de maisons d'école :

Haute-Marne	514 communes propriétaires, sur	551
Bas-Rhin	520	580
Meuse	503	588
Haut-Rhin	440	490
Haute-Saône	520	582
Moselle	542	613
Vosges	498	548
Basses-Pyrénées	456	578
Ardennes	347	479
Pas-de-Calais	559	903

Voici quels sont les départements qui ne comptent qu'un très-petit nombre de communes propriétaires de maisons d'école :

Dordogne.....	30 communes propriétaires, sur	584
Corrèze	20	290
Charente	34	453
Corse.....	30	355
Creuse.....	23	262
Cantal	28	255
Haute-Vienne.....	24	199
Deux-Sèvres.....	56	355
Vienne.....	47	297
Puy-de-Dôme.....	72	444

Les maisons construites en vue du service de l'instruction primaire sont, pour la plupart, assez bien disposées pour la tenue d'une école et pour le logement de l'instituteur. Mais toutes les communes ne peuvent faire construire des maisons. Il en est un assez grand nombre qui achètent des propriétés qu'elles se contentent d'approprier à cette destination.

En 1840, le nombre des maisons appartenant aux communes, et qui étaient bien disposées pour la tenue de l'école, s'élevait à 11,462. Il est aujourd'hui de 16,849. Il y a donc, sous ce rapport, amélioration dans 5,387 écoles. Hâtons-nous d'ajouter que parmi les communes qui ne sont pas propriétaires, et dont les écoles publiques de garçons sont placées dans des bâtiments loués, il y en a 6,320 qui sont bien disposées, et que ce nombre n'était que de 3,585 en 1840, ce qui donne une amélioration dans 2,735 écoles et porte à 23,169 le nombre des écoles de garçons convenablement établies. Enfin, si à ce nombre de 23,169 on ajoute 4,703 écoles communales de filles qui sont également bien disposées, on trouve que 27,872 établissements publics d'instruction primaire ne laissent rien à désirer sous le rapport du local.

D'un autre côté, on comptait, en 1840, 14,098 écoles communales qui étaient garnies d'un mobilier de classe suffisant; au-

aujourd'hui 20,973 écoles sont, sous ce rapport, dans une situation satisfaisante. Il y a donc, depuis trois ans, amélioration du mobilier de classe dans 6,875 écoles.

Ces diverses améliorations, dans les conditions d'existence matérielle des écoles publiques, sont d'autant plus importantes que, malgré quelques progrès, les écoles privées sont loin d'être, à cet égard, dans une situation aussi favorable. Les administrations municipales et les comités de surveillance n'ont qu'une influence limitée sur ces établissements. La loi n'a donné à aucune autorité le droit d'exiger pour les écoles privées des dépenses d'installation et d'entretien auxquelles les instituteurs et les institutrices seraient souvent hors d'état de suffire. Tout est laissé à leur volonté, hors les mesures que les maires pourraient prescrire sous leur responsabilité, dans l'intérêt de la santé publique. Il est peut-être à regretter que le choix des locaux des écoles privées n'ait pas été soumis, sous le point de vue de la salubrité, à certaines conditions déterminées. En effet, tandis que les écoles publiques sont presque toujours tenues dans de vastes salles au rez-de-chaussée, où l'air peut être facilement renouvelé, et dont les dimensions sont calculées sur le nombre des enfants qui doivent y être admis, on trouve des écoles privées où les enfants sont entassés dans des locaux étroits, placés quelquefois au faite de maisons dont l'abord est rebutant. On a peine à concevoir que de semblables écoles, où les enfants ne sont pas reçus gratuitement, puissent être fréquentées, dans les grandes villes surtout où abondent d'autres moyens d'enseignement. Cet état défectueux, que l'influence des comités s'efforce de corriger, existe encore dans un trop grand nombre d'écoles privées. Les rapports officiels attestent cependant que 10,180 de ces établissements offrent aujourd'hui des conditions de local et une appropriation satisfaisantes.

En résumé, il y a depuis trois ans :

Augmentation de 1,736 dans le nombre des communes nou-

vement pourvues d'écoles communales, conformément à la loi du 28 juin 1833 ;

Augmentation de 4,496 dans le nombre total des écoles ;

Diminution de 493 dans le nombre des écoles privées ;

Augmentation de 4,989 dans le nombre des écoles communales ;

Augmentation de 4,014 dans le nombre des communes propriétaires de maisons d'école ;

Augmentation de 5,875 dans le nombre des maisons d'école propriétés communales ;

Augmentation de 5,387 dans le nombre des écoles publiques bien disposées ;

Amélioration du mobilier des classes dans 5,875 écoles communales.

Telles sont les améliorations purement matérielles réalisées, depuis trois ans, dans l'état de l'instruction primaire. Voyons si la situation morale des écoles et les résultats de l'enseignement répondent aux efforts par lesquels cette vaste organisation se développe de plus en plus.

II^e PARTIE.

PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : BREVETS DE CAPACITÉ. — INSTITUTEURS LAÏQUES ET MEMBRES D'ASSOCIATIONS RELIGIEUSES. — DIVISION DES ÉCOLES SELON LES CULTES. — MÉTHODES ET LIVRES. — ÉTAT DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES ÉCOLES. — ENCOURAGEMENTS.

Avant la promulgation de la loi du 28 juin 1833, les instituteurs primaires ne pouvaient être autorisés à entrer en fonctions qu'après avoir produit un brevet de capacité du premier, du second ou du troisième degré, délivré par un fonctionnaire de l'Université, délégué à l'effet d'examiner les aspirants à cette profession. Le brevet de capacité pouvait être suppléé par une lettre d'obédience, lorsqu'il s'agissait d'instituteurs appartenant à une des associations charitables vouées à l'enseignement. Aujourd'hui des

commissions, instituées en vertu de la loi du 28 juin, délivrent, dans chaque département et après examen public, des brevets de capacité du degré élémentaire ou du degré supérieur : tous les nouveaux instituteurs, quels qu'ils soient, laïques ou membres d'associations religieuses, sont tenus de justifier de l'un ou de l'autre brevet. Mais les brevets et les lettres d'obédience obtenus avant la promulgation de la loi ont nécessairement conservé leur valeur. Le personnel des écoles peut donc se diviser en deux grandes catégories selon la date du brevet de chaque instituteur.

19,036 instituteurs et 12,016 institutrices exercent encore en vertu d'un titre ancien, c'est-à-dire antérieur à 1833.

23,515 instituteurs, parmi lesquels figurent 6,792 élèves des écoles normales primaires, et 5,271 institutrices, exercent en vertu d'un titre nouveau, c'est-à-dire délivré conformément à la loi du 28 juin.

Nous verrons ci-après quelle différence se fait remarquer entre l'une et l'autre de ces deux catégories.

Le personnel de l'enseignement primaire, à la fin de 1843, se compose de 75,535 individus, répartis de la manière suivante :

Laïques.	{	Instituteurs et sous-maîtres. . .	44,173	}	58,577
		Institutrices et sous-maitresses. .	14,404		
Membres d'associations religieuses.	{	Instituteurs et sous-maîtres. . .	3,128	}	16,958
		Institutrices et sous-maitresses. .	13,830		
TOTAL.					<u>75,535</u>

Les écoles, en suivant la même classification, se divisent comme il suit :

Écoles dirigées par des laïques.	52,248
Écoles dirigées par des membres d'associations religieuses.	7,590

Le nombre des personnes donnant l'instruction primaire était, à la fin de 1840, de..... 62,859

Ainsi l'augmentation actuelle est de..... 12,676

A la même époque, sur 100 instituteurs ou sous-maîtres, il y en avait 5 appartenant à des associations religieuses. Sur 100 institutrices ou sous-maîtresses, il y en avait 46 appartenant à des communautés de femmes.

La proportion est aujourd'hui de 6 sur 100 pour les premiers, et de 49 sur 100 pour les secondes.

Sur 100 écoles de garçons, on en compte 2 qui sont dirigées par des membres d'associations religieuses.

Sur 100 écoles de filles, on en compte 37 dirigées par des institutrices appartenant à des communautés religieuses autorisées.

Cette proportion, plus forte que la précédente, s'explique par l'exception que l'ordonnance du 23 juin 1836 a maintenue en faveur des religieuses faisant partie d'une communauté légalement reconnue. Elles sont dispensées, pour diriger une école primaire, de tout examen spécial, et n'ont à produire, au lieu de brevets, qu'une lettre d'obédience, où se trouve indiqué le nom de la commune qui les appelle.

Je n'ai pas besoin de reproduire ici la liste des associations d'hommes vouées à l'enseignement primaire : elle est toujours la même qu'en 1840 et que depuis 1830. Malgré des demandes réitérées, aucune association nouvelle n'a été autorisée, aucun accroissement d'attributions n'a été donné aux associations précédemment reconnues par des décrets ou ordonnances royales. Il n'y a donc pas de changement dans l'état des associations d'hommes voués à l'enseignement. Le nombre des individus qui en font partie offre seulement l'augmentation peu sensible indiquée plus haut.

L'accroissement est plus considérable pour les institutrices appartenant à des communautés religieuses. On ne se plaindra pas

sans doute de voir les sources d'instruction se multiplier dans la proportion des besoins. Quoi de plus utile et de plus respectable que le dévouement des pieuses femmes qui se consacrent à l'éducation des jeunes filles pauvres, et qui font le bien sans attendre aucune récompense dans ce monde, en se conformant aux règles établies par l'État? L'autorisation légale des congrégations de femmes dépend de l'administration des cultes : leurs statuts sont préalablement examinés par le conseil d'État. Comme ces statuts spécifient ordinairement l'obligation de se vouer à l'enseignement élémentaire, et que les personnes qui s'engagent à les observer sont placées, en leur qualité de religieuses, sous l'autorité de l'évêque diocésain, il est arrivé quelquefois qu'elles ont méconnu les droits des comités ou des inspecteurs préposés à la surveillance de l'instruction primaire. C'est là une erreur qu'il était de mon devoir de ne pas laisser se répandre. Si les statuts régulièrement approuvés d'une communauté de femmes attribuent aux membres de cette communauté les fonctions de l'enseignement primaire, c'est toujours à la condition présumée que ces fonctions seront exercées d'une manière conforme aux lois qui régissent l'enseignement en général. Il faut donc que les institutrices faisant partie d'une congrégation religieuse reçoivent, sur le vu de leur lettre d'obédience, l'autorisation du recteur de l'académie ; il faut que les écoles qu'elles dirigent puissent être visitées par les personnes déléguées par l'inspection des établissements d'instruction primaire. Dans les occasions, assez rares, où l'application de ces règles a été contestée, les droits de l'autorité civile ont été revendiqués et maintenus, en même temps qu'il a été constamment prescrit d'apporter dans l'inspection toutes les précautions et tous les égards dus aux intentions les plus pures et à la modestie d'une sainte profession.

Dans cet esprit et sur ce point, les ordonnances sont exécutées presque sans obstacle.

En ordonnant que le vœu des pères de famille sera toujours consulté et suivi en ce qui concerne la participation de leurs enfants à l'instruction religieuse dans les écoles, la loi a voulu également que chacun des cultes reconnus par l'État pût avoir ses écoles spéciales.

On compte, sur 59,838 écoles publiques et privées :

Écoles spécialement affectées au culte catholique.	Publiques..	Garçons.....	33,207	40,867	56,812
		Filles.....	7,660		
	Privées. . .	Garçons.....	7,098	15,945	
		Filles.....	8,847		
Écoles spécialement affectées au culte protestant.	Publiques..	Garçons.....	702	761	1,080
		Filles.....	59		
	Privées. . .	Garçons.	163	319	
		Filles.....	156		
Écoles spécialement affectées au culte israélite.	Publiques..	Garçons.....	33	37	115
		Filles.....	4		
	Privées. . .	Garçons.....	74	78	
		Filles.....	4		
Écoles mixtes.	Publiques..	Garçons.....	948	1,055	1,831
		Filles.....	107		
	Privées. . .	Garçons.	326	776	
		Filles.....	450		
TOTAL.....					59,838

La population catholique du Royaume, étant de 33,050,178 âmes, a ainsi une école par 581 individus.

La population protestante du Royaume, étant de 1,100,000 âmes, a une école par 1,018 individus (1).

Enfin la population israélite, qui est de 80,000 âmes, a une école par 695 individus.

(1) Une partie considérable de la population protestante étant disséminée en fractions assez faibles dans un grand nombre de communes où existent des écoles mixtes, beaucoup d'enfants appartenant à cette communion fréquentent ces écoles mixtes, qui sont au nombre de 1,831. comme on le voit ci-dessus.

Les écoles mixtes sont généralement placées dans des localités où la population est à peu près fractionnée par portions égales sous le rapport des cultes. Les enfants y reçoivent l'instruction religieuse que réclame leur communion, savoir : les protestants, d'un pasteur, quand l'instituteur est catholique, et les catholiques, d'un curé ou vicaire, quand l'instituteur est protestant. Toutes les autres parties de l'enseignement leur sont données en commun par l'instituteur ou l'institutrice. Outre ces établissements, il existe un assez grand nombre d'écoles situées dans des communes où la population est en grande majorité catholique, et qui admettent les enfants des cultes dissidents.

En comparant la situation actuelle à celle de 1840, on trouve que le culte protestant est compris pour 25 écoles et le culte israélite pour 2 dans l'augmentation obtenue sur le nombre total des établissements d'instruction primaire.

Il n'existe ni dans la loi, ni dans les règlements, aucune prescription quant au choix des méthodes d'enseignement à suivre dans les écoles primaires. La bonté des procédés peut se mesurer diversement, selon l'habileté de ceux qui les emploient; il peut, d'ailleurs, survenir des perfectionnements auxquels il ne fallait pas faire obstacle par l'uniformité et par la permanence de dispositions réglementaires ou législatives. Les instituteurs sont donc libres de pratiquer la méthode qui leur paraît préférable, sauf toutefois, l'effort de l'administration pour écarter le mode d'enseignement individuel, trop lent dans ses résultats et peu conciliable avec le nombre croissant des élèves.

On comptait, en 1840, 7,347 écoles publiques et privées de garçons ou de filles encore dirigées d'après ce mode insuffisant. Il s'est opéré, sous ce rapport, une amélioration satisfaisante : 1,863 écoles ont cessé d'être ainsi dirigées et ont adopté l'application plus ou moins étendue de l'enseignement simultané.

En 1840 j'ai eu à signaler la diminution du nombre des écoles

d'enseignement mutuel, et j'ai expliqué pourquoi, malgré la faveur qui, dans l'origine, avait accueilli les premiers essais de ce mode d'enseignement, il avait cessé de s'étendre alors que les circonstances lui étaient devenues plus favorables. J'ai à faire connaître cette année la fin de cette situation décroissante, et même un retour de prospérité.

En 1840 on comptait 1,057 écoles dirigées d'après le mode d'enseignement mutuel.

On en compte aujourd'hui 1,128, savoir :

Écoles publiques.....	986
Écoles privées.....	142

Il y a donc au profit de ce mode d'enseignement une augmentation de 71 écoles.

Cet accroissement, tout faible qu'il est, doit offrir un sujet de satisfaction pour les hommes généreux qui, à une époque où l'appui de l'autorité leur manquait, se sont voués avec tant d'ardeur à la propagation de ce système d'enseignement. Rien ne sera négligé pour confirmer ce retour de faveur à l'égard des écoles d'enseignement mutuel qui, partout où elles sont possibles, ont l'avantage de réunir à peu de frais un grand nombre d'élèves et d'offrir un exemple dont profite toujours plus ou moins l'enseignement simultané.

Ce dernier mode, à la fois le plus simple et le plus sûr, était suivi en 1840 dans 38,756 écoles publiques et privées : 44,303 écoles le pratiquent aujourd'hui, savoir :

Écoles publiques.....	32,300
Écoles privées.....	12,003
TOTAL.....	<u>44,303</u>

Augmentation du nombre des écoles simultanées : 5,547.

Il existe enfin un assez grand nombre d'écoles où le défaut de ressources, le petit nombre des élèves, l'inexpérience des maîtres,

ne permettent pas de suivre dans toute leur exactitude les règles qui constituent un mode d'enseignement précis, soit mutuel, soit simultané.

Ces écoles étaient au nombre de 9,182 en 1840; elles sont maintenant au nombre de 8,612, savoir :

Écoles publiques.....	6,797
Écoles privées.....	1,815
TOTAL.....	8,612

Diminution..... 570

Dès 1840, les écoles de ce genre commençaient à diminuer au profit des écoles simultanées. Cette année, la nouvelle réduction de nombre que j'ai à signaler tourne au profit des écoles simultanées et mutuelles. Il y a progrès dans la préférence que les instituteurs donnent à des procédés constants et réguliers. C'est une preuve que la connaissance des bonnes méthodes se propage de plus en plus, et que les moyens matériels d'exécution s'améliorent dans les mêmes proportions.

La liberté, laissée aux instituteurs primaires dans le choix des méthodes, n'existe pas au même degré pour le choix des livres. Ce n'est pas que l'administration prescrive impérativement l'usage d'aucun livre, mais elle fait examiner tous les ouvrages qui se publient, et qui sont destinés à être mis entre les mains des enfants; elle fait dresser une liste de ceux qui sont reconnus véritablement utiles, et qui seuls peuvent être employés dans les écoles communales. 551 ouvrages figuraient sur cette liste en 1840.

L'approbation donnée à ces livres, en trop grand nombre pour qu'aucune partialité soit possible, n'a pas pour objet de désigner aux instituteurs des ouvrages à l'abri de toute critique, mais bien des livres irréprochables sur ces points importants et appropriés à la diversité des études élémentaires. Il serait à souhaiter que toutes les écoles pussent être pourvues de livres ainsi désignés, après un

examen attentif. On ne serait plus exposé à trouver entre les mains des enfants de misérables recueils d'anecdotes, des almanachs pleins d'absurdités, parfois même des livres dangereux, qui, trop souvent, se transmettent dans les familles pauvres des campagnes.

C'est surtout dans les écoles où l'enseignement est encore individuel qu'il y a, sous ce rapport, des réformes à faire. On ne saurait trop y exciter les autorités municipales. La distribution gratuite des livres dans les écoles entraînerait, je ne l'ignore pas, une dépense d'autant plus considérable qu'elle devrait se reproduire à peu près annuellement. Mais ce serait une de ces dépenses productives qu'il faudrait savoir s'imposer. 41 conseils généraux, voulant suppléer sous ce rapport à l'insuffisance des ressources communales, ont consacré à cette dépense une somme de 45,818 fr.

En 1840, 44,089 écoles communales et privées étaient pourvues de livres approuvés par l'Université.

Dans 40,746, l'uniformité si nécessaire des livres était observée; dans 33,547 écoles, les livres étaient en quantité suffisante eu égard au nombre des élèves.

En 1843, on trouve, sous ce rapport, dans les écoles, les résultats suivants :

Écoles où l'on n'emploie que des livres approuvés. 52,796

Écoles où les livres sont uniformes. 47,098

Écoles où les livres sont en quantité suffisante. . . . 46,120

Cette situation présente sur le passé une notable amélioration. Ainsi le nombre des écoles où les livres employés sont approuvés par l'Université a augmenté de 8,707. Le nombre des écoles où les livres sont uniformes a augmenté de 6,312, et on trouve, dans 12,573 écoles de plus qu'en 1840, une quantité de livres suffisante pour les besoins de l'enseignement.

Là comme ailleurs se marque la supériorité d'organisation des écoles publiques sur les écoles privées. La condition d'avoir des

livres approuvés, uniformes, en quantité suffisante, est remplie, pour les écoles publiques, dans la proportion de 93 et de 80 sur 100 ; elle ne l'est, pour les écoles privées, que dans une proportion fort inférieure.

A part les points de vue successifs que je viens de parcourir, il faut considérer les écoles dans leur direction générale et les résultats de l'enseignement qu'elles donnent. L'appréciation des écoles, sous ce rapport, présente quelques difficultés, parce qu'elle se fonde sur des informations recueillies par un assez grand nombre de fonctionnaires dont le jugement peut différer à quelques égards, et dont le travail se fait isolément ; mais rien n'est négligé pour que la précision des demandes faites à l'inspection assure l'exactitude des réponses, et que tous les termes de comparaison possibles entre les écoles soient nettement parcourus dans les rapports. Des motifs suffisants de confiance recommandent donc la classification que je vais présenter, et qui a pareillement été faite en 1840.

L'ordre des écoles a pour base un règlement uniforme, qui fixe la durée et la succession des différents exercices et les moyens d'encouragement ou de répression. Par une première règle, tout châtiment corporel est interdit ; l'oubli de cette défense constitue une faute grave, et placerait l'instituteur dans un des cas de révocation prévus par l'article 23 de la loi du 28 juin. On peut dire que ce principe est universellement observé dans l'éducation actuelle. Un très-petit nombre de faits contraires ont eu lieu depuis trois ans, et la discipline des plus petites écoles, comme celle des plus grandes, a pour unique ressort la vigilance des maîtres, les avertissements, le surcroît de travail imposé aux élèves, la réprimande publique et l'expulsion.

Quant à l'enseignement, tout rend témoignage de la scrupuleuse exactitude avec laquelle s'exécute, dans les écoles primaires, la prescription fondamentale de la loi sur l'instruction morale et re-

ligieuse. Nulle part cette partie si essentielle des devoirs des instituteurs n'a été négligée. Partout les curés, avec les membres des comités, interviennent à double titre. Il en est de même du droit réservé aux ministres des autres cultes reconnus en France. Là où l'instituteur n'expose pas lui-même, dans des leçons méthodiques, la doctrine chrétienne, il fait exactement apprendre et réciter le catéchisme. Dans toutes les écoles, la religion est enseignée et honorée; et, sur un grand nombre d'établissements, parmi tant de causes de divisions possibles entre les hommes, à peine le reproche contraire a-t-il été quelquefois allégué, presque toujours sans preuve et jamais d'une manière durable.

On sait quels objets précis comprend, aux termes de la loi, l'enseignement primaire du moindre degré. Ces premières notions sont enseignées avec succès dans 48,741 écoles.

Les bonnes écoles élémentaires sont, à l'égard du nombre total, dans les proportions suivantes :

Écoles communales de garçons, bien dirigées, 83 sur 100;

Écoles communales de filles, bien dirigées, 82 sur 100;

Écoles de garçons dont les instituteurs laïques sont pourvus d'un ancien brevet, bien dirigées, 66 sur 100;

Écoles de garçons dont les instituteurs laïques sont pourvus d'un nouveau brevet, bien dirigées, 95 sur 100;

Écoles de garçons dont les instituteurs, membres d'une association religieuse, sont pourvus d'une ancienne lettre d'obédience, bien dirigées, 95 sur 100;

Écoles de garçons dont les instituteurs, membres d'une association religieuse, sont pourvus d'un nouveau brevet, bien dirigées, 98 sur 100;

Écoles de filles dont les institutrices, laïques, sont pourvues d'un ancien brevet, bien dirigées, 66 sur 100;

Écoles de filles dont les institutrices, laïques, sont pourvues d'un nouveau brevet, bien dirigées, 93 sur 100.

On voit par ce tableau que, sous le rapport de la bonne direction, les écoles publiques l'emportent sur les écoles privées, que les écoles de garçons l'emportent sur les écoles de filles, que surtout les nouveaux brevets l'emportent sur les anciens. Cette dernière indication prouve que le personnel de l'enseignement primaire s'améliore de plus en plus en se renouvelant, que l'instruction normale produit de bons effets, et qu'il est procédé avec une sévérité convenable aux examens publics de capacité.

En 1840, le nombre des écoles élémentaires notées comme bien ou assez bien dirigées était de 41,580.

En 1843, le nombre des écoles bien ou assez bien dirigées est de 49,165 ; ce qui donne à l'avantage de la seconde époque une différence de 7,579.

La situation des écoles primaires supérieures, en ce qui concerne l'enseignement, n'est pas relativement aussi favorable. Mais il y a lieu d'observer que la loi avait peu fait pour ces écoles, et que la création en a été lente et difficile. Il a fallu du temps pour faire apprécier aux autorités locales et aux familles l'utilité de ces établissements, destinés à tenir le milieu entre l'instruction primaire, telle qu'elle était autrefois organisée, et l'instruction secondaire. Sur 325 écoles primaires supérieures communales, il y en a 61 qui n'ont qu'une année ou deux d'existence, et 88 qui n'existaient pas en 1837.

Aujourd'hui, des dispositions plus favorables se manifestent à l'égard de ces écoles. Dans presque toutes, l'enseignement a reçu les développements que réclamait le besoin local, et ces écoles ont acquis un degré de plus d'utilité, en préparant leurs élèves, soit à certaines carrières spéciales, soit aux professions industrielles. C'est dans la vue d'encourager l'enseignement primaire supérieur que, tout récemment, Votre Majesté a bien voulu, sur ma proposition, créer quelques bourses et demi-bourses dans l'établissement municipal qui s'est ouvert à Paris sous le titre d'école François I^{er}.

Le mouvement des écoles primaires supérieures annexées à des collèges communaux est chaque jour plus marqué. Cet enseignement, qui pouvait ou trop se rapprocher de l'instruction élémentaire, ou trop s'élever et devenir inapplicable, tend partout à se régler et à prendre son niveau. L'attention du conseil royal de l'instruction publique a particulièrement veillé sur ce point, en restreignant l'exagération des programmes et en ramenant à un but utile tous les développements de l'instruction. Les notions de langue française et d'histoire données par des maîtres formés aux études classiques sont généralement plus précises et plus saines : il y a sous ce rapport progrès sensible dans un grand nombre d'écoles primaires supérieures. En même temps des notions spéciales de tenue des livres, et même d'éléments du droit commercial, sont soigneusement étudiées dans 392 écoles sur 403.

La géométrie élémentaire, l'arpentage et le dessin linéaire, indispensables pour tant de travaux, sont enseignés avec fruit dans 382 écoles.

Les éléments d'histoire naturelle, de physique et de chimie forment, dans un moins grand nombre d'écoles (308), un enseignement non moins heureusement approprié à diverses professions industrielles et commerciales.

Enfin ce qui, sans offrir une utilité aussi directe, peut paraître une extension naturelle de l'enseignement primaire, les langues vivantes, la musique vocale, sont cultivées avec succès dans 287 écoles. Ainsi, soit réunies à des collèges dont les noms les accrédite et les recommande, soit constituées à part dans quelques centres particulièrement favorables à l'industrie et aux arts, les écoles primaires supérieures commencent à prendre une sérieuse existence, qui se liera de plus en plus à l'activité croissante du pays. Quelques-unes semblent déjà heureusement résoudre le problème d'une éducation pratique sans être illettrée, et vraiment intellectuelle et morale sans être trop savante. On peut citer, à cet égard, les résul-

tats obtenus dans la ville de Nantes, dans celle de Mulhouse, dans la ville de Metz, où l'administration municipale consacre des sommes considérables à l'instruction primaire de tous les degrés et sous toutes les formes.

A la fin de cette revue morale des diverses parties de l'enseignement primaire se place tout naturellement une mention succincte des récompenses accordées aux instituteurs et des répressions qu'aux termes de la loi on a pu leur appliquer.

Les récompenses consistent en médailles d'argent et de bronze et en mentions honorables, décernées annuellement sur la proposition des comités et des conseils académiques. Le nombre en est arrêté d'avance d'une manière à peu près invariable, quels que soient les mérites à encourager, les services à reconnaître. Depuis 1840, il en a été distribué 1,770, c'est-à-dire 590 par an.

Les notes méritées par les instituteurs primaires auraient motivé plutôt un accroissement qu'une réduction dans ce nombre.

Quant aux punitions, dont l'application est dévolue tant aux comités de surveillance qu'aux tribunaux ordinaires, voici le nombre de celles que des instituteurs ont encourues depuis la même époque : elles attestent et que la juridiction des comités n'est pas inactive et que la classe des fonctionnaires qu'elle surveille est généralement dirigée par le sentiment du devoir :

Instituteurs communaux révoqués depuis trois ans par les comités pour fautes graves.....	171
Instituteurs communaux révoqués par les comités pour négligence habituelle.....	131
Instituteurs communaux et privés frappés d'interdiction à temps ou à toujours par les tribunaux.....	36
Instituteurs communaux condamnés pour des faits étrangers à leur profession.....	45
TOTAL.....	383

Ce qui donne 127 instituteurs punis annuellement, sur un personnel de plus de 47,000, c'est-à-dire 1 sur 370 par an.

Je m'arrête à ces chiffres. Sans doute, pour une profession telle que l'enseignement, être irréprochable devant les tribunaux ne suffit pas. Mais, si on songe que, sur ce nombre très-limité de condamnations annuelles, la plupart, plus des deux tiers, s'appliquent à des torts de profession, à des torts relatifs que la loi commune n'atteindrait pas, on doit reconnaître que ce n'est pas en vain qu'un homme d'état éloquent faisait, dès 1833, un appel à la moralité des instituteurs, et que nul ordre de fonction publique ou d'occupation privée ne présente une culpabilité plus rare dans un personnel si nombreux.

III^e PARTIE.

NOMBRE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES PRIMAIRES. — RÉTRIBUTION MENSUELLE. —
GRATUITÉ. — TRAITEMENT DES INSTITUTEURS.

Le nombre des élèves des écoles primaires était, en 1840, de 2,896,964.

C'était un chiffre supérieur de 200,988 à celui de 1837.

Un nouvel accroissement, qui est de 267,333 élèves, s'étant réalisé depuis 1840, les écoles sont aujourd'hui fréquentées par 3,164,297 enfants des deux sexes.

Ce progrès continu vient non-seulement de la création de nouvelles écoles dans les communes qui n'en avaient pas encore, mais aussi d'une fréquentation plus générale des anciennes écoles. Il ne suffit pas de multiplier les écoles pour répandre et surtout pour généraliser l'instruction primaire; il faut encore que les familles en apprécient l'utilité et qu'elles se décident à y faire participer leurs enfants. Elles n'y sont obligées par aucune prescription légale; la loi ordonne seulement que, dans chaque commune, il

soit dressé, par les soins du comité local, un état des enfants qui ne reçoivent l'instruction ni à domicile, ni dans les écoles publiques ou privées. Le but de cette disposition est d'avertir les parents et d'exciter leur zèle. Les comités locaux ne se sont pas montrés suffisamment exacts à employer partout ce moyen d'invitation; lorsqu'ils en useront plus généralement, une augmentation plus rapide et plus considérable encore que par le passé ne peut manquer de se produire dans le nombre des élèves des écoles.

Les enfants ayant de six à treize ans, et qui semblent par leur âge appartenir à l'instruction primaire, forment, pour tout le Royaume, un total de 5,100,562. Entre ce chiffre et celui des élèves présents dans les écoles, qui est, comme je viens de le dire, de 3,164,297, la différence est de 1,936,265, c'est-à-dire de près de 2 millions ou des 2 cinquièmes de la totalité. Doit-on penser que cette portion si nombreuse de la jeunesse demeure privée de tout enseignement? Certes il serait bien affligeant que l'œuvre ne fût pas plus avancée; mais il ne faut pas s'attendre que jamais tous les enfants compris dans les limites d'âge indiquées plus haut aillent en même temps s'asseoir sur les bancs des écoles. Dans la réalité, l'enseignement primaire ne dure pour personne huit années consécutives. Les notions dont il se compose s'acquièrent dans un plus court espace de temps. L'âge de six ans est ordinairement considéré comme l'époque où commence le cours des études primaires. Il arrive néanmoins très-souvent, surtout dans les communes rurales, que les enfants ne sont envoyés à l'école qu'à sept, huit et même neuf ans. Dans les villes, au contraire, où l'instruction est moins retardée, elle s'achève communément avant treize ans, parce que beaucoup de parents pauvres ont hâte de placer leurs enfants dans les établissements industriels, où leur travail est rétribué. Le contingent normal des écoles primaires ne comprend donc pas tous les enfants de six à treize ans sans exception, bien que tous doivent suivre plus ou moins longtemps les leçons données dans ces écoles.

Pour arriver à une exacte fixation de ce contingent, il faudrait rétrécir le cercle des années qui doivent le composer. Si, par exemple, au lieu de compter, comme destinés aux écoles, tous les enfants qui ont six, sept, huit et jusqu'à treize ans, on ne faisait que le relevé des enfants de huit ans à treize, ou des enfants de neuf ans à quatorze, on n'aurait plus qu'un total d'environ 3,850,000 individus. Entre ce chiffre et celui de la population des écoles, la différence n'est que d'un peu plus de 600,000. J'ai tout lieu de croire que tel est à peu près le nombre des enfants qui sont restés jusqu'ici étrangers au bienfait de l'instruction primaire.

De ces 600,000 enfants, les uns (environ 120,000) habitent des communes où il n'existe pas encore d'écoles régulières; les autres (480,000) n'ont pas reçu l'enseignement primaire des écoles par l'abstention volontaire de leurs parents. Cette dernière catégorie comprend les deux points extrêmes de la société : des enfants de la condition la plus pauvre appartenant à des parents dont l'insouciance n'a pas été vaincue; des enfants de familles riches ou aisées élevés dans la maison paternelle, et de là dans les établissements d'instruction secondaire. La première moitié seulement du nombre indiqué plus haut doit donc exciter la sollicitude de l'administration et provoquer une influence de persuasion et de conseil remplacée ailleurs par la prescription immédiate de la loi. Nous sommes loin, sans doute, du résultat constaté dans quelques états de l'Amérique du nord, par exemple, dans les cinquante-neuf comtés de l'état de New-York, où, sur une population de 2,400,000 âmes, on compte 9,362 écoles primaires, fréquentées par 657,782 enfants entre cinq et seize ans. Mais cette exacte uniformité d'un pays neuf portant du premier coup les procédés de la civilisation à leurs dernières limites aurait pu difficilement s'improviser en France; et ce que nous n'avons pas entrepris de faire, sous ce rapport, par une coaction légale s'accomplira d'une manière plus sûre par le secours du temps et le progrès de l'opinion.

Les élèves des écoles primaires se divisent de la manière suivante sous le rapport du sexe auquel ils appartiennent :

Garçons.	1,812,809
Filles.	1,351,488
TOTAL.	3,164,297

Pour expliquer le nombre inférieur des élèves du sexe féminin, il me suffira de rappeler que de plus grands efforts ont été faits pour l'instruction des garçons, objet spécial de la loi du 28 juin 1833, et que les jeunes filles trouvent plus souvent près de leur mère des moyens d'instruction qui, pour un certain nombre, tiennent lieu de la fréquentation des écoles.

Envisagés sous le point de vue du culte qu'ils professent, les élèves se répartissent ainsi :

Catholiques.	3,065,296
Protestants.	92,280
Israélites.	6,721
TOTAL.	3,164,297

En 1840, on comptait dans les écoles :

Élèves catholiques.	2,809,957
Élèves protestants.	81,408
Élèves israélites.	5,599
TOTAL.	2,896,964

Il résulte de ce rapprochement, 1° que le nombre des élèves catholiques a augmenté de 255,339, c'est-à-dire d'un dixième ;

2° Que le nombre des élèves protestants a augmenté de 10,872, c'est-à-dire d'un huitième ;

3° Que le nombre des élèves israélites a augmenté de 1,122, soit d'un cinquième.

Si l'on partage les élèves entre les écoles tenues par les institu-

teurs laïques, et les écoles tenues par des membres d'associations religieuses, voici les résultats que l'on trouve :

Élèves des instituteurs laïques.	Garçons... 1,948,530	Filles..... 508,850	2,457,380
Élèves des instituteurs membres d'associations.	Garçons... 201,142	Filles..... 505,775	706,917
TOTAL.....			<u>3,164,297</u>

Le nombre des écoles tenues par des laïques étant, comme on l'a vu plus haut, de 52,248, et le nombre des écoles tenues par des membres d'associations, de 7,590, il y a, terme moyen, dans les premières, 47 élèves, dans les secondes, 93.

Voyons maintenant comment les écoles publiques et les écoles privées se partagent l'ensemble des élèves. Cette division prouvera que les écoles publiques gagnent de jour en jour dans la confiance des familles.

En 1840, ces écoles recevaient..... 2,223,502 élèves.

Aujourd'hui elles en comptent..... 2,407,425

Augmentation..... 183,923

Le nombre des écoles privées ayant diminué, comme je l'ai dit, il semble qu'une réduction proportionnelle devrait avoir eu lieu dans le nombre des enfants qui les fréquentent. Il n'en est rien cependant, et ces établissements, qui ne recevaient en 1840 que 680,197 élèves, en ont présentement 756,852.

L'augmentation, qui est de 76,655, se compose presque exclusivement de jeunes filles, qui étaient précédemment admises dans les écoles publiques communes aux deux sexes. C'est ainsi qu'à l'aide des écoles privées, les moyens d'instruction sont complétés dans beaucoup de localités qui ne sont pas assez riches pour entretenir tout à la fois une école communale de garçons et une école communale de filles.

On sait que de tout temps, et pour des causes qu'il serait superflu d'indiquer, il y a eu une grande différence dans le nombre

des élèves présents dans les écoles en hiver et en été. En 1840, les écoles éprouvaient pendant l'été une diminution de 1,213,637 élèves sur 2,881,679. En 1843, les écoles n'ont éprouvé qu'une diminution de 1,202,733 sur 3,164,297.

La désertion des écoles pendant la saison des travaux agricoles, qui était de près de moitié, n'est donc plus que d'environ un tiers, ce qui prouve de la part des pères de famille une sollicitude plus éclairée et plus désintéressée pour l'éducation de leurs enfants.

Les élèves sont distribués fort inégalement entre les écoles. Tel établissement en compte 2 à 300, tel autre en compte à peine une trentaine. Le nombre moyen des élèves par école est :

Dans les écoles communales de garçons.	{ En hiver..... 44 En été..... 25
Dans les écoles primaires supérieures communales.	{ En hiver..... 18 En été..... 17
Dans les écoles communales de filles.	{ En hiver..... 65 En été..... 50
Dans les écoles privées qui reçoivent des garçons.	{ En hiver..... 35 En été..... 27
Dans les écoles primaires supérieures privées.	{ En hiver..... 50 En été..... 47
Dans les écoles privées qui reçoivent des filles.	{ En hiver..... 48 En été..... 27

On voit que la diminution du nombre des élèves, en été, est presque insensible dans les écoles primaires supérieures, lesquelles sont placées dans des communes importantes où la population ne se livre pas, ou presque pas, aux travaux des champs.

La désertion momentanée est plus forte dans les écoles élémentaires de garçons que dans les écoles de filles, parce que celles-ci prennent moins de part que ceux-là à ces rudes travaux.

Voici les quinze départements dans lesquels, eu égard à la population, on trouve le plus d'élèves dans les écoles :

Meurthe.....	77,247	élèves sur	444,603	habitants, soit le	6°.
Bas-Rhin.....	89,745	_____	560,113	_____ le	6°.
Haut-Rhin....	75,338	_____	464,466	_____ le	6°.
Haute-Saône...	55,180	_____	347,627	_____ le	6°.
Vosges.....	65,550	_____	419,992	_____ le	6°.
Moselle.....	68,052	_____	421,258	_____ le	6°.
Côte-d'Or.....	56,111	_____	393,316	_____ le	7°.
Lozère.....	21,302	_____	140,788	_____ le	7°.
Isère.....	73,913	_____	588,660	_____ le	8°.
Pas-de-Calais...	80,915	_____	685,021	_____ le	8°.
Somme.....	69,947	_____	559,680	_____ le	8°.
Aisne.....	63,193	_____	542,213	_____ le	9°.
Manche.....	60,243	_____	597,334	_____ le	10°.
Nord.....	105,288	_____	1,085,298	_____ le	10°.
Seine-Inférieure.	64,373	_____	737,501	_____ le	11°.

Les départements dans lesquels, au contraire, on compte le moins d'élèves sont :

Allier.....	11,705	élèves sur	311,361	habitants, soit le	28°.
Indre.....	9,182	_____	253,076	_____ le	28°.
Haute-Vienne....	11,621	_____	292,848	_____ le	26°.
Morbihan.....	18,643	_____	446,331	_____ le	25°.
Corrèze.....	13,830	_____	306,480	_____ le	24°.
Côtes-du-Nord....	28,614	_____	607,572	_____ le	22°.
Indre-et-Loire....	14,946	_____	306,366	_____ le	22°.
Ariège.....	12,312	_____	265,697	_____ le	22°.
Creuse.....	13,807	_____	278,029	_____ le	21°.
Landes.....	14,762	_____	288,079	_____ le	20°.
Pyrénées-Orientales	9,445	_____	173,592	_____ le	19°.
Bouches-du-Rhône.	20,283	_____	375,003	_____ le	19°.
Corse.....	13,698	_____	221,463	_____ le	17°.
Vienne.....	18,215	_____	294,250	_____ le	16°.
Var.....	20,710	_____	328,010	_____ le	16°.

Les départements où le progrès de l'instruction primaire est le plus marqué appartiennent presque tous à l'est et au nord du Royaume; deux seulement, la Manche et la Seine-Inférieure, font,

sous ce rapport, une honorable exception. Parmi les départements qui sont, au contraire, les plus arriérés, il en est qui sont situés au centre, d'autres sur le littoral de l'Océan ou de la Méditerranée. Il serait difficile, quant à présent, de rattacher à cette différence de situation les causes qui peuvent avoir exercé une influence favorable ou contraire au développement de l'instruction primaire. Le seul fait constaté, c'est que ce développement se proportionne, en général, à l'état de richesse ou d'aisance de la population. L'influence plus ou moins active de l'administration locale peut cependant beaucoup ajouter à cette première cause. On ne saurait trop insister à cet égard pour vaincre la lenteur et l'indifférence qui résistent, dans quelques localités, aux efforts de l'État pour étendre le bienfait de l'instruction primaire.

Les enfants admis dans les écoles payent une rétribution, lorsqu'ils appartiennent à des familles en état de supporter cette dépense. Telle est la règle générale; la gratuité est l'exception.

En 1840, 931,933 garçons et 571,743 filles, en tout 1,503,676 élèves, payaient une rétribution mensuelle; 439,655 garçons et 264,886 filles, en tout 704,541, en étaient exempts.

En 1843, 1,707,176 garçons et 693,292 filles, en tout 2,400,468 élèves, sont soumis au paiement d'une rétribution mensuelle; 482,496 garçons et 281,333 filles, en tout 763,829 élèves, sont admis gratuitement dans les écoles.

Le nombre des élèves payants a augmenté depuis trois ans de 896,792, et le nombre des élèves gratuits de 59,288. C'est donc, toute proportion gardée, le nombre des élèves payants qui s'est le plus accru dans les écoles.

Le taux de la rétribution mensuelle, même depuis que la fixation en a été rendue plus équitable par une disposition insérée dans la loi de finances de 1843, est en moyenne :

1° Pour les écoles communales de garçons,

Dans les communes de 1,000 âmes et au-dessous, de . 1^f 10^c

RAPPORT AU ROI.

39

Dans les villes de 1,000 à 6,000 âmes, de 1^f 40^c

Dans les villes de 6,000 âmes et au-dessus, de 2 00

2° Pour les écoles communales de filles,

Dans les communes de 1,000 âmes et au-dessous, de . 1 15

Dans les villes de 1,000 à 6,000 âmes, de 1 70

Dans les villes de 6,000 âmes et au-dessus, de 2 50

3° Pour les écoles privées où l'on reçoit des garçons,

Dans les communes de 1,000 âmes et au-dessous, de . 1 70

Dans les villes de 1,000 à 6,000 âmes, de 2 00

Dans les villes de 6,000 âmes et au-dessus, de 2 50

4° Pour les écoles privées où l'on reçoit des filles,

Dans les communes de 1,000 âmes et au-dessous, de . 1 20

Dans les villes de 1,000 à 6,000 âmes, de 2 00

Dans les villes de 6,000 âmes et au-dessus, de 3 25

On voit que le prix de la rétribution mensuelle est relativement plus élevé dans les écoles communales de filles que dans les écoles communales de garçons; qu'il est également plus élevé dans les écoles privées que dans les écoles publiques de garçons, et qu'enfin il est généralement supérieur dans les écoles privées qui sont fréquentées par des filles.

Les élèves gratuits sont répartis ainsi qu'il suit dans les écoles dirigées par des laïques et par des membres d'associations religieuses:

Nombre des élèves gratuits dans les écoles de garçons tenues par des instituteurs laïques..	Écoles publiques élémentaires	312,487	315,365	331,518
	Écoles primaires supérieures.	2,878		
	Écoles élémentaires privées..	16,071	16,153	
	Écoles primaires supérieures.	82		
Nombre des élèves gratuits dans les écoles de filles, tenues par des institutrices laïques.....	Écoles communales de filles..	60,529	71,984	
	Écoles privées fréquentées par des filles.....	11,455		

NOMBRE TOTAL des élèves admis gratuitement dans les écoles dirigées par des instituteurs ou institutrices laïques.... 403,502

Nombre des élèves gratuits admis dans les écoles de garçons tenues par des instituteurs appartenant à des associations religieuses.....	{	Écoles publiques élémentaires	115,830	116,052	150,978
		Écoles publiques supérieures.	222		
		Écoles élémentaires privées..	34,896	34,926	
		Écoles primaires supérieures.	30		
Nombre des élèves admises gratuitement dans les écoles de filles tenues par des institutrices appartenant à des associations religieuses.....	{	Écoles publiques élémentaires	154,301	209,349	
		Écoles privées.....	55,048		
<hr/>					
NOMBRE TOTAL des élèves admis gratuitement dans les écoles dirigées par des instituteurs et institutrices appartenant à des associations religieuses..... 360,327					

Il résulte de ce relevé que le nombre des élèves admis gratuitement dans les écoles laïques dépasse en totalité de 43,175 le nombre des élèves admis gratuitement dans les écoles tenues par des membres d'associations religieuses; mais il ne faut pas perdre de vue que le nombre de ces dernières écoles n'est que de 7,590, ce qui donne en moyenne 47 élèves gratuits par école, et que le nombre des écoles laïques est de 52,248, ce qui ne donne que 7 élèves gratuits par établissement.

Le produit de la rétribution payée mensuellement par les élèves fait, aux termes de la loi, partie intégrante du revenu des instituteurs. Dans un certain nombre de communes, où l'entière gratuité de l'enseignement primaire est un fait consacré par l'usage, dans d'autres où cette condition a paru récemment nécessaire pour assurer la fréquentation des écoles, les conseils municipaux se sont abstenus de fixer le taux de la rétribution mensuelle, et, en exprimant le vœu qu'il n'en fût pas perçu, ils ont remplacé ce produit par un supplément au traitement fixe de l'instituteur. Ce traitement s'est trouvé ainsi élevé au-dessus du minimum légal. C'est de cette façon notamment que les choses se règlent dans les écoles dirigées par les frères de Saint-Yon, à qui leurs statuts font une obligation de donner un enseignement tout à fait gratuit. Dans ces cas, la commune paye l'instruction primaire pour les enfants des familles aisées

comme pour les enfants pauvres ; et les contribuables, soit qu'ils aient des enfants à envoyer à l'école, soit qu'ils n'en aient pas, font tous indistinctement les frais de cette munificence. Ce système a été maintenu jusqu'à présent dans toutes les écoles communales de la ville de Paris, où il peut se justifier peut-être plus que partout ailleurs par les circonstances locales.

Au surplus, la gratuité absolue, qui subsiste dans un assez grand nombre d'écoles, aboutit, en définitive, à rendre l'instruction première plus dispendieuse dans ces écoles mêmes que dans les autres.

Le nombre des élèves payants dans les écoles communales de garçons étant de 1,428,700 francs, le montant du traitement fixe des instituteurs et le produit de la rétribution mensuelle s'élevant à 26,181,910 francs, l'instruction primaire de chaque enfant coûte annuellement 18 fr. 34 cent., qui sont payés en partie par les communes, en partie par les familles intéressées.

Le nombre des élèves dans les écoles communales gratuites de garçons étant de 428,317, le montant total du traitement fixe des instituteurs étant de 1,032,609 francs. L'instruction primaire de chaque enfant, dans ces écoles, coûte annuellement 20 fr. 41 cent., qui sont payés en totalité par la commune.

Cette différence est en réalité plus considérable que je ne puis l'indiquer ici avec précision, car ce calcul ne comprend que le traitement de l'instituteur qui est à la tête de l'école, et, dans les écoles tenues par des membres d'associations religieuses, il y a souvent deux ou trois traitements égaux à payer, ce qui double ou triple la dépense de l'instruction.

Si l'instruction gratuite est plus dispendieuse pour l'ensemble des contribuables, il est certain aussi qu'elle est en définitive plus avantageuse pour les maîtres. On compte, terme moyen :

1° Sur 100 instituteurs laïques, dirigeant des écoles non gratuites, 74 qui jouissent d'un revenu tant fixe qu'éventuel évalué à..... 485^f

25 qui jouissent d'un revenu tant fixe qu'éventuel évalué
à..... 670^f

1 *idem*..... 1,200

2° Sur 100 instituteurs appartenant à des associations religieuses,
et dirigeant aussi des écoles non gratuites,

25 qui jouissent d'un revenu tant fixe qu'éventuel évalué
à..... 610^f

72 *idem*..... 950

3 *idem*..... 1,880

3° Sur 100 instituteurs laïques dirigeant des écoles gratuites,

38 qui reçoivent un traitement de..... 500^f

29 *idem*..... 810

33 *idem*..... 1,155

4° Sur 100 instituteurs appartenant à des associations religieuses
et dirigeant des écoles gratuites,

3 qui reçoivent un traitement fixe de..... 335^f

34 *idem*..... 700

64 *idem*..... 710

Il résulte de cette comparaison que, bien que, dans un très-petit nombre de cas, ce soient des instituteurs appartenant à des congrégations religieuses qui touchent le dernier minimum de traitement, toute proportion gardée et sur l'ensemble, les instituteurs laïques sont moins rétribués que les autres : ce qui ne signifie pas que le traitement des instituteurs membres d'associations religieuses est généralement trop élevé, mais que le traitement des instituteurs laïques est généralement trop faible.

On vient de voir, en effet, que, parmi les instituteurs communaux, il y en a 74 sur 100, c'est-à-dire les trois quarts, dont le traitement, tant fixe qu'éventuel, ne dépasse pas 485 francs. Il est impossible qu'avec un si faible revenu les instituteurs puissent

suffire, même de la manière la plus modeste, à leurs dépenses personnelles et à celles de leur famille. Il y a bien peu de professions qui ne procurent à ceux qui les exercent des avantages supérieurs. Cette insuffisance de ressources, déjà signalée dans mon rapport de 1840, a frappé tous les hommes éclairés qui portent un intérêt prévoyant à l'instruction primaire. Les conseils généraux de beaucoup de départements ont exprimé le vœu que la condition des instituteurs reçût une amélioration, réclamée par l'intérêt public autant que par le besoin de ces laborieux fonctionnaires. N'est-il pas à craindre, en effet, que les meilleurs et les plus capables, ceux surtout qui sortent des écoles normales, ne cherchent à s'éloigner d'une carrière si ingrate, à l'expiration de l'engagement décennal qu'ils ont souscrit en y entrant? C'est ainsi qu'après avoir élevé, à force de soins et de sacrifices, l'instruction primaire au point où elle est parvenue, l'État se trouverait exposé à perdre le prix de ses avances, s'il ne veut y ajouter encore. L'État, qui a déjà tant fait pour l'organisation et l'encouragement de l'instruction primaire, ne saurait être indifférent à cette dernière considération. Je crois l'époque venue de soumettre à Votre Majesté et de présenter aux Chambres un projet de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 28 juin 1833. J'ai lieu d'espérer qu'au moyen de combinaisons conformes à l'article 14 de ladite loi, un bien considérable pourra être réalisé, sans un surcroît trop onéreux de dépenses pour les communes, les départements et l'État.

IV^e PARTIE.

CLASSES D'ADUETES. — ÉCOLES D'APPRENTIS. — OUVROIRS. — SALLES D'ASILE. — ÉCOLES NORMALES PRIMAIRES. — COMITÉS. — COMMISSIONS D'EXAMEN. — INSPECTEURS.

Beaucoup d'instituteurs, et ce sont presque toujours les plus distingués, ne bornent pas leurs soins à l'éducation des enfants,

ils donnent aussi, avec le zèle et le dévouement les plus dignes d'éloges, des leçons collectives à des hommes faits dont l'instruction a été négligée dans leur jeunesse. C'est ordinairement le dimanche, après l'office divin, ou dans la semaine, après les travaux de la journée, et dans les locaux affectés aux écoles, que se tiennent les classes d'adultes. Quelques frais d'éclairage et de chauffage, une légère indemnité pour le maître, voilà toute la dépense qu'elles occasionnent. Les communes y ont consacré, en 1843, 47,384^f; les départements 30,350 francs; l'État 26,700 francs, en tout 104,437 francs. C'est avec cette modique somme que sont entretenues, dans 6,043 communes, 6,434 classes d'adultes, dont 6,266 pour les hommes et 168 pour les femmes. Le nombre des élèves qui suivent ces classes est de 95,064, dont 90,451 hommes et 4,613 femmes.

En 1840, cet enseignement n'existait que dans 3,090 communes; il n'y avait que 3,403 classes d'adultes, suivies par 68,508 élèves. Le nombre des classes, presque doublé en trois ans, promet un accroissement égal dans le nombre des élèves. On doit regretter cependant qu'une institution précieuse à l'ordre public comme au progrès des classes ouvrières ne s'étende pas dans une proportion plus rapide. Une lacune est à remplir pour le passé, où l'instruction du peuple a été si longtemps négligée. Offrir maintenant aux adultes ces connaissances premières que reçoivent tous les enfants, employer à cet effet quelques heures du soir, et terminer une journée laborieuse par un travail qui élève le cœur et l'intelligence, c'est hâter la grande œuvre de l'instruction primaire et faire, autant qu'il est possible, participer toute la population au progrès actuel. Ce qui se fait à cet égard dans plusieurs grandes villes ne saurait être trop encouragé et surtout imité.

Pour toutes les classes d'adultes, l'enseignement embrasse la plupart des connaissances élémentaires énumérées au programme de la loi du 28 juin, savoir : la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le

système légal des poids et mesures, le dessin linéaire, la musique vocale, etc. Dans quelques villes, cet enseignement se rapprochant davantage de celui des écoles primaires supérieures, comprend quelques applications des sciences exactes à l'industrie. C'est ainsi que la physique et la chimie appliquée sont enseignées avec beaucoup de succès aux ouvriers de Paris par les membres de l'association polytechnique, dont, en 1840, j'ai déjà signalé les honorables services, et qui continuent, avec une persévérance admirable, la généreuse mission qu'ils se sont donnée.

A côté des classes d'adultes, je dois mentionner, comme appartenant aussi à l'instruction primaire, des établissements dont cette instruction est sinon le but principal du moins le but accessoire. Il a été créé dans quelques villes industrielles, et souvent dans les dépendances de grandes entreprises manufacturières, des écoles d'apprentis, où de jeunes garçons, qui suivraient difficilement les écoles ordinaires, reçoivent, avec l'instruction morale et religieuse et les notions les plus indispensables, une instruction professionnelle. Plusieurs salles de réunion, formées à Paris dans un but analogue, sont tenues par les frères de la doctrine chrétienne, et conservent, avec une destination toute pratique, le caractère d'école élémentaire et gratuite qui leur appartient. Ailleurs, dans de pauvres villages qui ne pourraient assurer les moyens d'enseignement nécessaires aux deux sexes, on a établi des ouvroirs où quelques leçons de lecture, d'écriture et de calcul sont données soit par l'instituteur, soit par l'institutrice, à des jeunes filles réunies journellement sous une direction approuvée pour se livrer aux travaux d'aiguille. Il existe des établissements de l'une et de l'autre espèce dans 132 communes, et 7,176 enfants y trouvent un certain degré de culture qu'il ne serait pas facile de leur procurer autrement. 114 de ces écoles d'apprentis ou ouvroirs sont tenus dans des maisons gratuitement affectées à cet usage soit par des propriétaires de manufacture, soit par des établissements de bien-

faisance. Les communes consacrent à leur entretien 24,140 fr., les départements 4,500 francs, l'État 8,500 francs. Quelques citoyens honorables y contribuent aussi par des secours dont la quotité ne m'est pas positivement connue. Enfin ces petits établissements trouvent des ressources relativement importantes dans la vente des objets confectionnés par les élèves, et dont le prix s'est élevé en 1843 à la somme de 131,755 francs.

Les écoles d'apprentis et les ouvroirs répondent à des besoins réels et incontestables. Mais il ne faudrait pas que ces établissements tinssent jamais lieu d'une école, là où une école véritable est possible. Ils doivent donc être soutenus et encouragés avec réserve et discernement, tantôt comme une ressource auxiliaire, tantôt comme un acheminement vers l'organisation plus complète de l'enseignement.

A ces essais divers de bienfaisance appliqués à l'instruction, il faut joindre la création des salles d'asile. Ces modestes établissements, œuvre de charité chrétienne et d'amour maternel, qui réalisent le vœu d'un des plus saints et des plus vénérés personnages des temps modernes, ont conquis sans effort leur place au budget de l'État, et sont assurés d'y trouver désormais une protection efficace. Puissent les dispositions favorables dont les pouvoirs de l'État ont donné l'exemple être adoptées bientôt par les autorités de toutes les communes de quelque importance ! Il n'est rien de plus pressant, dans l'intérêt actuel et futur de la société, que de multiplier les salles d'asile. Là les enfants, réunis dans des locaux salubres, sont préservés de tous les dangers qui assiègent l'enfance au sein des familles pauvres, suivent avec la naïve gaieté de leur âge des exercices appropriés à leur intelligence, apprennent à connaître Dieu, à distinguer le bien du mal, et sont initiés à quelques notions simples qui forment comme le prélude de l'enseignement primaire. Jusqu'ici ces établissements ont été créés surtout dans les villes, et y rendent les plus grands services, en recueillant les en-

fants dont les parents vont travailler chaque jour dans les manufactures. Ils ont une destination analogue et non moins intéressante dans les communes rurales, où l'enfance est si souvent exposée à un complet abandon pendant la saison des travaux agricoles, qui appellent incessamment loin de leur demeure tous les individus valides, sans en excepter les mères de famille. Rien n'a été négligé depuis trois ans pour accélérer les développements d'une institution qui se recommande par une utilité si général. Dans la vue d'exciter le zèle des conseils municipaux, je leur ai fait savoir que les fonds de l'État contribueraient pour une large part aux frais de premier établissement des nouvelles salles d'asiles qui seraient créées. J'ai invité MM. les préfets à me désigner dans chaque arrondissement un ou plusieurs points où l'établissement d'une salle d'asile aurait le double avantage d'être utile à une population nombreuse et de pouvoir être donnée en exemple aux communes environnantes. J'ai encouragé, j'ai approuvé autant que possible les projets tendant à adjoindre aux écoles primaires des salles d'asile qui pourraient être confiées aux soins de la femme de l'instituteur, ou d'une parente de l'institutrice. Mes efforts sont encore loin d'avoir produit tout le bien que j'en attends; ils n'ont cependant pas été infructueux. Au lieu de 555 salles d'asile qui existaient en 1840 dans 322 communes, on en compte maintenant 1,489 dans 750 communes. Au lieu de 50,986 enfants qui y étaient admis en 1840, il y en a maintenant 96,192. Ainsi le nombre des salles d'asile a augmenté de 934, et celui des élèves de 45,206.

Cette institution, qui se développe comme on le voit de jour en jour, quoique assez lentement, jette, on peut le dire, partout où elle est connue, de profondes racines dans les habitudes locales. Aussi un grand nombre de conseils municipaux ont-ils cru devoir assurer l'existence de leur salle d'asile, en la dotant d'une maison où elle trouve, à côté de l'école, des garanties certaines de durée. Déjà 273 communes se sont rendues propriétaires, soit par voie

d'acquisition, soit par voie de construction, du local où sont établies leurs salles d'asile; et dans 184 autres communes, il y a des projets formés dont l'exécution ne se fera pas attendre.

225 communes ont reçu des secours de l'État, qui a consacré depuis trois ans aux salles d'asile la somme de 654,650 francs. Les départements y ont contribué pour la somme de 184,145 francs; les communes ont fourni 465,473 francs, et des souscriptions volontaires ont produit la somme de 242,814 francs; ensemble 1,547,082 francs.

Ce ne sont pas les seules améliorations que j'aie à signaler dans la situation des salles d'asile. Sur 555 établissements en activité, il y a trois ans, on en comptait 286 qui étaient bien dirigés, 263 dont le local était bien disposé et qui était pourvu du matériel nécessaire. On en compte maintenant 1,118 qui ne laissent presque rien à désirer sous le rapport de la tenue, et 500 dans lesquels toutes les prescriptions réglementaires, quant au local et au mobilier, sont régulièrement observées.

L'admission des enfants dans les salles d'asile n'est pas partout gratuite. 25,926 enfants payent une rétribution qui s'élève, terme moyen, à 75 centimes par mois dans les asiles publics, et à 1 fr. 13 cent. dans les asiles privés. Il est à désirer que peu à peu on renonce à la gratuité absolue. Quelle est la mère de famille qui ne serait pas heureuse de pouvoir consacrer toute sa journée au travail, et d'acquiescer, moyennant une si faible rétribution, et le libre emploi de son temps et de ses forces et la sécurité pour son enfant? Réunies, ces petites sommes forment un total assez considérable, et facilitent les établissements d'asiles dans les communes, où les ressources publiques manquent trop souvent.

Il est, du reste, à remarquer qu'au contraire de ce qui a lieu dans les écoles, les salles d'asile sont plus fréquentées l'été que l'hiver. La différence d'une saison à l'autre n'est pas considérable, puisqu'elle n'est que de 1,182 élèves, mais elle tend à prouver

que, lorsque les travaux de la campagne sont terminés, beaucoup de mères de famille gardent leurs enfants près d'elles pour leur donner les soins que réclame leur faiblesse, soins dont les salles d'asile ne doivent être chargées que lorsque l'intérêt de la famille l'exige impérieusement.

Aux termes de l'ordonnance royale du 22 décembre 1837, la direction des salles d'asile peut être confiée à des hommes ou à des femmes dont la capacité spéciale a été prouvée par un examen public. Les 1,489 salles d'asile qui existent sont confiées, savoir :

140 à des hommes.

1,349 à des femmes.

Sur ces 1,489 surveillants et surveillantes de salles d'asile, on en compte 277 qui font partie de communautés religieuses, 52 qui appartiennent à la religion réformée, et 4 au culte israélite.

Dans les asiles gratuits, le taux moyen du traitement fixe des surveillants est de 700 francs, le traitement moyen des surveillantes ne s'élève qu'à 553 francs.

Dans les salles d'asile non gratuites, le taux moyen du traitement des surveillants est de 345 francs, et celui des surveillantes de 335 francs, auquel il faut ajouter le produit de la rétribution mensuelle, évaluée à 170 francs par an.

Telles sont généralement les ressources des personnes qui dirigent des salles d'asile. Si on considère tout ce que cette mission a de pénible et ce qu'elle exige d'esprit d'observation, de bonté, de prudence et de dévouement, on reconnaîtra que, dans cet ordre d'établissements surtout, les maîtres doivent trouver dans leur conscience la première et la plus douce récompense de leurs efforts.

En présentant, il y a trois ans, à Votre Majesté, la situation des écoles normales primaires, j'ai exposé avec quelque détail les principes qui président à la direction de ces établissements. Ces principes ne peuvent changer. Les efforts de l'administration ont

et auront toujours pour but de préparer dans les écoles normales primaires pour les fonctions de l'enseignement, des instituteurs religieux, intelligents, modestes et dévoués à leur état. Les succès qui avaient déjà été obtenus à cet égard, en 1840, sont aujourd'hui encore plus satisfaisants et plus décisifs. Chaque année, l'instruction normale se perfectionne, non pas en s'étendant et en embrassant un plus grand nombre de connaissances, mais en se fortifiant sous les rapports les plus essentiels, et en s'appropriant de plus en plus à l'avenir des jeunes hommes à qui elle est donnée.

Les écoles normales primaires tendent aussi constamment à entrer dans de meilleures conditions sous le point de vue du matériel. Toutes sont maintenant constituées en internat, à l'exception d'une seule, celle du département de la Manche, qui ne tardera pas à recevoir ce complément d'organisation.

Les 76 écoles normales primaires et les 3 écoles modèles existant aujourd'hui sont établies dans des bâtiments qui n'ont pas toujours été affectés à cet usage et qu'il a fallu se procurer promptement, lorsque la loi du 28 juin en eut imposé l'obligation aux départements : 3 sont placées dans des bâtiments appartenant à l'État, 41 dans des bâtiments appartenant aux départements, 18 dans des bâtiments communaux et 15 sont dans des maisons particulières prises à loyer. Les locaux de 69 écoles normales sont en bon état de réparation ; 62 sont vastes et bien distribuées, 10 sont en mauvais état, et 17 laissent à désirer sous le rapport de la grandeur et de la distribution.

Dans 52 écoles normales, un jardin est mis à la disposition des élèves pour l'étude de la greffe et de la taille des arbres.

Indépendamment du directeur, qui est toujours chargé de l'un des cours, il y a, dans chaque école normale, quelques maîtres adjoints pour les autres parties de l'enseignement et la surveillance.

Le traitement du directeur est généralement payé, en partie, sur les fonds de l'État; les autres traitements sont prélevés sur la subvention allouée par le département et sur les recettes de l'établissement. Je dois ajouter que, dans beaucoup d'écoles normales primaires, des cours spéciaux, tels que ceux d'agriculture ou de tenue des registres de l'état civil, sont faits avec un grand désintéressement par des propriétaires éclairés ou par d'honorables magistrats, qui consacrent ainsi une partie de leurs loisirs à une œuvre dont ils peuvent chaque jour apprécier l'importance.

Les cours d'études durent deux ans dans 49 écoles normales primaires, et trois ans dans les autres. Cette différence correspond généralement au degré d'instruction préalablement acquise par les élèves qui entrent dans ces établissements. L'enseignement de toutes les écoles normales est complet, c'est-à-dire approprié à son but, et distribué de telle sorte, qu'à la fin du cours, quelle qu'en soit la durée, les élèves doivent être en état de subir avec succès les examens nécessaires pour obtenir le brevet de capacité du degré élémentaire ou du degré supérieur.

Pour donner une idée de l'emploi du temps dans les écoles normales, et de la manière dont les élèves s'y habituent au travail, tout en se préparant à leur profession, je crois devoir présenter ici l'indication des différents objets des cours de première année, et du nombre d'heures consacrées, par semaine, à chacun de ces cours :

Instruction morale et religieuse.....	2 ^h	$\frac{3}{4}$
Lecture.....	3	$\frac{3}{4}$
Écriture.....	4	
Étude de la langue française.....	6	
Éléments de l'histoire et de géographie.....	3	$\frac{1}{4}$
Arithmétique.....	5	
Notions de la sphère.....	2	
Notions de géométrie pratique.....	4	
Notions de physique et d'histoire naturelle....	2	$\frac{1}{4}$

Notions de mécanique.	2	
Arpentage.	2	$\frac{1}{4}$
Dessin linéaire	3	$\frac{1}{2}$
Méthode d'enseignement et principes d'édu- cation.	1	$\frac{3}{4}$
Musique vocale et plain-chant.	3	$\frac{1}{2}$
Rédaction des actes de l'état civil.	2	
Taille des arbres et greffe.	1	$\frac{3}{4}$

Je dois ajouter que toutes ces études ne sont pas menées de front, la semaine n'y suffirait pas : il en est plusieurs qui ne commencent que dans les derniers mois de l'année, et lorsque d'autres sont arrivés à leur terme.

Les dépenses des écoles normales se sont élevées annuellement, depuis trois ans, à la somme de 1,662,467 francs. L'État a fourni 168,099 francs, les départements 1,177,981 francs, les communes 23,435 francs, et les familles pour le prix de pension des élèves-maîtres 292,952 francs. Le nombre total des élèves étant de 3,012, il en résulte que chaque élève-maître coûte annuellement, y compris les frais de nourriture et d'entretien, 585 francs : or le prix de pension de ces jeunes gens n'étant, terme moyen que de 365 francs, leur instruction revient annuellement, à l'État et au département, à la somme de 220 francs. Il serait difficile d'arriver plus économiquement au même résultat.

Les jeunes gens qui se destinent à l'enseignement primaire ne sont admis dans les écoles normales qu'après un concours destiné à prouver qu'ils peuvent en suivre les cours. Les premiers inscrits sur les listes d'admission dressées par les commissions d'examen sont nommés boursiers du Gouvernement; ceux qui viennent ensuite obtiennent les bourses départementales, un certain nombre d'autres sont reçus pensionnaires libres, et les derniers sont ajournés ou refusés.

Sur 7,504 candidats qui se sont présentés aux examens d'admission, depuis trois ans, 3,945 seulement ont été admis, savoir :

En 1841, 1,318 sur 2,449.

En 1842, 1,270 sur 2,329.

En 1843, 1,357 sur 2,726.

J'ai dit que le nombre des élèves des écoles normales primaires est aujourd'hui de 3,012 élèves. On n'en comptait que 2,684 en 1840 : il y a donc augmentation de 328.

Ces élèves sont divisés ainsi qu'il suit :

Boursiers de l'État.....	249
—— des départements	2,244
—— des communes	86
Pensionnaires libres.....	389
Externes libres.....	44
TOTAL.....	<u>3,012</u>

Des notes me sont adressées tous les trois mois sur la conduite, l'aptitude, l'application et les progrès dont ces jeunes gens font preuve. Il résulte du dépouillement de ces notes que plus des trois quarts ne donnent, sous tous les rapports, que des sujets de satisfaction.

Les élèves-maîtres sont destinés à renouveler le corps des instituteurs, et à remplacer des hommes pour la plupart moins bien préparés qu'eux aux fonctions de l'enseignement primaire. Il existe malheureusement quelques causes assez graves qui empêchent un certain nombre d'entre eux de persévérer dans leur vocation. Les conseils municipaux, qui ont le droit de présenter des candidats aux places vacantes d'instituteurs communaux, n'étant nullement tenus de faire leurs désignations parmi ces jeunes gens, il arrive assez souvent que des influences diverses font adopter d'autres choix dans les communes de quelque importance, en sorte qu'il ne reste parfois, pour les élèves des écoles normales, que les places

d'instituteurs les moins avantageuses. D'ailleurs, le traitement, tant fixe qu'éventuel, qui leur est offert pour la direction de la plupart des écoles est bien inférieur aux conditions d'existence sur lesquelles peut ordinairement compter, dans notre état social actuel, tout homme dont l'intelligence et l'aptitude ont été développées par l'éducation. Il y a donc, pour les élèves des écoles normales, tentation continuelle de désertir leur carrière. Sur les 2,414 qui ont achevé leurs cours d'étude, depuis 1840, il en est 2,015 qui sont placés comme instituteurs communaux, et 83 comme instituteurs privés; en tout 2,098: 316 sont devenus étrangers à l'instruction primaire.

Ce n'est pas que les précautions aient manqué, pour prévenir ou réprimer ces désertions. Les anciens élèves-maîtres qui ont été dispensés du service militaire en vertu de l'engagement décennal souscrit par eux sont dénoncés à M. le ministre de la guerre, qui les reprend pour l'armée du moment où ils abandonnent l'instruction. Ceux qui, ayant eu un bon numéro dans le tirage au sort, ne peuvent être atteints par les ordres du ministre de la guerre, sont du moins tenus de rembourser les dépenses que les départements ou l'État ont faites pour eux pendant leur séjour dans les écoles normales primaires. Ce remboursement est exigé avec beaucoup d'exactitude; il retient, sans doute, un certain nombre d'instituteurs, qui, sans cette perspective, céderaient plus facilement à la tentation de s'éloigner; mais il ne rappelle que bien peu de ceux qui ont une fois pris ce parti; presque tous préfèrent subir la charge de l'indemnité qui leur est demandée.

Le seul moyen efficace d'attacher de plus en plus les élèves des écoles normales à l'enseignement primaire, c'est, j'en suis convaincu, d'améliorer le sort des instituteurs, comme j'ai l'intention de le faire prochainement, en demandant l'augmentation du minimum de leur traitement fixe. Cette mesure et les nouvelles ressources qui résulteront pour eux de l'accroissement progressif du nombre

des élèves finiront par mettre l'état des instituteurs à peu près au niveau des autres professions, et assureront aux jeunes générations qui peuplent nos écoles les services durables des maîtres formés dans les établissements normaux.

Ce n'est pas seulement en préparant d'habiles instituteurs que les écoles normales sont utiles à l'enseignement primaire; elles servent encore à maintenir ou à rappeler dans la bonne voie leurs anciens élèves, et mêmes les maîtres qui ne leur ont jamais appartenu. Tous les ans, pendant les vacances, on ouvre dans ces établissements des cours spécialement consacrés aux instituteurs en exercice. Les uns viennent spontanément pour repasser leurs études et se fortifier dans quelques parties de l'enseignement; les autres s'y rendent sur l'invitation des comités pour acquérir les connaissances qui leur manquent. C'est ainsi qu'ils peuvent se soustraire aux déplorables effets de la routine, où tant d'anciens instituteurs ont vu s'anéantir leur intelligence.

Soixante-trois cours de ce genre ont été ouverts en 1843, et ont eu une durée moyenne d'un mois et six jours. Ils ont été suivis par 1,147 instituteurs, auxquels ont été accordées des indemnités montant, terme moyen, à un franc par jour. Il en est résulté une dépense de 91,517 francs, sur laquelle a été prélevée la somme de 15,918 francs, pour rétribuer les maîtres-adjoints chargés des diverses parties de cet enseignement. Tous les rapports que j'ai reçus s'accordent à constater que la conduite des instituteurs pendant leur séjour momentané dans les écoles normales primaires a été excellente et que leur instruction a fait de véritables progrès.

Il existe aussi pour les instituteurs en fonctions des conférences ou réunions périodiques consacrées à des exercices d'intelligence. Elles ont eu lieu, en 1843, dans 508 cantons, et ont été suivies par 6,700 instituteurs. C'est encore un moyen de les tenir au courant du mouvement intellectuel et de les exciter à perfectionner leur instruction. Ces conférences, où il est sévèrement interdit de

s'occuper d'objets étrangers à l'enseignement, donnent lieu à peu de frais; elles ont coûté, en 1843, 33,397 francs.

J'ai mentionné, dans mon rapport de 1840, les premiers essais qui avaient eu lieu pour l'établissement d'écoles normales d'institutrices en dehors des corporations religieuses de femmes. Ces essais ont été continués : 13 écoles normales primaires d'institutrices ont été créées depuis, ce qui en porte le nombre à 16.

Sur ce nombre total, il y en a 13 qui ne sont encore établies que dans des bâtiments pris à loyer ; 2 sont installées dans des propriétés départementales, et 1 dans une propriété communale.

15 sont organisées en internat ; 1 seule en externat.

8 sont dirigées par des membres de communautés religieuses et 8 par des institutrices laïques ; mais celles-là, de même que celles-ci, forment des institutrices qui ne sont engagées par aucun lien conventuel.

Les départements contribuent aux dépenses de ces établissements pour une somme de 60,459 francs, l'État pour 11,430 francs, et les familles pour 13,558 francs : en tout 85,447 francs.

Le prix de la pension est, terme moyen, de 300 francs.

Le nombre des élèves étant de 283, l'entretien et l'instruction de chacune d'elles revient, terme moyen, à 415 francs.

Sur 476 jeunes filles qui se sont présentées, depuis trois ans, pour entrer dans les écoles normales d'institutrices, 376 seulement ont été admises.

Les 283 élèves placées en ce moment dans ces établissements se divisent ainsi qu'il suit :

Bourses de l'État.....	33
Bourses des départements.....	174
Pensionnaires libres.....	28
Externes libres.....	48
TOTAL.....	283

Enfin ces écoles normales ont produit depuis trois ans 223 institutrices pourvues du brevet de capacité.

Le nombre des places d'instituteurs annuellement vacantes est de 1,888; et celui des institutrices de 787. Il se présente, non pas directement pour les remplir, mais pour se mettre en état de les obtenir, 3,843 aspirants, et 1,746 aspirantes au brevet de capacité. Il s'en faut que tous ces aspirants soient admis. Les commissions d'examen, animées d'un juste esprit de sévérité, en ajournent un très-grand nombre. Ainsi, en 1843, il n'a été délivré que 153 brevets du degré supérieur sur 436 aspirants, que 1,526 brevets élémentaires sur 3,407 candidats, et 759 brevets élémentaires d'institutrices sur 1,551 aspirantes.

Les commissions d'examen qui délivrent des brevets de capacité sont ordinairement établies au chef-lieu du département, et elles sont presque toujours présidées par un inspecteur d'académie. Elles ont consacré 1,711 séances à l'examen des instituteurs, et 954 à l'examen des institutrices. Chaque séance a duré 5 heures, et l'examen de chaque candidat une heure et demie. On voit que les commissions se livrent sérieusement aux travaux qui leur sont confiés; qu'elles en comprennent toute l'importance, et que leurs jugements ne sont prononcés qu'après un examen aussi éclairé qu'impartial et consciencieux.

La surveillance locale de l'instruction primaire est confiée, par la loi du 28 juin, d'une part, à des comités établis dans chaque commune, et souvent près de chaque école communale, d'autre part, à des comités supérieurs qui siègent, tantôt au chef-lieu de canton, tantôt, et plus ordinairement, au chef-lieu d'arrondissement.

J'ai déjà eu l'occasion de faire remarquer que les comités locaux ne se conforment pas exactement à la disposition de la loi qui les charge de dresser la liste des enfants étrangers, dans chaque commune, à toute instruction. Beaucoup de ces comités ne mon-

trent pas plus de zèle pour les autres attributions qui leur sont dévolues. Il n'en est pas de même des comités supérieurs, qui ont d'ailleurs des devoirs trop importants à remplir pour que l'oubli n'en fût pas extrêmement préjudiciable. Ils sont, en effet, chargés de préparer les règlements des écoles et proposer les changements qui peuvent y être nécessaires; de nommer les instituteurs, sur la proposition des conseils municipaux; de les suspendre ou de les révoquer, en cas de faute grave; d'émettre des avis sur les demandes de secours pour les écoles, etc. On comprend le degré d'influence que le zèle des comités doit exercer sur la direction de l'instruction primaire, et particulièrement sur la création d'écoles dans les communes qui n'en ont pas encore.

257 comités supérieurs se réunissent régulièrement une fois par mois, et 176 ne remplissent qu'imparfaitement leurs obligations sous ce rapport. Il est à remarquer que le plus grand nombre de communes dépourvues d'écoles se trouve précisément dans les arrondissements où les comités laissent le plus à désirer.

Outre les attributions ci-dessus rappelées, les comités sont encore chargés de visiter les écoles de leurs circonscriptions respectives, ou de les faire visiter par des délégués de leur choix. Bien que cette délégation ait été conférée à 2,364 personnes, il n'a été inspecté, terme moyen, depuis trois ans, par les comités, que 8,886 écoles.

Cette inspection est insuffisante; mais peut-on sérieusement attendre plus d'hommes livrés presque tous à d'autres occupations, et qui donnent déjà une preuve de zèle en siégeant régulièrement dans les réunions des comités? C'est ce qui d'ailleurs démontre de plus en plus la nécessité de l'inspection spéciale confiée au corps des inspecteurs de l'instruction primaire.

On compte 87 inspecteurs de l'instruction primaire, et 113 sous-inspecteurs répartis dans les 86 départements. Ces fonctionnaires ont visité, dans le courant de l'année 1843, 30,001 communes, et inspecté 50,986 écoles.

Ils ont parcouru 219,087 kilomètres, et ont reçu pour les frais de tournée la somme de 145,267 francs.

Je n'ai généralement que des éloges à donner à leur zèle et à leur activité. Leur mission exige des qualités que l'on trouve assez rarement réunies dans les mêmes hommes. Il faut qu'ils connaissent parfaitement toutes les méthodes d'enseignement, qu'ils interrogent sur tout le programme des écoles, qu'ils soient toujours en correspondance avec les comités et les instituteurs eux-mêmes, qu'ils adressent des rapports bien motivés à l'autorité supérieure, et que, loin de substituer leur action à celle des comités, ils sachent seconder celle-ci. Il faut, en outre, que devant les hommes souvent considérables qui font partie de ces réunions, ils conservent l'indépendance de leur opinion, sans manquer aux égards que mérite le zèle désintéressé de ces honorables citoyens. Ce sont là des difficultés assez grandes, et qui ne peuvent souvent être résolues que par des hommes distingués. Ici, comme dans toutes les autres parties du service de l'instruction primaire, on trouve une grande disproportion entre l'importance de l'emploi et les émoluments qui y sont attachés. En effet, les traitements des inspecteurs, qui forment trois classes, sont de 2,000 francs, 1,800 francs et 1,600 francs. Les sous-inspecteurs ne sont divisés qu'en deux classes. Dans la première, les traitements sont de 1,400 francs, et de 1,200 francs dans la seconde,

Les indemnités pour frais de tournée, que reçoivent les uns et les autres, sont calculées de manière à représenter à peine les dépenses qu'ils sont tenus de faire pendant leur inspection.

Tel est, SIRE, le compte que le Chef de l'Université avait à rendre de la situation de l'instruction primaire. Les détails dans lesquels ce rapport est entré prouvent qu'au milieu des progrès de tout genre, qui s'accomplissent sous votre règne, cette partie du

service public est loin de rester en arrière. Nous ne sommes pas encore, il est vrai, au but qu'il s'agit d'atteindre; mais nous y marchons, et déjà il ne nous reste rien à envier aux nations les plus avancées, même à celles chez qui la législation a rendu obligatoire l'envoi de tous les enfants aux écoles. Le zèle de l'administration ne se ralentira pas, soit pour maintenir, soit pour compléter ce qui a été fait : elle sait tout le prix que, dans sa constante préoccupation des intérêts de la patrie, le Roi attache au perfectionnement de l'éducation publique.

*Le Ministre de l'instruction publique,
Grand Maître de l'Université,*

SALVANDY.

I^{re} PARTIE.

Nombre des communes pourvues d'écoles primaires. — Nombre des écoles primaires élémentaires et supérieures. — Écoles de filles. — Maisons d'écoles.

TABLEAU N° 1:

(62)

État présentant le nombre des communes pourvues ou

NOMBRE des ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.	NOMBRE des COMMUNES pouvues d'une école primaire.	POPULATION des COMMUNES pouvues d'une école primaire.
363	37,038	34,230,178	34,578	33,080,002

TABLEAU N° 2.

État présentant le nombre des écoles publiques et

NOMBRE des ÉCOLES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES PUBLIQUES		NOMBRE des ÉCOLES PRIMAIRES publiques supérieures.	NOMBRE des ÉCOLES PUBLIQUES destinées aux filles.	NOMBRE des ÉCOLES PRIMAIRES élémentaires privées destinées aux garçons.	NOMBRE des ÉCOLES PRIMAIRES supérieures privées.	NOMBRE des ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES privées destinées aux filles.
spéciales pour les garçons.	communes aux deux sexes.					
15,213	19,352	325	7,830	7,583	78	9,457
42,720				17,118		

dépourvues d'une école primaire élémentaire.

NOMBRE des COMMUNES dépourvues d'écoles.	POPULATION des COMMUNES dépourvues d'écoles.	OBSERVATIONS.
2,460	1,150,176	

privées destinées aux garçons et aux filles.

NOMBRE TOTAL DES ÉCOLES		NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIVÉES destinées aux garçons et aux filles, dirigées par		NOMBRE TOTAL des ÉCOLES PRIMAIRES élémentaires et supérieures, publiques et privées, destinées aux garçons et aux filles.	OBSERVATIONS.
publiques et privées destinées aux garçons.	publiques et privées, destinées aux filles.	des instituteurs ou institutrices laïques.	des instituteurs ou institutrices, appartenant à des congrégations religieuses.		
42,551	17,287	52,248	7,590	59,838	

TABLEAU N° 1:

(62)

État présentant le nombre des communes pourvues ou

NOMBRE des ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.	NOMBRE des COMMUNES pouvues d'une école primaire.	POPULATION des COMMUNES pouvues d'une école primaire.
363	37,038	34,230,178	34,578	33,080,002

TABLEAU N° 2.

État présentant le nombre des écoles publiques et

NOMBRE des ÉCOLES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES PUBLIQUES		NOMBRE des ÉCOLES PRIMAIRES publiques supérieures.	NOMBRE des ÉCOLES PUBLIQUES destinées aux filles.	NOMBRE des ÉCOLES PRIMAIRES élémentaires privées destinées aux garçons.	NOMBRE des ÉCOLES PRIMAIRES supérieures privées.	NOMBRE des ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES privées destinées aux filles
spéciales pour les garçons.	communes aux deux sexes.					
15,213	19,352	325	7,830	7,583	78	9,457
42,720				17,118		

dépourvues d'une école primaire élémentaire.

NOMBRE des COMMUNES dépourvues d'écoles.	POPULATION des COMMUNES dépourvues d'écoles.	OBSERVATIONS.
2,400	1,150,176	

privées destinées aux garçons et aux filles.

NOMBRE TOTAL DES ÉCOLES		NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIVÉES destinées aux garçons et aux filles, dirigées par		NOMBRE TOTAL des ÉCOLES PRIMAIRES élémentaires et supérieures, publiques et privées, destinées aux garçons et aux filles.	OBSERVATIONS.
publiques et privées destinées aux garçons.	publiques et privées, destinées aux filles.	des instituteurs ou institutrices laïques.	des instituteurs ou institutrices, appartenant à des congrégations religieuses.		
42,551	17,287	52,248	7,590	59,838	

ÉTAT présentant la situation des communes isolées ou réunies, pourvues d'écoles primaires

NOMBRE TOTAL des communes du département.	POPULATION des COMMUNES du département.	POPULATION des COMMUNES pourvues d'écoles communales élémentaires.	NOMBRE DES COMMUNES					
			isolées ou réunies, et pourvues d'écoles élémentaires.	qui ont une école commune aux deux sexes.	qui ont une école spéciale pour les garçons.	qui ont de 2 à 4 écoles spéciales de garçons.	qui ont de 4 à 10 écoles spéciales de garçons.	qui ont plus de 10 écoles spéciales de garçons.
37,038	34,230,178	32,986,607	34,064	19,769	14,295	696	57	8
				34,064				

TABLEAU N° 4.

ÉTAT présentant le nombre des communes pourvues

NOMBRE DES COMMUNES qui doivent entretenir une école primaire supérieure.	NOMBRE DES COMMUNES qui doivent entretenir une école primaire supérieure, et qui en sont pourvues.	POPULATION de CES COMMUNES.	NOMBRE DES COMMUNES qui ont été autorisées à annexer une école primaire supérieure à leur collège.
290	222	4,177,047	125

élémentaires communales destinées aux garçons ou recevant les deux sexes.

COMMUNES RÉUNIES				NOMBRE DES COMMUNES qui pourraient avoir une école spéciale pour les garçons, et qui n'en ont qu'une commune aux deux sexes.	OBSERVATIONS.
POUR L'ENTRETIEN d'une école spéciale de garçons.		POUR L'ENTRETIEN d'une école commune aux deux sexes.			
Nombre des communes réunies.	Nombre des réunions de communes.	Nombre des communes réunies.	Nombre des réunions de communes.		
1,271	556	2,466	1,139	3,404	

écoles primaires supérieures communales.

NOMBRE DES COMMUNES qui pourraient avoir plusieurs écoles primaires supérieures, et qui n'en ont qu'une.	NOMBRE DES COMMUNES qui ne sont pas obligées d'entretenir une école primaire supérieure, et qui en entretiennent une.	OBSERVATIONS.
23	103	

TABLEAU N° 5.

(66)

ÉTAT présentant la situation des communes isolées ou réunies

NOMBRE TOTAL DES COMMUNES.	POPULATION DES COMMUNES.	COMMUNES ISOLÉES OU RÉUNIES qui sont pourvues d'écoles de filles.	POPULATION DES COMMUNES pouvues d'écoles publiques de filles.	NOMBRE DE		
				qui ont au moins une école spéciale de filles.	qui ont de 2 à 4 écoles spéciales de filles.	qui ont de 4 à 10 écoles spéciales de filles.
37,038	34,230,178	6,627	14,898,336	6,627	295	19

TABLEAU N° 6.

ÉTAT présentant la situation des communes sous le rapport de l'établissement

NOMBRE DES COMMUNES.	POPULATION DES COMMUNES.	NOMBRE DES COMMUNES où il existe des écoles privées.	POPULATION DES COMMUNES où il existe des écoles privées.	NOMBRE DE		
				où il y a une école privée pour les garçons.	où il y a de 2 à 4 écoles privées pour les garçons.	où il y a de 4 à 10 écoles privées pour les garçons.
37,038	34,230,178	4,145	10,629,107	2,139	675	122

survues d'écoles élémentaires communales de filles.

COMMUNES			OBSERVATIONS.
qui ont plus de 10 écoles spéciales de filles.	qui sont réunies pour l'entretien d'une école spéciale de filles.	qui pourraient avoir une école spéciale de filles et qui n'en ont qu'une commune aux deux sexes.	
5	456	3,330	

des écoles élémentaires privées destinées aux garçons ou aux deux sexes.

COMMUNES.			OBSERVATIONS.
où il y a plus de 10 écoles privées pour les garçons.	où il y a des écoles privées pour les garçons et pour les filles.	où il y a des écoles privées et pas d'écoles publiques.	
18	1,197	514	

TABLEAU N° 7.

(68)

ÉTAT présentant la situation des communes sous le rappo

NOMBRE DES COMMUNES qui ont une école primaire supérieure privée.	POPULATION DES COMMUNES qui ont une école primaire supérieure privée.	NOMBRE DES COMMUNES	
		qui ont UNE ÉCOLE PRIMAIRE supérieure privée et une école supérieure publique.	qui ont PLUSIEURS ÉCOLES primaires supérieures privées.
65	854,898	22	7

TABLEAU N° 8.

ÉTAT présentant la situation des communes sous le rappo

NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION des COMMUNES.	NOMBRE DES COMMUNES où il existe des écoles privées. destinées aux filles.	POPULATION DES COMMUNES où il existe des écoles privées.	NOMBRE I	
				où il y a une école privée pour les filles.	où il y a DE 2 à 4 ÉCOLES privées pour les filles.
37,038	34,230,178	6,955	14,464,083	4,524	1,420

de l'établissement des écoles primaires supérieures privées.

qui ne sont pas obligées d'entretenir UNE ÉCOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE publique et qui ont une école privée	OBSERVATIONS.
31	

de l'établissement des écoles privées destinées aux filles.

COMMUNES. où il y a DE 4 À 10 ÉCOLES privées pour les filles.	où il y a PLUS DE 10 ÉCOLES privées pour les filles.	où il y a UNE ÉCOLE PRIVÉE dirigée par une institutrice, recevant quelques garçons.	OBSERVATIONS.
306	52	992	

TABLEAU N° 9.

(70)

ÉTAT présentant la situation des communes dépourvues d'une école communale

NOMBRE TOTAL des communes.	POPULATION des COMMUNES.	NOMBRE DES COMMUNES dépourvues d'écoles communales.	POPULATION DES COMMUNES dépourvues d'écoles communales.	QUI pourraient entretenir une école et qui en sont dépourvues.	QUI pourraient subvenir en partie à l'entretien d'une école et qui en sont dépourvues.
37,038	34,230,178	2,974	1,352,221	542	754

TABLEAU N° 10.

ÉTAT présentant la situation des communes qui doivent entretenir

NOMBRE DES COMMUNES qui doivent entretenir une école primaire supérieure, et qui en sont dépourvues.	POPULATION de CES COMMUNES.	NOMBRE DES COMMUNES qui n'ont pu établir une école supérieure faute de local ou de ressources.	COMMUNES QUI ENTRETIENNENT des cours publics comprenant une partie de l'enseignement des écoles primaires supérieures, lesquels ont pu, jusqu'à un certain point, en tenir lieu.
98	1,108,326	15	15

de garçons, et non réunies à d'autres communes pour l'entretien d'une école de garçons.

NOMBRE DES COMMUNES				OBSERVATIONS.
QUI sont hors d'état de contribuer à l'entretien d'une école.	QUI sont dépourvues d'une école communale, et dans lesquelles il y a une école privée tenue par un instituteur, et recevant les deux sexes.	QUI sont dépourvues d'une école communale, et dans lesquelles il y a des écoles privées spéciales pour les garçons et pour les filles.	QUI sont dépourvues d'une école communale, et dans lesquelles il y a une école privée tenue par une institutrice, et recevant quelques garçons.	
932	178	136	186	

une école primaire supérieure et qui en sont dépourvues.

COMMUNES QUI ENTRETIENNENT un collège communal, et qui, par cette raison, ont ajourné l'établissement d'une école primaire supérieure.	COMMUNES QUI ONT une école primaire supérieure privée.	OBSERVATIONS.
15	8	

TABLEAU N° 11.

(72)

ÉTAT présentant la situation des communes dépourvues d'écoles élémentaires communales

NOMBRE DES COMMUNES.	POPULATION DES COMMUNES.	NOMBRE DES COMMUNES dépourvues d'écoles.	POPULATION DES COMMUNES dépourvues d'écoles.	NOMBRE	
				qui POURRAIENT ENTREtenir une école spéciale de filles et qui en sont dépourvues.	qui POURRAIENT SOUVENIR à une partie de l'entretien d'une école spéciale de filles et qui en sont dépourvues.
37,08	34,230,178	30,411	20,331,842	4,660	10,122

TABLEAU N° 12.

ÉTAT présentant la situation des communes

NOMBRE des COMMUNES.	NOMBRE DES COMMUNES PROPRIÉTAIRES d'une maison d'école au moins et qui sont			NOMBRE DES COMMUNES PROPRIÉTAIRES d'une maison d'école			NOMBRE DES COMMUNES PROPRIÉTAIRES de plusieurs maisons d'école			NOMBRE DES COMMUNES PROPRIÉTAIRES de maisons d'école			
										en nombre suffisant		en nombre insuffisant	
	isolées.	réunies.	TOTAL.	pour les garçons.	pour les filles.	commune aux deux sexes.	pour les garçons.	pour les filles.	communes aux deux sexes.	pour les garçons.	pour les filles.	pour les garçons.	pour les filles.
37,038	18,849	1,373	20,232	8,664	3,317	10,500	763	208	305	19,488	3,306	744	219

les filles, et non réunies à d'autres communes pour l'entretien d'une école de filles.

LES COMMUNES			OBSERVATIONS.
qui SONT HORS D'ÉTAT de contribuer à l'entretien d'une école spéciale de filles.	qui SONT DÉPOURVUES d'une école communale de filles et dans lesquelles il y a une école publique pour les deux sexes.	qui SONT DÉPOURVUES d'une école communale de filles et dans lesquelles il y a une école privée pour les filles.	
15,629	17,098	5,283	

comme propriétaires de maisons d'école.

NOMBRE DES COMMUNES PROPRIÉTAIRES de maisons d'école								OBSERVATIONS.
en bon état		en mauvais état		bien disposées		mal disposées		
pour les garçons.	pour les filles.	pour les garçons.	pour les filles.	pour les garçons.	pour les filles.	pour les garçons.	pour les filles.	
15,624	2,770	4,608	755	16,849	2,652	3,743	873	

TABLEAU N° 13.

(74)

ÉTAT indiquant les ressources à l'aide desquelles les communes sont

NOMBRE DES COMMUNES QUI SE SONT RENDUES PROPRIÉTAIRES de leurs maisons d'écoles avec leurs propres ressources,				NOMBRE DES COMMUNES QUI SE SONT RENDUES PROPRIÉTAIRES de leurs maisons d'écoles à l'aide d'impositions extraordinaires et qui ont reçu des secours			MONTANT	
en prélevant la somme nécessaire sur leurs revenus ordinaires.	en prélevant la somme nécessaire sur le prix de vente d'une autre propriété ou d'une rente.	en votant une imposition extraordinaire.	TOTAL.	de l'État.	du département.	de l'État et du département.	Revenus ordinaires.	Vente des propriétés et des rentes.
3,521	990	2,110	6,556	6,808	3,476	2,679	28,781,652'	7,325,514'

TABLEAU N° 14.

ÉTAT indiquant la situation des communes qui

NOMBRE des COMMUNES.	NOMBRE DES COMMUNES QUI NE SONT PAS PROPRIÉTAIRES des maisons d'écoles			NOMBRE DES COMMUNES OÙ LES ÉCOLES SONT ÉTABLIES dans des bâtiments loués.			NOMBRE DES COMMUNES OÙ LES ÉCOLES SONT ÉTABLIES dans des bâtiments prêtés par des particuliers ou des établissements publics.		
	élémentaires		supérieures.	Écoles élémentaires		Écoles supérieures.	Écoles élémentaires		Écoles supérieures
	pour les garçons.	pour les filles.		pour les garçons.	pour les filles.		pour les garçons.	pour les filles.	
37,038	13,732	3,013	71	13,467	2,560	35	265	453	36

Revenues propriétaires de maisons d'écoles depuis la loi du 28 juin 1833.

ES SOMMES EMPLOYÉES A L'ACQUISITION OU A LA CONSTRUCTION DES MAISONS D'ÉCOLES COMMUNALES.					OBSERVATIONS.
Impositions extraordinaires.	SECOURS DONNÉS par		Dons ou souscriptions particulières.	TOTAL général.	
	l'État.	le département.			
13,659,835 ^f	8,612,707 ^f	3,796,619 ^f	1,979,760 ^f	64,156,087 ^f	

ne sont pas propriétaires de leurs maisons d'écoles.

NOMBRE DES COMMUNES OÙ LES MAISONS D'ÉCOLES LOUÉES OU PRÊTÉES sont				MONTANT DES SOMMES employées à la location des maisons d'écoles.	OBSERVATIONS.
en nombre suffisant		en nombre insuffisant			
pour les garçons.	pour les filles.	pour les garçons.	pour les filles.		
13,592	2,974	140	39	1,924,247	

TABLEAU N° 15.

(76)

ÉTAT indiquant la situation des communes qui sont

NOMBRE DES COMMUNES, ISOLÉES OU RÉUNIES, qui sont en instance pour acheter ou faire construire des maisons d'écoles primaires				NOMBRE DES COMMUNES DONT LES PROJETS d'acquisition ou de construction ont été renvoyés, après examen, pour qu'il y soit fait des modifications.				NOMBRE des communes qui sont en état de subvenir aux dépenses d'acquisition ou de construction des maisons d'écoles avec leurs propres ressources.	NOMBRE QUI DEMANDENT d'acquisitions des maisons d'écoles	
élémentaires			supérieures.	Écoles de garçons.	Écoles de filles.	Écoles communes aux deux sexes.	TOTAL.		au département et à l'État.	au département seul.
pour les garçons.	pour les filles.	communes aux deux sexes.								
973	188	1,704	8	213	46	408	667	396	1,308	181
2,873										

TABLEAU N° 16.

ÉTAT présentant le nombre et la situation, sous le rapport du local, des maisons d'écoles publiques

NOMBRE des MAISONS D'ÉCOLES primaires élémentaires		NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES PUBLIQUES DANS LESQUELLES LES CLASSES SONT,							
		pour les garçons,				communes aux deux sexes,			
pour les garçons.	communes aux deux sexes.	en bon état.	en mauvais état.	bien disposées.	mal disposées.	en bon état.	en mauvais état.	bien disposées.	mal disposées.
9,602	13,699	9,685	2,570	7,594	2,018	7,720	3,326	9,255	4,444
23,301									

stance pour acheter ou faire construire des maisons d'école.

COMMUNES OU LES DÉPENSES DE CONSTRUCTION MAISONNES		MONTANT TOTAL DES FRAIS D'ACQUISITION et d'appropriation ou de construction des maisons d'écoles				MONTANT DES SECOURS demandés par les communes.			SOMMES FOURNIES par les communes antérieurement à 1844, et sommes qu'elles fourniront pendant les exercices qui suivront 1844, pour l'acquisition ou la construction de maisons d'écoles primaires.	OBSERVATIONS
à l'État seul.	TOTAL.	pour les garçons.	pour les filles.	communes aux deux sexes.	TOTAL.	au départe- ment.	à l'État.	TOTAL.		
988	2,477	6,544,434 ^f	1,438,452 ^f	10,689,285 ^f	18,672,171 ^f	1,744,553 ^f	3,027,032 ^f	4,771,585 ^f	13,900,586 ^f	

ementaires de garçons ou communes aux deux sexes, dont les communes sont propriétaires.

NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES			NOMBRE DES MAISONS d'école où il y a un local pour un pensionnat primaire.	NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES				OBSERVATIONS.
où sont réunis autres services publics.	où l'instituteur a un logement convenable.	où il a la jouissance d'un petit jardin.		qui ont besoin d'être agrandies.	pour lesquelles les conseils municipaux sont disposés à faire cette dépense.	dans lesquelles les sexes sont séparés par une cloison.	dans lesquelles il y a une entrée particulière pour chaque sexe.	
7,430	15,440	8,947	880	5,221	2,019	1,964	1,580	

TABLEAU N° 17.

(78)

ÉTAT présentant le nombre et la situation, sous le rapport du local, d

NOMBRE DES MAISONS d'écoles publiques de filles.	NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES dans lesquelles les classes sont				NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES PUBLIQUES	
	en bon état.	en mauvais état.	bien disposées.	mal disposées.	où sont réunis d'autres services publics.	où l'institutrice a un logement convenable.
3,688	2,858	830	2,718	970	260	2,812

TABLEAU N° 18.

ÉTAT présentant le nombre et la situation, sous le rapport du local, des maisons

NOMBRE DES MAISONS d'écoles primaires supérieures publiques dont les communes sont propriétaires.	NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PUBLIQUES dans lesquelles les classes sont				NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES	
	en bon état.	en mauvais état.	bien disposées.	mal disposées.	où sont réunis d'autres services publics.	où l'instituteur a un logement convenable.
237	210	27	198	39	154	162

Maisons d'écoles publiques de filles dont les communes sont propriétaires.

VILLES où elle a la jouissance d'un petit jardin.	NOMBRE DES MAISONS d'écoles publiques où il y a un local pour un pensionnat primaire.	NOMBRE des MAISONS D'ÉCOLES		OBSERVATIONS.
		qui ont besoin d'être agrandies.	pour lesquelles les conseils municipaux sont disposés à faire ces dépenses.	
1,834	652	861	274	

Écoles primaires supérieures publiques dont les communes sont propriétaires.

VILLES où il a la jouissance d'un petit jardin.	NOMBRE DES MAISONS d'écoles primaires supérieures publiques où il y a un local pour un pensionnat primaire.	NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES PRIMAIRES supérieures publiques.		OBSERVATIONS.
		qui ont besoin d'être agrandies.	pour lesquelles les conseils municipaux sont disposés à faire ces dépenses.	
67	121	49	16	

TABLEAU N° 19.

(80)

ÉTAT présentant le nombre et la situation, sous le rapport du local, des maisons d'école

NOMBRE des MAISONS D'ÉCOLES primaires élémentaires.		NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES PUBLIQUES DANS LESQUELLES LES CLASSES SONT,							
		pour les garçons,				pour les deux sexes,			
		en bon état.	en mauvais état.	bien disposées.	mal disposées.	en bon état.	en mauvais état.	bien disposées.	mal disposées.
pour les garçons.	communes aux deux sexes.								
5,611	5,653	3,742	1,869	3,623	1,988	3,388	2,265	3,551	2,102
11,264									

TABLEAU N° 20.

ÉTAT présentant le nombre et la situation, sous le rapport du local, des maisons d'école

NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES primaires supérieures publiques dont les communes ne sont pas propriétaires.	NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PUBLIQUES dans lesquelles les classes sont			
	en bon état.	en mauvais état.	bien disposées.	mal disposées.
88	72	16	70	9

primaires élémentaires publiques de garçons dont les communes ne sont pas propriétaires.

NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES			NOMBRE des MAISONS D'ÉCOLE	NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES				OBSERVATIONS.
où sont réunis d'autres services publics.	où l'instituteur a un logement convenable.	où il a la jouissance d'un petit jardin.	où il y a un local pour un pensionnat primaire.	qui ont besoin d'être agrandies.	pour lesquelles les conseils municipaux sont disposés à faire cette dépense.	dans lesquelles les sexes sont séparés en classe par une cloison.	dans lesquelles il y a une entrée particulière pour chaque sexe.	
2,095	5,847	4,343	286	618	251	930	497	

primaires supérieures publiques dont les communes ne sont pas propriétaires.

NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES primaires supérieures publiques			NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES primaires supérieures publiques	NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES primaires supérieures publiques	OBSERVATIONS.
où sont réunis d'autres services publics.	où l'instituteur a un logement convenable.	où il a la jouissance d'un petit jardin.	où il y a un local pour un pensionnat primaire.	qui ont besoin d'être agrandies.	
19	82	17	22	6	

TABLEAU N° 21.

(82)

État présentant le nombre et la situation, sous le rapport du local, des maisons

NOMBRE DES MAISONS d'écoles publiques de filles.	NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES dans lesquelles les classes sont				NOMBRE DES MAISONS ÉCOLES PUBLIQUES	
	en bon état.	en mauvais état.	bien disposées.	mal disposées.	où sont réunis d'autres services publics.	où l'institutrice a un logement convenable.
4,142	2,094	2,048	1,931	2,211	149	1,955

TABLEAU N° 22.

État présentant la situation, sous le rapport du mobilier des classes, des écoles

NOMBRE DES ÉCOLES primaires élémentaires publiques de garçons dont le mobilier appartient à la commune.	NOMBRE DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES dont le mobilier, appartenant à la commune, est				NOMBRE DES ÉCOLES dont le mobilier a été acquis par la commune			MONTANT DES DÉPENSES À FAIRE pour réparer ou compléter le mobilier de classes appartenant à la commune et pour lesquelles il y a des		
	en bon état.	en mauvais état.	suffisant.	insuffisant.	avec ses propres ressources.	à l'aide d'un secours du département.	à l'aide d'un secours de l'État.	votes des conseils municipaux.	demandes de secours au département.	demandes de secours à l'État.
24,352	16,438	7,914	14,281	10,071	19,732	3,300	1,320	182,317	62,570	52,173

Écoles publiques de filles dont les communes ne sont pas propriétaires.

NOMBRE des MAISONS D'ÉCOLES où il y a un local pour un pensionnat primaire.	NOMBRE DES MAISONS D'ÉCOLES		OBSERVATIONS.
	qui ont besoin d'être agrandies.	pour lesquelles les conseils municipaux sont disposés à faire ces dépenses.	
1,595	439	994	62

Écoles primaires élémentaires publiques de garçons ou communes aux deux sexes.

NOMBRE DES ÉCOLES primaires élémentaires publiques dont le mobilier n'appartient pas à la commune.	NOMBRE DES ÉCOLES dont le mobilier, n'appartenant pas à la commune, est				MONTANT DES DÉPENSES À FAIRE pour acquérir un mobilier de classe, et pour lesquelles il y a des			OBSERVATIONS.
	en bon état.	en mauvais état.	suffisant.	insuffisant.	votes des conseils municipaux.	demandes de secours au département.	demandes de secours à l'État.	
10,213	4,573	5,640	4,145	6,068	130,919	33,534	34,211	

TABLEAU N° 23.

(84)

ÉTAT présentant la situation, sous le rapport du mobilier

NOMBRE DES ÉCOLES primaires supérieures publiques de garçons dont le mobilier appartient à la commune.	NOMBRE DES ÉCOLES SUPÉRIEURES dont le mobilier, appartenant à la commune, est				NOMBRE DES ÉCOLES dont le mobilier a été acquis par la commune			MONTANT DES DÉPENSES À FAIRE pour réparer ou compléter le mobilier de classe appartenant à la commune, et pour lesquelles il y a des		
	en bon état.	en mauvais état.	suffisant.	insuffisant.	avec ses propre ressources.	à l'aide d'un secours du département.	à l'aide d'un secours de l'État.	votes des conseils municipaux.	demandes de secours au département.	demandes de secours à l'État.
295	272	23	230	65	269	8	18	6,700	1,000	1,500

TABLEAU N° 24.

ÉTAT présentant la situation, sous le rapport du mobilier

NOMBRE DES ÉCOLES primaires publiques de filles dont le mobilier appartient à la commune.	NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES DE FILLES dont le mobilier, appartenant à la commune, est				NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES DE FILLES dont le mobilier a été acquis par la commune			MONTANT DES DÉPENSES À FAIRE pour réparer ou compléter le mobilier de classe appartenant à la commune, et pour lesquelles il y a des		
	en bon état.	en mauvais état.	suffisant.	insuffisant.	avec ses propres ressources.	à l'aide d'un secours du département.	à l'aide d'un secours de l'État.	votes des conseils municipaux.	demandes de secours au département.	demandes de secours à l'État.
4,609	3,418	1,191	3,087	1,522	4,091	391	127	32,650	8,729	4,966

1^{re} classe, des écoles primaires supérieures publiques.

NOMBRE DES ÉCOLES primaires supérieures publiques dont le mobilier appartient pas à la commune.	NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PUBLIQUES dont le mobilier, n'appartenant pas à la commune, est				MONTANT DES DÉPENSES À FAIRE pour acquérir un mobilier de classe, et pour lesquelles il y a des			OBSERVATIONS.
	en bon état.	en mauvais état.	suffisant.	insuffisant.	votes des conseils municipaux.	demandes de secours au département.	demandes de secours à l'état.	
30	24	6	25	5	3,250	.	.	

3 classes, des écoles primaires publiques de filles.

NOMBRE DES ÉCOLES primaires publiques de filles dont le mobilier appartient pas à la commune.	NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES dont le mobilier, n'appartenant pas à la commune, est				MONTANT DES DÉPENSES À FAIRE pour acquérir un mobilier de classe, et pour lesquelles il y a des			OBSERVATIONS.
	en bon état.	en mauvais état.	suffisant.	insuffisant.	votes des conseils municipaux.	demandes de secours au département.	demandes de secours à l'État.	
3,221	1,837	1,884	1,151	2,070	13,964	3,228	2,100	

ÉTAT présentant la situation des écoles primaires élémentaires et supérieures privées

NOMBRE des ÉCOLES primaires supérieures privées.	MAISONS D'ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PRIVÉES,			NOMBRE des ÉCOLES privées spéciales pour les garçons.	MAISONS D'ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES PRIVÉES SPÉCIALES pour les garçons,			NOMBRE des ÉCOLES privées communes aux deux sexes.	MAISONS D'ÉCOLES COMMUNES	
	suffisamment grandes.	convenablement disposées			suffisamment grandes.	convenablement disposées			suffisamment grandes.	dans lesquelles il y a une séparation pour les sexes.
		pour la tenue de l'école.	pour le logement de l'instituteur.			pour la tenue de l'école.	pour le logement de l'instituteur.			
78	69	74	76	5,307	5,081	2,562	1,890	2,276	1,702	513

stinées aux garçons et aux filles sous le rapport du local et du mobilier.

VÉES K SEXES,		NOMBRE des ÉCOLLS privées destinées aux filles.	MAISONS D'ÉCOLES PRIVÉES AFFECTÉES AUX FILLES,			NOMBRE total des ÉCOLES élémentaires et supérieures privées destinées aux garçons et aux filles.	NOMBRE DES ÉCOLES dans lesquelles le mobilier		OBSERVATIONS.
convenablement disposées			suffisamment grandes.	convenablement disposées			est suffisant.	est en bon état.	
pour la tenue de l'école.	pour le logement de l'instituteur.	pour la tenue de l'école.		pour le logement de l'institutrice.					
1,584	1,610	9,457	7,518	5,860	6,679	17,118	10,121	11,534	

II^m PARTIE.

Personnel de l'enseignement primaire. — Brevets de capacité. — Instituteurs laïques et membres d'associations religieuses. — Division des écoles selon les cultes. — Méthodes et livres. — État de l'enseignement dans les écoles. — Médailles d'encouragement.

TABLEAU N° 26.

(90)

ÉTAT présentant le nombre des instituteurs qui dirigent des écoles primaires élémentaires communales et brevets de

NOMBRE DES INSTITUTEURS COMMUNAUX laïques ,			NOMBRE DES INSTITUTEURS COMMUNAUX appartenant à une congrégation religieuse ,		
pourvus d'anciens brevets.	pourvus de nouveaux brevets du degré		pourvus d'anciennes lettres d'obédience.	pourvus de nouveaux brevets du degré	
	élémentaire.	supérieur.		élémentaire.	supérieur.
14,969	17,675	1,419	235	582	10
	10,094			592	

TABLEAU N° 27.

ÉTAT présentant le nombre des institutrices qui dirigent des écoles primaires élémentaires communales et brevets de

NOMBRE DES INSTITUTRICES COMMUNALES laïques ,			NOMBRE DES INSTITUTRICES COMMUNALES appartenant à une congrégation religieuse ,		
pourvues d'anciens brevets.	pourvues de nouveaux brevets du degré		pourvues d'anciennes lettres d'obédience.	pourvues de nouveaux brevets du degré	
	élémentaire.	supérieur.		élémentaire.	supérieur.
2,138	1,856	38	3,441	349	8
	1,894			357	

privées, divisés en laïques et membres de congrégations religieuses, pourvus d'anciens ou de nouveaux capacité.

NOMBRE DES INSTITUTEURS PRIVÉS laïques ,			NOMBRE DES INSTITUTEURS PRIVÉS appartenant à une congrégation religieuse ,		
pourvus d'anciens brevets.	pourvus de nouveaux brevets du degré		pourvus d'anciennes lettres d'obédience.	pourvus de nouveaux brevets du degré	
	élémentaire.	supérieur.		élémentaire.	supérieur.
3,711	3,415	245	121	138	31
	3.660			169	

privées, divisées en laïques et membres de congrégations religieuses, pourvues d'anciens ou de nouveaux capacité.

NOMBRE DES INSTITUTRICES PRIVÉES laïques ,			NOMBRE DES INSTITUTRICES PRIVÉES appartenant à une congrégation religieuse ,		
pouvues d'anciens brevets.	pouvues de nouveaux brevets du degré		pouvues d'anciennes lettres d'obédience.	pouvues de nouveaux brevets du degré	
	élémentaire.	supérieur.		élémentaire.	supérieur.
4,185	2,393	181	2,252	432	14
	2,574			446	

TABLEAU N° 28.

(92)

ÉTAT présentant le nombre des instituteurs et institutrices, sous-maîtres et sous-maîtresses communaux

NOMBRE DES INSTITUTEURS et sous-maîtres publics				NOMBRE DES INSTITUTEURICES et sous-maîtresses publiques.				NOMBRE DES INSTITUTEURS et sous-maîtres privés			
laïques			appartenant à une congrégation religieuse.	laïques			appartenant à une congrégation religieuse.	laïques			appartenant à une congrégation religieuse.
mariés.	veufs.	célibataires.		mariées.	veuves.	célibataires.		mariés.	veufs.	célibataires.	
23,402	1,080	11,955	2,358	800	135	3,459	7,257	4,148	397	3,191	77
38,705				11,651				8,506			

TABLEAU N° 29.

ÉTAT présentant la situation personnelle des instituteurs et institutrices, sous-maîtres

NOMBRE DES INSTITUTEURS et sous-maîtres publics			NOMBRE DES INSTITUTEURICES et sous-maîtresses publiques			NOMBRE DES INSTITUTEURS et sous-maîtres privés		
catholiques.	protestants.	israélites.	catholiques.	protestantes.	israélites.	catholiques.	protestants.	israélites.
37,827	931	37	11,564	81	6	8,161	255	90
34,795			11,651			8,506		

vés, et indiquant s'ils sont laïques ou membres de congrégations religieuses, mariés, veufs ou célibataires.

NOMBRE DES INSTITUTRICES et sous-maîtresses privées				NOMBRE TOTAL des instituteurs et institutrices, sous-maîtres et sous-maîtresses publics et privés.	OBSERVATIONS.
laïques			appartenant à une congréga- tion religieuse.		
mariées.	veuves.	célibataires.			
2,118	552	7,340	6,573	75,535	
16,583					

sous-maîtresses publics et privés, sous le rapport du culte auquel ils appartiennent.

NOMBRE DES INSTITUTRICES et sous-maîtresses privées			NOMBRE TOTAL des INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES, des sous-maîtres et sous-maîtresses publics et privés			OBSERVATIONS.
catholiques.	protestantes.	israélites.	catholiques.	protestants.	israélites.	
16,280	293	10	73,832	1,560	143	
16,583			75,535			

TABLEAU N° 30.

(94)

ÉTAT présentant la situation des écoles publiques et privées, élémentaires

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES publiques de garçons.				NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES publiques				NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES				NOMBRE DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES PRIVÉES destinées aux garçons			
spécialement affectées aux cultes			mixtes.	spécialement affectées aux cultes			mixtes.	spécialement affectées aux cultes			mixtes.	spécialement affectées aux cultes			mixtes.
catho- lique.	pro- testant.	israélite.		catho- lique.	pro- testant.	israélite.		catho- lique.	pro- testant.	israélite.		catho- lique.	pro- testant.	israélite.	
32,931	700	33	901	276	2	"	47	7,660	59	4	107	7,035	162	74	312

TABLEAU N° 31.

ÉTAT présentant la situation des écoles élémentaires publiques de garçons

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES DE GARÇONS, dirigées par des instituteurs laïques, et dans lesquelles on suit le mode d'enseignement				NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES DE GARÇONS, dirigées par des instituteurs, membres de congrégations religieuses, et dans lesquelles on suit le mode d'enseignement				NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES DE GARÇONS, dirigées par des instituteurs laïques, et dans lesquelles on suit le mode d'enseignement	
mutuel.	simultané.	individuel.	mixte.	mutuel.	simultané.	individuel.	mixte.	mutuel.	simultané.
698	24,779	1,913	6,356	167	517	12	123	119	3,390

supérieures, de garçons et de filles, sous le rapport des cultes.

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES privées				NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES destinées aux filles				TOTAL GÉNÉRAL DES ÉCOLES				OBSERVATIONS.
spécialement affectées aux cultes			mixtes.	spécialement affectées aux cultes			mixtes.	spécialement affectées aux cultes			mixtes.	
catho- lique.	pro- testant.	israélite.		catho- lique.	pro- testant.	israélite.		catho- lique.	pro- testant.	israélite.		
63	1	"	14	8,847	156	4	450	56,812	1,080	115	1,831	

de filles, sous le rapport du mode d'enseignement qui y est usité.

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES DE FILLES, dirigées par des institutrices, membres de congrégations religieuses, et dans lesquelles on suit le mode d'enseignement		OBSERVATIONS.			
individuel.	mixte.	mutuel.	simultané.	individuel.	mixte.
276	247	2	3,614	111	71

TABLEAU N° 32.

(96)

ÉTAT présentant la situation des écoles primaires privées destinées aux garçons

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES PRIVÉES destinées aux garçons, dirigées par des instituteurs laïques et dans lesquelles on suit le mode d'enseignement				NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES PRIVÉES destinées aux garçons, dirigées par des instituteurs, membres de congrégations religieuses, et dans lesquelles on suit le mode d'enseignement				NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES destinées aux garçons, dirigées par des instituteurs et dans lesquelles on suit le mode d'enseignement	
mutuel.	simultané.	individuel.	mixte.	mutuel.	simultané.	individuel.	mixte.	mutuel.	simultané.
109	5,061	1,333	805	5	248	6	16	28	4,554

TABLEAU N° 33.

ÉTAT présentant la situation des écoles primaires publiques et privées destinées aux garçons

NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE GARÇONS où les livres employés sont :				NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES où les livres employés sont :				NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES où les livres employés sont :	
approuvés par l'université.	uniformes.	en quantité suffisante.	mal choisis.	approuvés par l'université.	uniformes.	en quantité suffisante.	mal choisis.	approuvés par l'université.	uniformes.
33,162	28,093	28,403	2,732	6,443	6,834	6,238	643	4,870	4,544

et aux filles, sous le rapport du mode d'enseignement qui y est usité.

NOMBRE D'ÉCOLES PRIMAIRES PRIVÉES destinées aux filles, dirigées par des institutrices laïques, et membres de congrégations religieuses, et dans lesquelles on suit le mode d'enseignement		NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES PRIVÉES destinées aux filles, dirigées par des institutrices, membres de congrégations religieuses, et dans lesquelles on suit le mode d'enseignement				OBSERVATIONS.
individuel.	mixte.	mutuel.	simultané.	individuel.	mixte.	
1,484	785	"	2,140	349	209	

garçons et aux filles, sous le rapport des livres dont il y est fait usage.

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES DESTINÉES AUX GARÇONS où les livres employés sont		NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES DESTINÉES AUX FILLES où les livres employés sont				OBSERVATIONS.
en quantité suffisante.	mal choisis.	approuvés par l'université.	uniformes.	en quantité suffisante.	mal choisis.	
4,171	1,192	8,321	7,627	7,308	1,422	

ÉTAT présentant la situation, sous le rapport des livres dont il y est fait usage, des écoles primaires publiques

NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIVÉES DESTINÉES AUX GARÇONS, dirigées par un instituteur laïque, et dans lesquelles les livres employés sont				NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIVÉES DESTINÉES AUX GARÇONS, dirigées par un instituteur, membre de congrégation religieuse, et dans lesquelles les livres employés sont			
approuvés par l'université.	uniformes.	en quantité suffisante.	mal choisis.	approuvés par l'université.	uniformes.	en quantité suffisante.	mal choisis.
37,101	31,559	31,525	3,801	931	1,078	1,049	123

TABLEAU N° 35.

ÉTAT présentant la situation des écoles primaires élémentaires publiques de garçons ou communes aux de

NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES ÉLÉMENTAIRES DE GARÇONS			NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES ÉLÉMENTAIRES COMMUNES AUX DEUX SEXES		
bonnes quant à la tenue et à la discipline.	assez bonnes quant à la tenue et à la discipline.	mal dirigées.	bonnes quant à la tenue et à la discipline.	assez bonnes quant à la tenue et à la discipline.	mal dirigées.
9,241	3,342	2,030	8,856	6,861	3,635
15,213			10,352		

ées, destinées aux garçons et aux filles, classées selon la position personnelle des instituteurs et institutrices.

NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIVÉES DESTINÉES AUX FILLES, dirigées par une institutrice laïque, et dans lesquelles les livres employés sont				NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIVÉES DESTINÉES AUX FILLES, dirigées par une institutrice, membre de congrégation religieuse, et dans lesquelles les livres employés sont				OBSERVATIONS.
approuvés par l'université.	uniformes.	en quantité suffisante.	mal choisis.	approuvés par l'université.	uniformes.	en quantité suffisante.	mal choisis.	
8,922	7,114	6,658	2,058	5,842	6,057	5,821	556	

es, en ce qui concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.

NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES ÉLÉMENTAIRES DE GARÇONS OU COMMUNES AUX DEUX SEXES				NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE GARÇONS OU COMMUNES AUX DEUX SEXES		OBSERVATIONS.
bonnes ant à l'instruction morale et religieuse.	dans lesquelles la lecture, l'écriture, et le dessin linéaire sont enseignés avec succès.	dans lesquelles le système légal des poids et mesures est enseigné avec succès.	dans lesquelles l'enseignement prescrit par la loi a reçu quelques développements conformes aux besoins et aux ressources des localités.	dans lesquelles l'enseignement ne s'est pas encore sensiblement amélioré.	dans lesquelles on ne peut attendre d'amélioration qu'au changement de l'instituteur.	
28,868	17,944	22,128	4,015	11,181	4,425	

TABLEAU N° 36.

(100)

ÉTAT présentant la situation des écoles primaires supérieures publiques, en ce qui

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PUBLIQUES			NOMBRE DES ÉCOLES CLASSÉES SELON LES RÉSULTATS QU											
bonnes quant à la tenue et à la discipline.	assez bonnes quant à la tenue et à la discipline.	mal dirigées.	Instruction morale et religieuse.			Lecture, écriture, langue française.			Histoire et géographie.			Arithmétique, système légal des poids et mes- tenue des livres, droit commercial.		
			Résultats.			Résultats.			Résultats.			Résultats.		
			Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.
268	46	11	259	66	"	249	76	"	198	122	5	232	87	6

TABLEAU N° 37.

ÉTAT présentant la situation des écoles publiques de filles, en ce qui concern

NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES,			NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES,			
bonnes quant à la tenue et à la discipline.	médiocres quant à la tenue et à la discipline.	mal dirigées.	bonnes quant à l'instruction morale et religieuse.	dans lesquelles la lecture, l'écriture, l'arithmétique et la couture sont enseignées avec succès.	dans lesquelles le système légal des poids et mesures est enseigné avec succès.	dans lesquelles l'enseignement prescrit par la loi a reçu quelques développem conformes aux besoins et aux ressources des localités.
4,442	2,500	868	6,944	3,929	3,941	887

ncerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.

ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PUBLIQUES, ENSEIGNEMENT DANS LES TROIS ANNÉES D'ÉTUDES.									NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES supérieures dans lesquelles on a ajouté à l'enseignement prescrit par la loi quelques développem ^{ts} conformes aux besoins et aux ressources des localités.	OBSERVATIONS.
Géométrie élémentaire, arpentage, dessin linéaire.			Histoire naturelle physique élémentaire, notions de chimie, notions d'algèbre.			Langues vivantes, musique vocale.				
Résultats.			Résultats.			Résultats.				
Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.		
192	118	15	133	106	86	144	84	97	54	

manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.

NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES,		OBSERVATIONS.
dans lesquelles l'enseignement ne s'est pas encore sensiblement amélioré.	dans lesquelles on ne peut attendre d'améliorations qu'au changement de l'institutrice.	
2,633	1,118	

TABLEAU N° 38.

(102)

ÉTAT présentant la situation des écoles élémentaires privées destinées aux garçons ou communes aux deu

NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES DESTINÉES AUX GARÇONS,			NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES DESTINÉES AUX GARÇONS,			
bonnes quant à la tenue et à la discipline.	médiocres quant à la tenue et à la discipline.	mal dirigées.	bonnes quant à l'instruction morale et religieuse.	dans lesquelles la lecture, l'écriture, l'arithmétique et le dessin linéaire sont enseignés avec succès.	dans lesquelles le système légal des poids et mesures est enseigné avec succès.	dans lesquelles l'enseignement prescrit par la loi a reçu quelques développem conformes aux besoin et aux ressources des localités.
3,393	2,266	1,924	5,068	2,810	2,622	910

TABLEAU N° 39.

ÉTAT présentant la situation des écoles primaires supérieures privées, en ce q

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PRIVÉES			NOMBRE DES ÉCOLE CLASSÉES SELON LES RÉSULTATS Q											
bonnes quant à la tenue et à la discipline.	assez bonnes quant à la tenue et à la discipline.	mal dirigées.	Instruction morale et religieuse.			Lecture, écriture, langue française.			Histoire et géographie.			Arithmétique, système légal des poids et mes tenue des livres, droit commercial.		
			Résultats.			Résultats.			Résultats.			Résultats.		
			Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.
40	19	19	60	18	"	62	16	"	53	21	4	57	16	5

res, en ce qui concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.

NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES DESTINÉES AUX GARÇONS,		OBSERVATIONS.
dans lesquelles l'enseignement ne s'est pas encore sensiblement amélioré.	dans lesquelles on ne peut attendre d'améliorations qu'au changement de l'instituteur.	
2,372	2,081	

cerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.

ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PRIVÉES, EXISTANT L'ENSEIGNEMENT DANS LES TROIS ANNÉES D'ÉTUDES.									NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES supérieures dans lesquelles on a ajouté à l'enseignement prescrit par la loi quelques développem ^{ts} conformes aux besoins et aux ressources des localités.	OBSERVATIONS.
Géométrie élémentaire, arpentage, dessin linéaire. — Résultats.			Histoire naturelle, physique élémentaire, notions de chimie, notions d'algèbre. — Résultats.			Langues vivantes, musique vocale. — Résultats.				
Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.	Bons.	Assez bons	Nuls.		
49	23	6	40	29	9	35	24	19	10	

ÉTAT présentant la situation des écoles privées destinées aux filles, en ce qui concerne

NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES DESTINÉES AUX FILLES,			NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES DESTINÉES AUX FILLES,			
bonnes quant à la tenue et à la discipline.	assez bonnes quant à la tenue et à la discipline.	mal dirigées.	bonnes quant à l'instruction morale et religieuse.	dans lesquelles la lecture, l'écriture, l'arithmétique et la couture sont enseignées avec succès.	dans lesquelles le système légal des poids et mesures est enseigné avec succès.	dans lesquelles l'enseignement prescrit par la loi a reçu quelques développements conformes aux besoins et aux ressources des localités.
4,005	2,661	2,191	7,861	4,299	2,742	1,225

TABLEAU N° 41.

ÉTAT présentant la situation des écoles élémentaires publiques de garçons ou communes aux deux sexes

NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires publiques bien dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires publiques dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires publiques mal dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires publiques bien dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires publiques assez bien dirigées par	
des instituteurs laïques.	des membres de congrégations religieuses.	des instituteurs laïques.	des membres de congrégations religieuses.	des instituteurs laïques.	des membres de congrégations religieuses.	des instituteurs laïques pourvus d'anciens brevets.	des membres de congrégations religieuses pourvus d'anciennes lettres d'obédience.	des instituteurs laïques pourvus d'anciens brevets.	des membres de congrégations religieuses pourvus d'anciennes lettres d'obédience.
18,137	657	9,862	141	5,747	21	5,520	186	4,993	36
						5,706		5,029	

la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.

NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES DESTINÉES AUX FILLES,		OBSERVATIONS.
dans lesquelles l'enseignement ne s'est pas encore sensiblement amélioré.	dans lesquelles on ne peut attendre d'améliorations qu'au changement de l'institutrice.	
5,563	2,017	

lassées suivant la position personnelle des instituteurs, et indiquant la manière dont elles sont dirigées.

NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires publiques mal dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES PUBLIQUES bien dirigées par des instituteurs pourvus de brevets délivrés par les commissions d'examen.			NOMBRE DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES PUBLIQUES assez bien dirigées par des instituteurs pourvus de brevets délivrés par les commissions d'examen.			NOMBRE DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES PUBLIQUES mal dirigées par des instituteurs pourvus de brevets délivrés par les commissions d'examen.		
des instituteurs laïques pourvus d'anciens brevets.	des membres de congrégations religieuses pourvus d'anciennes lettres d'obédience.	Instituteurs laïques.	Membres de congrégations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.	Instituteurs laïques.	Membres de congrégations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.	Instituteurs laïques.	Membres de congrégations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.
4,456	13	8,300	471	4,649	2,942	105	1,575	996	8	315
4,469		13,420			4,622			1,329		

ÉTAT présentant la situation des écoles publiques supérieures de garçons, classées selo

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES supérieures publiques de garçons.	NOMBRE DES ÉCOLES SUPÉRIEURES PUBLIQUES BIEN DIRIGÉES par		NOMBRE DES ÉCOLES SUPÉRIEURES PUBLIQUES ASSEZ BIEN DIRIGÉES par	
	des	des membres	des	des membres
	instituteurs laïques.	de congrégations religieuses.	instituteurs laïques.	de congrégations religieuses.
325	263	5	43	5

TABLEAU N° 43.

ÉTAT présentant la situation des écoles publiques de filles, classées selon la positi

NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES de filles bien dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES de filles assez bien dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES de filles mal dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES publiques de filles bien dirigées par	NOMBRE DES ÉCOLES publiques de filles assez bien dirigées par	NOMBRE DES ÉCOLES publiques de filles mal dirigées par	NOMBRE DES ÉCOLES publiques de filles bien dirigées par	NOMBRE DES ÉCOLES publiques de filles médiocrement dirigées par
des institu- trices laïques.	des membres de congré- gations religieuses	des institu- trices laïques.	des membres de congré- gations religieuses	des institu- trices laïques.	des membres de congré- gations religieuses	des institutrices laïques pourvues d'anciens brevets.	des Institutrices laïques pourvues d'anciens brevets.	des institutrices laïques pourvues d'anciens brevets.	des institutrices appartenant à des congrégations religieuses pourvues de lettres d'obédience.	des institutrices appartenant à des congrégations religieuses pourvues de lettres d'obédience.
2,256	2,186	1,230	1,216	546	396	859	896	383	1,959	1,127

position personnelle des instituteurs et indiquant la manière dont elles sont dirigées.

NOMBRE DES ÉCOLES SUPÉRIEURES PUBLIQUES MAL DIRIGÉES par		OBSERVATIONS.
des instituteurs laïques.	des membres de congrégations religieuses.	
11	.	

Personnelle des institutrices, et indiquant la manière dont elles sont dirigées.

NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES mal dirigées par des institutrices appartenant à des congrégations religieuses privées de lettres d'obédience.	NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES bien dirigées par des institutrices pourvues de brevets délivrés par les commissions d'examen.			NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES assez bien dirigées par des institutrices pourvues de brevets délivrés par les commissions d'examen.			NOMBRE DES ÉCOLES PUBLIQUES DE FILLES mal dirigées par des institutrices pourvues de brevets délivrés par les commissions d'examen.			OBSERVATIONS.
	Institutrices laïques.	Membres de congrégations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.	Institutrices laïques.	Membres de congrégations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.	Institutrices laïques.	Membres de congrégations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.	
355	1,426	227	71	250	89	13	134	41	"	

TABLEAU N° 44.

(108)

ÉTAT présentant la situation des écoles élémentaires privées destinées aux garçons, class

NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires privées destinées aux garçons bien dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires privées destinées aux garçons assez bien dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires privées destinées aux garçons mal dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires privées destinées aux garçons bien dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires privées destinées aux garçons assez bien dirigées par	
des instituteurs laïques.	des membres de congrégations religieuses.	des instituteurs laïques.	des membres de congrégations religieuses.	des instituteurs laïques.	des membres de congrégations religieuses.	des instituteurs laïques pourvus d'anciens brevets.	des membres de congrégations religieuses pourvus d'anciennes lettres d'obédience.	des instituteurs laïques pourvus d'anciens brevets.	des membres de congrégations religieuses pourvus d'anciennes let d'obédience.
2,412	200	3,050	68	1,846	7	961	71	1,521	45

TABLEAU N° 45.

ÉTAT présentant la situation des écoles primaires supérieures privées, classées se

NOMBRE DES ÉCOLES primaires supérieures privées.	NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIE			
	BIEN DIRIGÉES		ASSEZ BIEN DIRIGÉES	
	par des instituteurs laïques.	par des membres de congrégations religieuses.	par des instituteurs laïques.	par des membres de congrégations religieuses.
78	32	8	15	4

on la position personnelle des instituteurs, et indiquant la manière dont elles sont dirigées.

NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires privées destinées aux garçons mal dirigées par		NOMBRE DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES PRIVÉES bien dirigées par des instituteurs pourvus de brevets délivrés par les commissions d'examen.			NOMBRE DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES PRIVÉES assez bien dirigées par des instituteurs pourvus de brevets délivrés par les commissions d'examen.			NOMBRE DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES PRIVÉES mal dirigées par des instituteurs pourvus de brevets délivrés par les commissions d'examen.		
des instituteurs pourvus d'anciens brevets.	des membres de congrégations religieuses pourvus d'anciennes lettres d'obédience.	Instituteurs laïques.	Membres de congrégations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.	Instituteurs laïques.	Membres de congrégations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.	Instituteurs laïques.	Membres de congrégations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.
1,229	5	1,251	129	200	1,488	23	41	605	2	12

position personnelle des instituteurs, et indiquant la manière dont elles sont dirigées.

MAL DIRIGÉES		OBSERVATIONS.
par des instituteurs laïques.	par des membres de congrégations religieuses.	
16		

TABLEAU N° 46.

(110)

ÉTAT présentant la situation des écoles privées destinées aux filles, classées selon la position

NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES bien dirigées		NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES assez bien dirigées		NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES mal dirigées		NOMBRE des ÉCOLES PRIVÉES bien dirigées	NOMBRE des ÉCOLES PRIVÉES assez bien dirigées par	NOMBRE des ÉCOLES PRIVÉES mal dirigées par	NOMBRE des ÉCOLES PRIVÉES bien dirigées par des membres de	NOMBRE des ÉCOLES PRIVÉES assez bien dirigées par des membres de
par des institutrices laïques.	par des membres de congrégat ^{ns} religieuses.	par des institutrices laïques.	par des membres de congrégat ^{ns} religieuses.	par des institutrices laïques.	par des membres de congrégat ^{ns} religieuses.	par des institutrices pourvues d'anciens brevets.	des institutrices pourvues d'anciens brevets.	des institutrices pourvues d'anciens brevets.	congrégations religieuses pourvues de lettres d'obédience.	congrégations religieuses pourvues de lettres d'obédience.
3,395	1,289	2,793	1,064	1,517	345	1,286	1,691	1,208	972	955

TABLEAU N° 47.

ÉTAT indiquant les condamnations prononcées contre les instituteurs et institutrices communaux

NOMBRE DES INSTITUTEURS COMMUNAUX							NOMBRE DES INSTITUTEURICES COMMUNALES				
réprimandés.	suspendus avec traitement.	suspendus sans traitement.	révoqués		condamnés, pour immoralité ou inconduite, par le tribunal civil, à l'interdiction		condamnés par les tribunaux pour des crimes ou délits étrangers à l'exercice de leur profession.	répriman- dées.	suspendues avec traitement.	suspendues sans traitement.	répriman- dées. pour négligence habituelle.
			pour négligence habituelle.	pour fautes graves.	à temps.	à toujours.					
750	55	138	131	171	10	26	45	7	"	2	1

ersonnelle des institutrices, et indiquant la manière dont elles sont dirigées.

NOMBRE des ÉCOLES PRIVÉES mal dirigées par les membres de congrégations religieuses pourvues de lettres d'obédience.	NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES BIEN DIRIGÉES par des institutrices pourvues de brevets délivrés par les commissions d'examen.			NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES ASSEZ BIEN DIRIGÉES par des institutrices pourvues de brevets délivrés par les commissions d'examen.			NOMBRE DES ÉCOLES PRIVÉES MAL DIRIGÉES par des institutrices pourvues de brevets délivrés par les commissions d'examen.			OBSERVATIONS.
	Institutrices laïques.	Membres de congré- gations religieuses	Élèves des écoles normales primaires.	Institutrices laïques.	Membres de congré- gations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.	Institutrices laïques.	Membres de congré- gations religieuses.	Élèves des écoles normales primaires.	
325	1,515	317	94	795	109	7	163	20	"	

privés par les comités d'arrondissement ou par les tribunaux, pendant les années 1841, 1842 et 1843.

RE PRIVÉES COMMUNALES			NOMBRE DES INSTITUTEURS PRIVÉS				NOMBRE DES INSTITUTRICES PRIVÉES				OBSERVATIONS.
années pour fautes graves.	condamnées, pour immoralité ou inconduite, par le tribunal civil, à l'interdiction		condamnées par les tribunaux pour des crimes ou délits étrangers à l'exercice de leur profession	condamnés, pour immoralité ou inconduite, par le tribunal civil, à l'interdiction		condamnés par les tribunaux pour des crimes ou délits étrangers à l'exercice de leur profession.	condamnées, pour immoralité ou inconduite, par le tribunal civil, à l'interdiction		condamnées par les tribunaux pour des crimes ou délits étrangers à l'exercice de leur profession.		
	à temps.	à toujours.		à temps.	à toujours.		à temps.	à toujours.			
6	1	.	.	10	10	9	2	.	1		

TABLEAU N° 48.

(112)

État indiquant les médailles d'encouragement et les mentions honorables

INSTITUTEURS COMMUNAUX											
LAÏQUES.											
Médailles d'argent.			Médailles de bronze.			Mentions honorables.			Médailles d'argent.		
1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.
66	63	60	198	168	183	332	302	309	7	6	7
189			549			943			20		

TABLEAU N° 49.

État indiquant les médailles d'encouragement et les mentions honorables

INSTITUTRICES COMMUNALES											
LAÏQUES.											
Médailles d'argent.			Médailles de bronze.			Mentions honorables.			Médailles d'argent.		
1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.
6	9	4	13	6	5	33	20	34	4	9	5

cernées aux instituteurs communaux pendant les années 1841, 1842 et 1843.

INSTITUTEURS COMMUNAUX TENANT À UNE CONGRÉGATION RELIGIEUSE.						OBSERVATIONS.
Médailles de bronze.			Mentions honorables.			
1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	
13	10	5	13	15	13	
28			41			

cernées aux institutrices communales pendant les années 1841, 1842 et 1843.

STITUTRICES COMMUNALES						OBSERVATIONS.
TENANT À UNE CONGRÉGATION RELIGIEUSE.						
Médailles de bronze.			Mentions honorables.			
1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	
14	13	17	31	30	47	

TABLEAU N° 50.

(114)

ÉTAT indiquant les médailles d'encouragement et les mentions honorables

INSTITUTEURS PRIVÉS											
LAÏQUES.											
Médailles d'argent.			Médailles de bronze.			Mentions honorables.			Médailles d'argent.		
1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.
5	3	1	5	9	5	9	5	18	1	2	

TABLEAU N° 51.

ÉTAT indiquant les médailles d'encouragement et les mentions honorables

INSTITUTRICES PRIVÉES											
LAÏQUES.											
Médailles d'argent.			Médailles de bronze.			Mentions honorables.			Médailles d'argent.		
1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.
1	1	1	9	16	17	19	40	37			1

cernées aux instituteurs privés pendant les années 1841, 1842 et 1843.

INSTITUTEURS PRIVÉS						OBSERVATIONS.
TENANT À UNE CONGRÉGATION RELIGIEUSE.						
Médailles de bronze.			Mentions honorables.			
1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	
2	1	1	3	3	3	

cernées aux institutrices privées pendant les années 1841, 1842 et 1843.

INSTITUTRICES PRIVÉES						OBSERVATIONS.
TENANT À UNE CONGRÉGATION RELIGIEUSE.						
Médailles de bronze.			Mentions honorables.			
1841.	1842.	1843.	1841.	1842.	1843.	
"	"	7	6	16	17	

III^e PARTIE.

Nombre des élèves des écoles primaires. — Rétribution mensuelle. — Gratuité.
— Traitement des instituteurs.

TABLEAU N° 52.

(118)

ÉTAT présentant le nombre total des élèves qui ont fréquenté les écoles

NOMBRE DES ÉLÈVES qui ont fréquenté LES ÉCOLES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES ET SUPÉRIEURES communales et privées dirigées par un instituteur.			NOMBRE DES ÉLÈVES qui ont fréquenté LES ÉCOLES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES COMMUNALES et privées dirigées par une institutrice.		
Garçons.	Filles.	TOTAL.	Filles.	Garçons.	TOTAL.
1,786,258	363,414	2,149,672	988,174	26,451	1,014,625

TABLEAU N° 53.

ÉTAT présentant le nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles

NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION des COMMUNES.	NOMBRE DES ÉCOLES élémentaires publiques de garçons, ou recevant les deux sexes.	NOMBRE DES ENFANTS qui ont fréquenté les écoles primaires élémentaires publiques de garçons.			
			Garçons.		Filles.	
			En été.	En hiver.	En été.	En hiver.
37,038	34,230,178	34,565	863,855	1,523,963	201,965	333,049

bliques et privées, élémentaires et supérieures de garçons et de filles.

NOMBRE TOTAL des ÉLÈVES.		NOMBRE TOTAL des ÉLÈVES.	OBSERVATIONS.
Garçons.	Filles.		
1,812,709	1,351,588	3,164,297	

mentaires publiques de garçons, ou recevant les deux sexes.

NOMBRE MOYEN, PAR ÉCOLE, DES ENFANTS qui ont fréquenté les écoles primaires élémentaires publiques de garçons.				NOMBRE TOTAL DES ENFANTS qui ont fréquenté les écoles primaires élémentaires publiques de garçons.		OBSERVATIONS.
Garçons.		Filles.				
En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	
25	44	15	25	1,065,820	1,857,017.	

TABLEAU N° 54.

(120)

État présentant le nombre des enfants qui

NOMBRE des COMMUNES.	NOMBRE des ÉCOLES.	NOMBRE DES ENFANTS qui ont fréquenté les écoles primaires supérieures publiques.		NOMBRE MOYEN, PAR ÉCOLE, des élèves qui ont fréquenté les écoles primaires supérieures publiques.		NOMBRE DES ÉLÈVES qui ont fréquenté les écoles primaires supérieures annexées à des collèges.	
		En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.
310	325	9,862	10,188	30	36	5,130	5,260

TABLEAU N° 55.

État présentant le nombre des enfants qui ont fréquenté

NOMBRE des ÉCOLES PRIMAIRES élémentaires publiques de filles.	NOMBRE DES ENFANTS QUI ONT FRÉQUENTÉ LES ÉCOLES primaires élémentaires publiques de filles.				NOMBRE MOYEN, PAR ÉCOLE, des enfants qui ont fréquenté les écoles primaires publiques de filles.			
	Filles.		Garçons.		Filles.		Garçons.	
	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.
7,830	365,674	529,679	4,647	5,281	50	65	8	13

quenté les écoles primaires supérieures publiques.

NOMBRE MOYEN, PAR ÉCOLE, des élèves qui ont fréquenté les écoles primaires supérieures annexées à des collèges.		TOTAL GÉNÉRAL DES ÉLÈVES qui ont fréquenté les écoles primaires supérieures publiques.	OBSERVATIONS.
En été.	En hiver.		
17	18	15,448	

écoles primaires élémentaires publiques de filles.

NOMBRE TOTAL DES ENFANTS qui ont fréquenté les écoles primaires publiques de filles.		OBSERVATIONS.
En été.	En hiver.	
370,321	534,960	

TABLEAU N° 56.

(122.)

ÉTAT présentant le nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles

NOMBRE DES ÉCOLES primaires élémentaires privées destinées aux garçons.	NOMBRE DES ENFANTS QUI ONT FRÉQUENTÉ LES ÉCOLES primaires élémentaires privées destinées aux garçons.				NOMBRE des enfants qui primaires élé destinées	
	Garçons.		Filles.		Garçons.	
	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.
7,583	172,437	242,570	11,120	30,365	27	35

TABLEAU N° 57.

ÉTAT présentant le nombre des enfants qui a

NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PRIVÉES.	NOMBRE DES ENFANTS qui ont fréquenté LES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PRIVÉES.	
	En été.	En hiver.
78.	3,974	4,272

primaires élémentaires privées destinées aux garçons ou recevant les deux sexes.

MOYEN, LE, quenté les écoles es privées garçons.		NOMBRE TOTAL DES ENFANTS QUI ONT FRÉQUENTÉ les écoles primaires élémentaires privées destinées aux garçons.		OBSERVATIONS.
Filles.				
En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	
8	10	183,557	272,935	

quenté les écoles primaires supérieures privées.

NOMBRE MOYEN PAR ÉCOLE des enfants qui ont fréquenté LES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES PRIVÉES.		OBSERVATIONS.
En été.	En hiver.	
47	50	

TABLEAU N° 58.

(124)

ÉTAT présentant le nombre des enfants qui ont fréquenté

NOMBRE DES ÉCOLES primaires élémentaires privées destinées aux filles.	NOMBRE DES ENFANTS QUI ONT FRÉQUENTÉ les écoles primaires élémentaires privées destinées aux filles.				NOMBRE des enfants des écoles primaires destinées	
	Filles.		Garçons.		Filles.	
	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.
9,457	318,097	458,495	9,933	21,170	27	48

TABLEAU N° 59.

ÉTAT présentant, sous le rapport du culte, le nombre des élèves qui ont fréquenté

NOMBRE TOTAL DES ÉLÈVES QUI ONT FRÉQUENTÉ LES ÉCOLES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES ET SUPÉRIEURES, COMMUNALES ET PRIVÉES, et qui appartiennent aux cultes					
catholique.		protestant.		israélite.	
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1,756,482	1,308,814	52,248	40,032	3,979	2,742

supérieures, de garçons et de filles, classés selon la position personnelle des instituteurs et institutrices.

NOMBRE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES primaires supérieures privées destinées aux garçons,		NOMBRE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES primaires privées destinées aux filles,		NOMBRE TOTAL DES ÉLÈVES des écoles élémentaires et supérieures, publiques et privées,		OBSERVATIONS.
dirigées par un instituteur laïque.	dirigées par des instituteurs membres de congrégations religieuses.	dirigées par une institutrice laïque.	dirigées par des institutrices membres de congrégations religieuses.	dirigées par des instituteurs ou institutrices laïques.	dirigées par des instituteurs ou institutrices membres de congrégations religieuses.	
3,469	803	278,637	201,028	2,457,380	706,917	

ans lesquelles les élèves payent une rétribution, et le nombre de celles dans lesquelles l'enseignement est gratuit.

ÉCOLES DANS LESQUELLES L'ENSEIGNEMENT EST ENTIÈREMENT GRATUIT.												NOMBRE TOTAL des écoles où l'enseigne- ment est entièrement gratuit.	OBSERVATIONS.
ÉCOLES DE GARÇONS.								ÉCOLES DE FILLES					
publiques				privées				communales		privées			
élémentaires		supérieures		élémentaires		supérieures		dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses		
dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses						
940	449	27	3	26	121	4	6	109	840	31	276	2,922	

ÉTAT présentant le nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles primaires publiques et privées, élémentaires

NOMBRE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES publiques élémentaires de garçons,		NOMBRE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES publiques supérieures de garçons,		NOMBRE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES publiques de filles,		NOMBRE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES privées élémentaires de garçons,	
dirigées par un instituteur laïque.	dirigées par des instituteurs membres de congrégations religieuses.	dirigées par un instituteur laïque.	dirigées par des instituteurs membres de congrégations religieuses.	dirigées par une institutrice laïque.	dirigées par des institutrices membres de congrégations religieuses.	dirigées par un instituteur laïque.	dirigées par des instituteurs membres de congrégations religieuses.
1,699,586	157,431	15,092	356	230,213	304,747	230,383	42,552

TABLEAU N° 61.

*ÉTAT indiquant le nombre des écoles publiques et privées, élémentaires et supérieures, de garçons et de filles
entièrement*

ÉCOLES DANS LESQUELLES LES ÉLÈVES PAYENT UNE RÉTRIBUTION.												NOMBRE TOTAL des écoles où les élèves payent une rétribution.
ÉCOLES DE GARÇONS								ÉCOLES DE FILLES				
publiques				privées				communales		privées		
élémentaires		supérieures		élémentaires		supérieures		dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	
dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses					
32,806	370	290	5	7,282	154	59	9	3,833	2,958	6,728	2,422	56,916

supérieures, de garçons et de filles, classés selon la position personnelle des instituteurs et institutrices.

NOMBRE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES primaires supérieures privées destinées aux garçons,		NOMBRE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES primaires privées destinées aux filles,		NOMBRE TOTAL DES ÉLÈVES des écoles élémentaires et supérieures, publiques et privées,		OBSERVATIONS.
dirigées par un instituteur laïque.	dirigées par des instituteurs membres de congrégations religieuses.	dirigées par une institutrice laïque.	dirigées par des institutrices membres de congrégations religieuses.	dirigées par des instituteurs ou institutrices laïques.	dirigées par des instituteurs ou institutrices membres de congrégations religieuses.	
3,469	803	278,637	201,028	2,457,380	706,917	

ans lesquelles les élèves payent une rétribution, et le nombre de celles dans lesquelles l'enseignement est gratuit.

ÉCOLES DANS LESQUELLES L'ENSEIGNEMENT EST ENTIÈREMENT GRATUIT.												NOMBRE TOTAL des écoles où l'enseigne- ment est entièrement gratuit.	OBSERVATIONS.
ÉCOLES DE GARÇONS.								ÉCOLES DE FILLES					
publiques				privées				communales		privées			
élémentaires		supérieures		élémentaires		supérieures		dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses		
dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses	dirigées par des laïques.	dirigées par des membres de congré- gations religieuses						
40	449	27	3	26	121	4	6	100	840	31	276	2,922	

ÉTAT présentant le nombre des élèves qui payent la rétribution

NOMBRE DES ÉLÈVES QUI PAYENT LA RÉTRIBUTION DANS LES ÉCOLES						NOMBRE TOTAL DES ÉLÈVES qui payent la rétribution mensuelle dans les écoles		de garçons,		
publiques			privées			publiques.	privées.			
élémentaires de garçons.	supérieures de garçons.	élémentaires de filles.	élémentaires de garçons.	supérieures de garçons.	élémentaires de filles.			dans les communes de 1,000 âmes et au-dessous.	dans les villes de 1,000 à 6,000 âmes.	dans les vill de 6,000 à et au-dess
1,428,700	12,348	280,130	261,968	4,160	413,162	1,761,178	639,290	1 ^r 10 ^e	1 ^r 40 ^e	2 ^e

TABLEAU N° 63.

ÉTAT indiquant le nombre des élèves admis gratuitement dans les éco

NOMBRE DES ÉLÈVES ADMIS GRATUITEMENT DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES							
communales élémentaires de garçons,		communales supérieures de garçons,		communales de filles,		privées élémentaires de garçons,	
tenues par des laïques.	tenues par des membres de congrégations religieuses.	tenues par des laïques.	tenues par des membres de congrégations religieuses.	tenues par des laïques.	tenues par des religieuses.	tenues par des laïques.	tenues par des membr de congrégation religieuses.
312,487	115,830	2,878	222	60,529	154,361	16,071	34,896

mensuelle dans les écoles, et indiquant le taux de cette rétribution.

TAUX MOYEN, PAR ÉLÈVE ET PAR MOIS, LA RÉTRIBUTION MENSUELLE PAYÉE DANS LES ÉCOLES									OBSERVATIONS.
de filles,			privées						
			destinées aux garçons,			destinées aux filles,			
dans les communes de 1,000 âmes et au-dessous.	dans les villes de 1,000 à 6,000 âmes.	dans les villes de 6,000 âmes et au-dessus.	dans les communes de 1,000 âmes et au-dessous.	dans les villes de 1,000 à 6,000 âmes.	dans les villes de 6,000 âmes et au-dessus.	dans les communes de 1,000 âmes et au-dessous.	dans les villes de 1,000 âmes à 6,000 âmes.	dans les villes de 6,000 âmes et au-dessus.	
1' 15°	1' 70°	2' 50°	1' 70°	2'	2' 50°	1' 20°	2'	3' 25°	

communales et privées, élémentaires et supérieures, de garçons et de filles.

				TOTAL GÉNÉRAL DES ENFANTS admis gratuitement dans les écoles communales et priyées destinées aux garçons et aux filles.	OBSERVATIONS.
privées supérieures de garçons,		privées destinées aux filles,			
tenues par des laïques.	tenues par des membres de congrégations religieuses.	tenues par des laïques.	tenues par des religieuses.		
82	30	11,455	55,048	763,829	

ÉTAT indiquant les ressources des instituteurs et institutrices communaux laïques, et appartenant à des congrégations religieuses.

INSTITUTEURS.																	
COMMUNES AU-DESSOUS DE 1,000 ÂMES.						COMMUNES DE 1,000 À 6,000 ÂMES.						COMMUNES DE PLUS DE 6,000 ÂMES.					
Nombre des institu- teurs laïques.	Taux moyen		Nombre des institu- teurs apparte- nant à une congréga- tion religieuse.	Taux moyen		Nombre des institu- teurs laïques.	Taux moyen		Nombre des institu- teurs apparte- nant à une congréga- tion religieuse.	Taux moyen		Nombre des institu- teurs laïques.	Taux moyen		Nombre des institu- teurs apparte- nant à une congréga- tion religieuse.		
	du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.		du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.		du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.		du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.						
24,453	245	240	93	300	310	8,108	285	385	267	320	630	245	640	560	10	700	1,180

TABLEAU N° 65.

ÉTAT indiquant les ressources des instituteurs et institutrices communaux laïques, et appartenant à des congrégations religieuses.

INSTITUTEURS.											
COMMUNES AU-DESSOUS DE 1,000 ÂMES.				COMMUNES DE 1,000 À 6,000 ÂMES.				COMMUNES DE PLUS DE 6,000 ÂMES.			
Nombre des instituteurs laïques.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des instituteurs appartenant à une congréga- tion religieuse.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des instituteurs laïques.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des instituteurs appartenant à une congréga- tion religieuse.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des instituteurs laïques.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des instituteurs appartenant à une congréga- tion religieuse.	Taux moyen du traitement fixe.
347	500	14	335	278	810	151	700	315	1,155	284	710

congrégations religieuses, qui dirigent des écoles élémentaires non gratuites, selon l'importance des communes.

INSTITUTRICES.																	
COMMUNES AU-DESSOUS DE 1,000 ÂMES.						COMMUNES DE 1,000 À 6,000 ÂMES.						COMMUNES DE PLUS DE 6,000 ÂMES.					
Nombre des institu- trices laïques.	Taux moyen		Nombre des institu- trices apparte- nant à une congréga- tion religieuse.	Taux moyen		Nombre des institu- trices laïques.	Taux moyen		Nombre des institu- trices apparte- nant à une congréga- tion religieuse.	Taux moyen		Nombre des institu- trices laïques.	Taux moyen		Nombre des institu- trices apparte- nant à une congréga- tion religieuse.	Taux moyen	
	du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.		du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.		du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.		du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.		du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.		du traite- ment fixe.	du produit de la rétribu- tion men- suelle.
2,415	155	220	1,338	180	236	1,343	244	365	1,494	236	470	75	405	530	126	538	517

congrégations religieuses, qui dirigent des écoles publiques élémentaires gratuites, selon l'importance des communes.

INSTITUTRICES.											
COMMUNES AU-DESSOUS DE 1,000 ÂMES.				COMMUNES DE 1,000 À 6,000 ÂMES.				COMMUNES DE PLUS DE 6,000 ÂMES.			
Nombre des institutrices laïques.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des institutrices appartenant à une congrégation religieuse.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des institutrices laïques.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des institutrices appartenant à une congrégation religieuse.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des institutrices laïques.	Taux moyen du traitement fixe.	Nombre des institutrices appartenant à une congrégation religieuse.	Taux moyen du traitement fixe.
62	387	176	357	52	660	312	427	85	1,020	352	500

TABLEAU N° 66.

(132)

ÉTAT indiquant les ressources des instituteurs

NOMBRE DES INSTITUTEURS qui dirigent DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES COMMUNALES.	TAUX MOYEN	
	du TRAITEMENT FIXE.	du PRODUIT DE LA RÉTRIBUTION MENSUELLE.
325	938	957

TABLEAU N° 67.

ÉTAT récapitulatif indiquant les ressources des instituteurs et institutrices communaux, laïques

INSTITUTEURS.					
NOMBRE des instituteurs communaux laïques qui dirigent des écoles primaires non gratuites.	TAUX MOYEN		NOMBRE des instituteurs appartenant à des congrégations religieuses qui dirigent des écoles communales non gratuites.	TAUX MOYEN	
	du traitement.	du produit de la rétribution mensuelle.		du traitement.	du produit de la rétribution mensuelle.
32,806	390	395	370	430	730

dirigent des écoles primaires supérieures communales.

OBSERVATIONS.

appartenant à des congrégations religieuses, qui dirigent des écoles élémentaires non gratuites.

INSTITUTRICES.					
NOMBRE des institutrices communales laïques qui dirigent des écoles primaires non gratuites.	TAUX MOYEN		NOMBRE des institutrices appartenant à des congrégations religieuses qui dirigent des écoles communales non gratuites.	TAUX MOYEN	
	du traitement.	du produit de la rétribution mensuelle.		du traitement.	du produit de la rétribution mensuelle.
3,833	260 ^f	372 ^f	2,958	318 ^f	407 ^f

ÉTAT RÉCAPITULATIF indiquant les ressources des instituteurs et institutrices communaux laïques

INSTITUTEURS.			
NOMBRE des instituteurs laïques qui dirigent des écoles communales gratuites.	TAUX MOYEN du traitement fixe.	NOMBRE des instituteurs appartenant à une congrégation religieuse qui dirigent des écoles communales gratuites.	TAUX MOYEN du traitement fixe.
940	821 ^f	449	581 ^f

appartenant à des congrégations religieuses qui dirigent des écoles publiques élémentaires gratuites.

INSTITUTRICES.			
NOMBRE des institutrices laïques qui dirigent des écoles communales gratuites.	TAUX MOYEN du traitement fixe.	NOMBRE des institutrices appartenant à des congrégations religieuses qui dirigent des écoles communales gratuites.	TAUX MOYEN du traitement fixe.
129	689 ^c	840	428 ^c

IV^m PARTIE.

Classes d'adultes. — Écoles d'apprentis. — Ouvroirs. — Salle d'asile. — Écoles normales primaires. — Conférences. — Commissions d'examen. — Comités. — Inspecteurs.

ÉTAT présentant le nombre des classes d'adultes, ouvroirs, écoles d'apprentis

NOMBRE DES CLASSES D'ADULTES.	NOMBRE DES OUVROIRS.	NOMBRE DES ÉCOLES D'APPRENTIS.	NOMBRE DES SALLES D'ASILE	
			PUBLIQUES.	PRIVÉES.
6,434	160	36	685	804
			1,489	

TABLEAU N° 70.

ÉTAT présentant

NOMBRE des COMMUNES dans lesquelles il existe des classes d'adultes.	NOMBRE des CLASSES D'ADULTES destinées aux		NOMBRE DES PERSONNES qui les fréquentent.		NOMBRE DE CES CLASSES DIRIGÉES PAR DES				NOM DANS LESQUELLES L'ENSEIGNEMENT PAÏEN			
	hommes.	femmes.	Hommes.	Femmes.	instituteurs		institutrices		Instruction morale et religieuse.	Lecture.	Écriture.	Arith- métique
					publics appartenant à une congrégation religieuse.	privés appartenant à une congrégation religieuse.	publics appartenant à une congrégation religieuse.	privés appartenant à une congrégation religieuse.				
6,043	6,266	168	90,451	4,613	102	23	34	17	3,331	5,035	4,483	4,483

salles d'asile, ainsi que celui des élèves admis dans ces établissements.

NOMBRE DES ÉLÈVES				OBSERVATIONS.
DES CLASSES D'ADULTES.	DES OUVERTS.	DES ÉCOLES D'APPRENTIS.	DES SALLES D'ASILE.	
95,064	5,908	1,268	96,192	
108,432				

ation des classes d'adultes.

CES CLASSES			SITUATION PERSONNELLE DES INSTITUTEURS				RESSOURCES				OBSERVATIONS.
RÉSULTATS SATISFAISANTS.			OU INSTITUTRICES QUI DIRIGENT CES CLASSES.				DE CES ÉTABLISSEMENTS.				
système égal des poids et mesures.	Dessin linéaire.	Musique vocale.	Instituteurs		Institutrices.		Sommes fournies			Taux moyen de la rétribution mensuelle payée par les élèves.	
			laïques.	membres de con- grégations religieuses.	laïques.	membres de con- grégations religieuses.	par les com- munes.	par les départe- ments.	par l'État.		
857	291	107	6,140	125	118	51	136,836 ^f	38,350 ^f	26,700 ^f	0 ^f 76 ^s	
							193,886 ^f				

TABLEAU N° 71.

(140)

ÉTAT présentant la situation des ouvriers

NOMBRE DES COMMUNES dans lesquelles il existe des		NOMBRE DE CES ÉTABLISSEMENTS qui sont soutenus par des subventions municipales ou départementales.		NOMBRE des OUVRIERS privés.	NOMBRE DES ÉLÈVES admis dans les		NOMBRE DE CES ÉTABLISSEMENTS dans lesquels l'enseignement comprend, outre quelques métiers, toutes les matières d'enseignement primaire déterminées par la loi, et qui présentent des résultats			
ouvriers.	écoles d'apprentis.	Ouvriers.	Écoles d'apprentis.		ouvriers.	écoles d'apprentis.	satisfaisants.		médiocres.	
							Ouvriers.	Écoles d'apprentis.	Ouvriers	Écoles d'apprentis
115	17	42	36	103	5,908	1,268	102	17	39	,

TABLEAU N° 72.

ÉTAT présentant la situation des communes sous le rappo

NOMBRE DES COMMUNES pourvues d'une salle d'asile		NOMBRE DES COMMUNES pourvues de plusieurs salles d'asile		NOMBRE des COMMUNES propriétaires du local où sont établies leurs salles d'asile.	NOMBRE DES COMMUNES qui se sont rendues propriétaires de leurs salles d'asile			DES FRAIS		
publique.	privée.	publiques.	privées.		avec leurs propres ressources	à l'aide des fonds du dépar- tement.	à l'aide des secours de l'État.	Revenu ordinaire.	Vente de propriétés ou de rentes.	Impôts extra- ordinaires
467	283	131	92	273	131	70	225	389,639'	9,365'	66,46'

des écoles dites d'apprentis.

SITUATION PERSONNELLE des INSTITUTEURS OU INSTITUTRICES préposés à la direction de ces établissements.				RESSOURCES DE CES ÉTABLISSEMENTS.						OBSERVATIONS.
Laiques.		Membres de congrégations religieuses.		LOCAL gratuit.	SOMMES fournies par les communes.	SOMMES fournies par les départe- ments.	SECOURS accordés par l'État.	RÉTRIBUTION payée par les élèves.	PRODUIT des objets confectionnés par les élèves.	
Ouvroirs.	Écoles d'apprentis.	Ouvroirs.	Écoles d'apprentis.							
37	27	123	9	114	24,140 ^f	4,500 ^f	8,500 ^f	7,020 ^f	131,755 ^f	

l'établissement des salles d'asile publiques et privées.

MONTANT DE L'ACQUISITION OU DE CONSTRUCTION des salles d'asile.				NOMBRE des COMMUNES qui sont disposées à achever ou à faire construire des salles d'asile.	MONTANT des FRAIS d'acquisition, d'appropriation ou de construction.	MONTANT DES SECOURS demandés par les communes		OBSERVATIONS.
Secours donnés par l'État.	Secours donnés par le département.	Dons ou souscriptions volontaires.	TOTAL.			aux départements.	à l'État.	
1,650 ^f	184,145 ^f	242,814 ^f	2,047,082 ^f	184	963,465 ^f	71,110 ^f	277,787 ^f	

TABLEAU N° 73.

(142)

État présentant le nombre et la situation, sous le rapport

NOMBRE DES SALLES D'ASILE		NOMBRE DES SALLES D'ASILE disposées conformément aux règlements, et dans lesquelles il y a un préau d'hiver et un préau d'été.		NOMBRE DES SALLES D'ASILE qui laissent à désirer sous le rapport du local.		NOMBRE DES SALLES D'ASILE annexées à des écoles publiques	
publiques.	privées.	Publiques.	Privées.	Publiques.	Privées.	de filles.	de garçons.
685	804	410	82	275	722	134	50

TABLEAU N° 74.

État présentant la situation des salles d'asile publiques et privées, en ce

NOMBRE DES SALLES D'ASILE						NOMBRE DES SALLES D'ASILE DIRIGÉES PAR					
BONNES quant à la tenue et à la discipline.		MÉDIOCRES quant à la tenue et à la discipline.		MAL DIRIGÉES.		des hommes.		des femmes			
								laïques.		religieuses.	
Publiques.	Privées.	Publiques.	Privées.	Publiques.	Privées.	Asiles publics.	Asiles privés.	Asiles publics.	Asiles privés.	Asiles publics.	Asiles privés.
507	197	143	281	35	326	62	21	426	716	197	67

sal et du mobilier, des salles d'asile publiques et privées.

NOMBRE DES SALLES D'ASILE où sont réunis d'autres services publics.	NOMBRE DES SALLES D'ASILE dans lesquelles le directeur ou la directrice ont un logement convenable.	NOMBRE DES SALLES D'ASILE dont le mobilier est complet et disposé conformément aux règlements.		NOMBRE DES SALLES D'ASILE pour lesquelles les conseils municipaux sont disposés à faire les dépenses d'ameublement ou de réparations.	OBSERVATIONS.
		Publiques.	Privées.		
66	737	427	73	123	

concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats qu'elles présentent.

NOMBRE DES SALLES D'ASILE DANS LESQUELLES				NOMBRE DES SALLES D'ASILE dirigées par des personnes pourvues de brevets délivrés par les commissions d'examen.			OBSERVATIONS.
les exercices corporels et les jeux sont choisis avec discernement et destinés à améliorer la constitution des enfants.	les enfants reçoivent avec succès la première instruction morale et religieuse, et apprennent leurs devoirs envers Dieu, leurs parents, leurs supérieurs et leurs camarades.	les enfants reçoivent avec succès des notions de lecture, d'écriture et de calcul verbal.	les enfants sont avec succès quelques travaux d'aiguille et de petits ouvrages de main.	Hommes.	Femmes		
					laïques.	religieuses.	
461	991	600	399	57	272	56	

TABLEAU N° 75.

(144)

ÉTAT présentant le nombre des enfants qui ont fréquenté les salles d'asile, et indiquant le nombre élèves

NOMBRE TOTAL DES ENFANTS, garçons et filles, qui ont fréquenté les salles d'asile publiques et privées.		NOMBRE DES ENFANTS qui ONT FRÉQUENTÉ LES SALLES D'ASILE								NOMBRE DES ENFANTS QUI ONT FRÉQUENTÉ LES SALLES D'ASILE PUBLIQUES			
		publiques.				privées.				Publiques.			
		Garçons.		Filles.		Garçons.		Filles.		Garçons.		Filles.	
		En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.
96,192	95,010	37,149	26,322	35,262	35,040	11,322	11,213	12,459	12,435	58	57	55	54

TABLEAU N° 76.

ÉTAT présentant le nombre des surveillants et surveillantes des salles d'asile

NOMBRE DES SURVEILLANTS ET SURVEILLANTES DES SALLES D'ASILE COMMUNALES.														
MARIÉS.		VEUFS.		CÉLIBATAIRES.		MEMBRES d'une congrégation religieuse.		CATHOLIQUES.		PROTESTANTS.		ISRAÉLITES.		NOMBRE TOTAL des surveillants et surveillantes des salles d'asile communales.
Sur- veillants.	Sur- veillantes	Sur- veillants.	Sur- veillantes	Sur- veillants.	Sur- veillantes	Sur- veillants.	Sur- veillantes	Sur- veillants.	Sur- veillantes	Sur- veillants.	Sur- veillantes	Sur- veillants.	Sur- veillantes	
45	166	3	68	2	192	12	197	57	595	5	27	"	1	685

veux de ces enfants qui y sont admis gratuitement, ainsi que le montant de la rétribution payée par les gratuits.

D'ENFANTS, NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS.				NOMBRE DES ENFANTS admis gratuitement dans les salles d'asile		NOMBRE DES ENFANTS qui payent une rétribution mensuelle dans les salles d'asile		TAUX MOYEN de la RÉTRIBUTION mensuelle payée par les enfants dans les salles d'asile		OBSERVATIONS.
Privées.				publiques.	privées.	publiques.	privées.	publiques.	privées.	
Garçons.		Filles.								
En été.	En hiver.	En été.	En hiver.							
23	24	25	25	64,678	5,588	7,733	18,193	0 ^e 75 ^e	1 ^e 13 ^e	
				70,266		25,926				

communales et privées, et indiquant leur situation personnelle.

NOMBRE DES SURVEILLANTS ET SURVEILLANTES DES SALLES D'ASILE PRIVÉES.															TOTAL GÉNÉRAL des surveillants et surveillantes des salles d'asile communales et privées.
MARIÉS.		VEUFS.		CÉLIBATAIRES.		MEMBRES d'une congrégation religieuse.		CATHOLIQUES.		PROTESTANTS.		ISRAËLITES.		NOMBRE total des surveillants et surveillantes des salles d'asile privées.	
Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.		
14	252	2	163	4	301	1	67	18	763	3	17	"	3	804	1,489

ÉTAT présentant la situation des surveillants et surveillantes des salles d'asile communales

NOMBRE DES SURVEILLANTS ET SURVEILLANTES DES SALLES D'ASILE COMMUNALES.											
LAÏQUES								APPARTENANT À UNE CONGRÉGATION RELIGIEUSE			
pourvus d'un brevet d'aptitude.		qui connaissent et pratiquent les bonnes méthodes.		dont la conduite ne laisse rien à désirer.		dont la conduite n'est pas irréprochable.		pourvus d'un brevet d'aptitude.	qui connaissent et pratiquent les bonnes méthodes.	dont la conduite ne laisse rien à désirer.	dont la conduite n'est pas irréprochable.
Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veill nts.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Surveillantes.	Surveillantes.	Surveillantes.	Surveillantes.
33	219	37	266	61	421	1	5	66	156	191	6

TABLEAU N° 78.

ÉTAT indiquant les ressources des surveillants et des surveillantes

NOMBRE DES SURVEILLANTS.	NOMBRE DES SURVEILLANTES.	TAUX MOYEN DU TRAITEMENT	
		des surveillants.	des surveillantes.
41	665	325	335

et privées, sous le rapport de la conduite, de la capacité, et du brevet dont ils sont pourvus.

NOMBRE DES SURVEILLANTS ET SURVEILLANTES DES SALLES D'ASILES PRIVÉES.												OBSERVATIONS.
LAÏQUES								APPARTENANT À UNE CONGRÉGATION RELIGIEUSE				
pourvus d'un brevet d'aptitude.		qui connaissent et pratiquent les bonnes méthodes.		dont la conduite ne laisse rien à désirer.		dont la conduite n'est pas irréprochable.		pourvus d'un brevet d'aptitude.	qui connaissent et pratiquent les bonnes méthodes.	dont la conduite ne laisse rien à désirer.	dont la conduite n'est pas irréprochable.	
Sur- veillants.	Sur- veillantes	Sur- veillants.	Sur- veillantes	Sur- veillants.	Sur- veillantes	Sur- veillants.	Sur- veillantes	Surveillantes.	Surveillantes.	Surveillantes.	Surveillantes.	
10	132	12	154	18	706	2	11	13	35	65	2	

les salles d'asile communales et privées non gratuites.

TAUX MOYEN DU PRODUIT de la rétribution mensuelle pour les surveillants et les surveillantes.	OBSERVATIONS.
170	

TABLEAU N° 79.

(148)

ÉTAT indiquant les ressources des surveillants et de

NOMBRE des SURVEILLANTS.	NOMBRE des SURVEILLANTES.	TAUX MOYEN DU TRAITEMENT	
		des surveillants.	des surveillantes.
42	741	700	553

TABLEAU N° 80.

ÉTAT présentant le nombre des écoles normales et des écoles modèles d'instituteurs et d'institutrices, ain

NOMBRE DES ÉCOLES NORMALES et des écoles modèles d'instituteurs.	NOMBRE DES ÉCOLES NORMALES d'institutrices.	NOMBRE DES ÉLÈVES des écoles normales et des écoles modèles d'instituteurs.	NOMBRE DES ÉLÈVES des écoles normales d'institutrices.
78	16	3,012	283

veillantes des salles d'asile communales gratuites.

OBSERVATIONS.

celui des élèves de ces établissements, et le nombre des comités supérieurs d'instruction primaire.

<p>NOMBRE DES COMITÉS SUPÉRIEURS d'instruction primaire.</p>	<p>OBSERVATIONS.</p>
<p>433</p>	

ÉTAT indiquant les ressources et des écoles modèl

NOMBRE des SURVEILLANTS.	NOMBRE des SURVEILLANTES.	des communes.			TOTAL.	PRIX de la PENSION ou de la bourse des élèves.	TAUX de LA SOMME que coûte annuel- lement chaque élève, en comptant les frais de - nourriture et d'ins- truction.	MONTANT DES TRAITEMENTS du directeur et des maîtres adjoints.		NOMBRE des maître ad- join
		des communes.	des familles.	des communes.				Directeurs.	Maîtres adjoints.	
42		108,099 ^f	1,177,981 ^f	23,435 ^f	292,952 ^f	1,662,467 ^f	365 ^f	585 ^f	172,270 ^f	309,730 ^f

TABLEAU F

ÉT

TABLEAU N° 82.

Dont 3 écoles modèles spécialement destinées à former des instituteurs protestants.

ÉTAT présentant la situation des écoles normales primai

NOMBRE des écoles normales et des écoles d'élèves.		NOMBRE DES CANDIDATS QUI SE SONT PRÉSENTÉS POUR ENTRER DANS CES ÉCOLES, et qui ont été						NOMBRE DES ÉLÈVES						NOMBRE DES ÉLÈVES					
		admis après examen.			refusés après examen.			PENSION- NAIRES libres.	EXTÉRIEUS libres.	BOURSIERS			TOTAL.	LA CONDUITE			L'APPLICATION		
		en 1841.	en 1842.	en 1843.	en 1841.	en 1842.	en 1843.			de l'État.	du départe- ment.	des com- munes.		est très- bonne.	est bonne.	est passable.	est très- bonne.	est bonne.	est suffi- sante.
78		1,318	1,270	1,357	1,131	1,159	1,369	389	44	249	2,244	86	3,012	1,727	1,035	250	1,636	958	4

teurs, sous le rapport du local, de l'organisation et de l'enseignement.

INDICATION DES COURS D'ÉTUDES, ET NOMBRE D'HEURES QUI Y SONT CONSACRÉES PAR SEMAINE.

ÉCRITURE.			ÉTUDE de la langue française.			ÉLÉMENTS de l'histoire et de la géographie.			ARITH-MÉTIQUE.			NOTIONS de la sphère.			NOTIONS de géométrie pratique.			NOTIONS de physique et d'histoire naturelle.			NOTIONS de mécanique.			NOTIONS d'arpentage.			DESSIN linéaire.			MÉTHODES d'enseignement et principes d'éducation.			MUSIQUE vocale et plain-chant.			RÉDACTION des actes de l'état civil.			DRESSAGE et taille des arbres.				
1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.			1 ^{re} année. 2 ^e année. 3 ^e année.							
2 1/2	2 1/2	3 1/2	3	2	4 1/2	4 1/2	4	6	5 1/2	4 1/2	3 1/2	4 1/2	3 1/2	5	3 1/2	3	2	2 1/2	2	4	3 1/2	3 1/2	2 1/2	2 1/2	3 1/2	2	2 1/2	3	3 1/2	4	4 1/2	1 1/2	1 1/2	2 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2

le rapport du nombre, de l'aptitude, de la conduite et des progrès des élèves.

ÉLÈVES						NOMBRE DES ÉLÈVES EXCLUS des écoles normales primaires pendant les trois dernières années			NOMBRE DES ÉLÈVES SORTIS depuis les derniers mois de 1841 des écoles normales, qui ont obtenu le brevet de capacité pour l'instruction primaire			NOMBRE DES ÉLÈVES PLACÉS depuis les derniers mois de 1841 comme instituteurs primaires			OBSERVATIONS.
L'APTITUDE			LES PROGRÈS			pour mauvaise conduite.	pour incapa- cité.	pour faute contre la discipline.	élé- mentaire.	su- périeure.	TOTAL.	commu- naux.	privés.	TOTAL.	
est grande.	est suffisante.		sont remar- quables.	sont satisfai- sants.	sont mé- diocres.										
1,019	1,499		720	1,536	756	37	212	33	2,085	329	2,414	2,015	83	2,098	

TABLEAU N° 83.

(152)

ÉTAT présentant la situation des écoles normales primaires

NOMBRE des ÉCOLES normales d'institu- trices.	LES BATIMENTS sont UNE PROPRIÉTÉ				ORGANISATION des ÉCOLES normales		LES ÉCOLES NORMALES sont dirigées par		INDICATION DE L'ÉTAT DES BÂTIMENTS affectés aux écoles normales.					MONTANT DES DÉPENSES ORDINAIRES À LA CHARGE				
	de l'État.	du départe- ment.	de la com- mune.	parti- culière.	en inter- nat.	en exter- nat.	des dames reli- gieuses.	des dames laïques.	Assez grands.	Bien distri- bués.	En bon état.	Trop petits ou mal distri- bués.	En mauvais état.	de l'État.	du départe- ment.	des com- munes.	des familles	TOT.
16	"	2	1	13	15	1	8	8	14	12	16	2	"	11,430	60,459	"	13,558	854

TABLEAU N° 84.

ÉTAT présentant le nombre et la situation des élèves des écoles normales primaires

NOMBRE des ÉCOLES normales et des écoles modèles d'institu- trices.	NOMBRE DES ASPIRANTES QUI SE SONT PRÉSENTÉES et qui ont été						NOMBRE DES ÉLÈVES						NOMB					
	admisses après examen			refusées après examen			pension- naires libres.	ex- ternes libres.	boursières			TOTAL.	la conduite est			l'application est		
									de	du	des		très- bonne.	bonne.	pas- sable.	très- bonne.	bonne.	si fin
	en 1841.	en 1842.	en 1843.	en 1841.	en 1842.	en 1843.			l'État.	départe- ment.	com- munes.							
16	94	106	176	16	35	49	28	48	33	174	283	203	71	9	149	105	1	

cal et du mobilier, des salles d'asile publiques et privées.

NOMBRE DES SALLES D'ASILE où sont réunis d'autres services publics.	NOMBRE DES SALLES D'ASILE dans lesquelles le directeur ou la directrice ont un logement convenable.	NOMBRE DES SALLES D'ASILE dont le mobilier est complet et disposé conformément aux règlements.		NOMBRE DES SALLES D'ASILE pour lesquelles les conseils municipaux sont disposés à faire les dépenses d'ameublement ou de réparations.	OBSERVATIONS.
		Publiques.	Privées.		
66	737	427	73	123	

concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats qu'elles présentent.

NOMBRE DES SALLES D'ASILE DANS LESQUELLES				NOMBRE DES SALLES D'ASILE dirigées par des personnes pourvues de brevets délivrés par les commissions d'examen.			OBSERVATIONS.
les exercices corporels et les jeux sont choisis avec discernement et destinés à améliorer la constitution des enfants.	les enfants reçoivent avec succès la première instruction morale et religieuse, et apprennent leurs devoirs envers Dieu, leurs parents. leurs supérieurs et leurs camarades.	les enfants reçoivent avec succès des notions de lecture, d'écriture et de calcul verbal.	les enfants sont avec succès quelques travaux d'aiguille et de petits ouvrages de main.	Hommes.	Femmes		
					laïques.	religieuses.	
461	991	600	399	57	272	56	

ÉTAT indiquant la situation des cours de perfectionnement établis dans les écoles normales

NOMBRE DES ÉCOLES normales primaires où des cours de perfectionnement sont établis pour les instituteurs en exercice.	DURÉE DES COURS de perfectionnement.	ORGANISATION DE CES COURS		SOMMES VOTÉES aux budgets des écoles normales primaires pour les dépenses de ces cours.	TAUX MOYEN des indemnités allouées par jour à chaque instituteur pour frais de déplacement.	MONTANT des INDEMNITÉS allouées aux maîtres adjoints pour ces cours accessoirs.	NOMBRE DES INSTITUTEURS qui ont suivi les cours de perfectionnement des écoles normales primaires		
		en internat.	en externat.				en 1841.	en 1842.	en 1843.
63	1 mois 6 jours.	26	37	91,517'	1'	15,918'	1,263	1,180	1,147

TABLEAU N° 86.

ÉTAT indiquant le nombre des places d'instituteurs publics annuellement disponibles, et le nombre de

NOMBRE DES PLACES D'INSTITUTEURS PUBLICS auxquelles il y a lieu de pourvoir annuellement					NOMBRE DES CANDIDATS QUI SE SONT PRÉSENTÉS À L'EXAMEN						NOMBRE DES CANDIDATS QUI ONT OBTENU DES BREVETS					
par suite de décès.	par suite de démissions.	par suite de révocations.	par suite de création d'écoles nouvelles.	TOTAL.	pour le brevet supérieur.			pour le brevet élémentaire.			du degré supérieur.			du degré élémentaire.		
					En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.
419	866	151	482	1,888	418	415	436	3,418	3,427	3,407	208	201	153	1,486	1,506	1,526

NOMBRE DES ENFANTS admis gratuitement dans les salles d'asile				NOMBRE DES ENFANTS qui payent une rétribution mensuelle dans les salles d'asile				TAUX MOYEN de la RÉTRIBUTION mensuelle payée par les enfants dans les salles d'asile		OBSERVATIONS.		
Publics.		Privés.		Publics.		Privés.		Publics.			Privés.	
En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.	En été.	En hiver.		En été.	En hiver.
23	24	25	25	64,678	5,588	7,733	18,193	0 ^f 75 ^c	1 ^f 13 ^c			
				70,266		25,926						

NOMBRE DES SURVEILLANTS ET SURVEILLANTES DES SALLES D'ASILE PRIVÉES.															TOTAL GÉNÉRAL des surveillants et surveillantes des salles d'asile communales et privées.
MARIÉS.		VEUFS.		CÉLIBATAIRES.		MEMBRES d'une congrégation religieuse.		CATHOLIQUES.		PROTESTANTS.		ISRAÉLITES.		NOMBRE total des surveillants et surveillantes des salles d'asile privées.	
Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.	Sur- veillants.	Sur- veillantes.		
14	252	2	163	4	301	1	67	18	763	3	17	"	3	804	1,489

TABLEAU N° 87.

(156)

ÉTAT indiquant le nombre de places d'institutrices communales annuellement disponibles, et le nombre

NOMBRE DES PLACES D'INSTITUTRICES PUBLIQUES auxquelles IL Y A LIEU DE POURVOIR ANNUELLEMENT					NOMBRE DES ASPIRANTES qui SE SONT PRÉSENTÉES À L'EXAMEN						NOMBRE DES ASPIRANTES qui ONT OBTENU DES BREVETS					
par suite de décès.	par suite de démissi- ons.	par suite de révoca- tions.	par suite de création d'écoles nouvelles.	TOTAL.	pour le brevet supérieur.			pour le brevet élémentaire.			du degré supérieur.			du degré élémentaire.		
					En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.
140	139	3	503	787	125	159	185	1,495	1,533	1,551	77	96	98	717	752	759

TABLEAU N° 88.

ÉTAT présentant la situation des commissions

NOMBRE DES COMMISSIONS d'examen.	NOMBRE DES MEMBRES des commissions d'examen.	NOMBRE DES COMMISSIONS D'EXAMEN qui ont été présidées par un inspecteur d'académie.			NOMBRE DES SESSIONS.
		En 1841.	En 1842.	En 1843.	
88	950	86	83	85	481

les personnes qui se sont présentées à l'examen pour obtenir un brevet de capacité, depuis la fin de 1840.

NOMBRE DES ASPIRANTES qui ONT ÉTÉ REFUSÉES APRÈS EXAMEN						NOMBRE DES ASPIRANTES qui ONT SUBI LEUR EXAMEN									OBSERVATIONS.
pour le brevet supérieur.			pour le brevet élémentaire.			avec distinction.			d'une manière satisfaisante.			médiocrement.			
En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.	En 1841.	En 1842.	En 1843.	
48	63	87	778	781	792	148	151	170	339	366	355	307	331	332	

examen d'instruction primaire.

NOMBRE DES SÉANCES consacrées aux examens		NOMBRE des HEURES consacrées à chaque séance.	DURÉE MOYENNE de l'examen de chaque candidat.	OBSERVATIONS.
des instituteurs.	des institutrices.			
1,711	954	5	1 h. 1/2	

TABLEAU N° 89.

(158)

ÉTAT présentant la situation des comités supérieurs

NOMBRE des		NOMBRE DES COMITÉS supérieurs.	NOMBRE DES COMITÉS supérieurs qui se réunissent régulièrement une fois par mois, conformément à l'article 20 de la loi du 28 juin 1833	NOMBRE DES COMITÉS supérieurs qui ne se réunissent pas régulièrement tous les mois.	NOMBRE DES SÉANCES CONSACRÉES par les comités supérieurs à l'expédition des affaires,			NOMBRE DES DÉLIBÉRATIONS prises PAR LES COMITÉS SUPÉRIEURS.		
ARRONDISSE- MENTS.	CANTONS.				en 1841.	en 1842.	en 1843.	en 1841.	en 1842.	en 1843.
363	2,797	433	257	176	4,065	3,845	3,985	18,011	16,436	17,842

TABLEAU N° 90.

ÉTAT présentant la situation du service

NOMBRE des		CLASSE À PART pour le département de la Seine.	INSPECTEURS.			SOUS-INSPECTEURS.		NOMBRE des ÉCOLES INSPECTÉES		
INSPECTEURS.	SOUS- INSPECTEURS.		1 ^{re} CLASSE à 2,000 francs de traitement.	2 ^e CLASSE à 1,800 francs de traitement.	3 ^e CLASSE à 1,600 francs de traitement.	1 ^{re} CLASSE à 1,400 francs de traitement.	2 ^e CLASSE à 1,200 francs de traitement.	en 1841.	en 1842.	en 1843.
87	114	2 inspecteurs à 3,000 fr. 1 inspecteur-adjoint à 2,600 fr. 1 sous-inspecteur à 1,600 fr.	20	29	36	35	77	42,357	45,526	50,996

l'instruction primaire et des comités locaux.

NOMBRE DES DÉLÉGUÉS pris hors de leur sein par les comités et chargés de l'inspection des écoles.	MONTANT des DÉPENSES des comités supérieurs.	NOMBRE DES ÉCOLES inspectées par les délégués des comités.	NOMBRE DES COMITÉS locaux de surveillance.	NOMBRE DES COMITÉS LOCAUX qui se réunissent		NOMBRE DES COMITÉS qui dressent l'état prescrit par l'article 21 de la loi du 28 juin 1833, des enfants qui ne reçoivent l'instruction primaire ni à domicile ni dans les écoles prim ^{res}	OBSERVATIONS.
				au moins tous les trois mois.	très- rarement.		
2,364	90,450	8,836	31,369	3,286	25,025	428	

l'inspection de l'instruction primaire.

NOMBRE des COMMUNES VISITÉES			DISTANCES PARCOURUES par LES INSPECTEURS et sous-inspecteurs			MONTANT DES INDEMNITÉS ALLOUÉES pour frais de tournées aux inspecteurs et sous-inspecteurs			OBSERVATIONS.
en 1841.	en 1842.	en 1843.	en 1841.	en 1842.	en 1843.	en 1841.	en 1842.	en 1843.	
26,306	28,202	30,001	199,633	252,944	219,087	140,597	151,115	145,267	

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
RAPPORT AU ROI.	1

PREMIÈRE PARTIE.

TABLEAU N° 1. — Nombre des communes pourvues ou dépourvues d'une école primaire élémentaire.	62
TABLEAU N° 2. — Nombre des écoles publiques et privées destinées aux garçons et aux filles.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 3. — Situation des communes isolées ou réunies pourvues d'écoles primaires élémentaires communales destinées aux garçons ou recevant les deux sexes.	64
TABLEAU N° 4. — Nombre des communes pourvues d'écoles primaires supérieures communales.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 5. — Situation des communes, isolées ou réunies, pourvues d'écoles élémentaires communales de filles.	66
TABLEAU N° 6. — Situation des communes sous le rapport de l'établissement des écoles élémentaires privées destinées aux garçons ou aux deux sexes.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 7. — Situation des communes sous le rapport de l'établissement des écoles primaires supérieures privées.	68
TABLEAU N° 8. — Situation des communes sous le rapport de l'établissement des écoles privées destinées aux filles.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 9. — Situation des communes dépourvues d'une école communale de garçons, et non réunies à d'autres communes pour l'entretien d'une école de garçons.	70
TABLEAU N° 10. — Situation des communes qui doivent entretenir une école primaire supérieure et qui en sont dépourvues.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 11. — Situation des communes dépourvues d'écoles élémentaires communales de filles, et non réunies à d'autres communes pour l'entretien d'une école de filles.	72
TABLEAU N° 12. — Situation des communes comme propriétaires de maisons d'école.	<i>Ibid.</i>

	Pages.
TABLEAU n° 13. — Ressources à l'aide desquelles les communes sont devenues propriétaires de maisons d'école depuis la loi du 28 juin 1833.	74
TABLEAU n° 14. — Situation des communes qui ne sont pas propriétaires de leurs maisons d'école.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 15. — Situation des communes qui sont en instance pour acheter ou faire construire des maisons d'école.	76
TABLEAU n° 16. — Nombre et situation, sous le rapport du local, des maisons d'écoles publiques élémentaires de garçons ou communes aux deux sexes dont les communes sont propriétaires. ...	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 17. — Nombre et situation, sous le rapport du local, des maisons d'écoles publiques de filles dont les communes sont propriétaires.	78
TABLEAU n° 18. — Nombre et situation, sous le rapport du local, des maisons d'écoles primaires supérieures publiques dont les communes sont propriétaires.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 19. — Nombre et situation, sous le rapport du local, des maisons d'écoles primaires élémentaires publiques de garçons dont les communes ne sont pas propriétaires.	80
TABLEAU n° 20. — Nombre et situation, sous le rapport du local, des maisons d'écoles primaires supérieures publiques dont les communes ne sont pas propriétaires.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 21. — Nombre et situation, sous le rapport du local, des maisons d'écoles publiques de filles dont les communes ne sont pas propriétaires.	82
TABLEAU n° 22. — Situation, sous le rapport du mobilier des classes, des écoles primaires élémentaires publiques de garçons ou communes aux deux sexes.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 23. — Situation, sous le rapport du mobilier des classes, des écoles primaires supérieures publiques.	84
TABLEAU n° 24. — Situation, sous le rapport du mobilier des classes, des écoles primaires publiques de filles.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 25. — Situation des écoles primaires élémentaires et supérieures privées, destinées aux garçons et aux filles, sous le rapport du local et du mobilier.	86

II^e PARTIE.

	Pages.
TABLEAU N° 26. — Nombre des instituteurs qui dirigent des écoles primaires élémentaires communales et privées, divisés en laïques et membres de congrégations religieuses, pourvus d'anciens ou de nouveaux brevets de capacité.....	90
TABLEAU N° 27. — Nombre des institutrices qui dirigent des écoles primaires élémentaires communales et privées, divisées en laïques et membres de congrégations religieuses, pourvues d'anciens ou de nouveaux brevets de capacité.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 28. — Nombre des instituteurs et institutrices, sous-maîtres et sous-maîtresses, communaux et privés, laïques ou membres de congrégations religieuses, mariés, veufs ou célibataires..	92
TABLEAU N° 29. — Situation personnelle des instituteurs et institutrices, sous-maîtres et sous-maîtresses publics et privés, sous le rapport du culte auquel ils appartiennent.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 30. — Situation des écoles publiques et privées, élémentaires et supérieures de garçons et de filles, sous le rapport des cultes.	94
TABLEAU N° 31. — Situation des écoles élémentaires publiques de garçons et de filles, sous le rapport du mode d'enseignement qui y est usité.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 32. — Situation des écoles primaires privées destinées aux garçons et aux filles, sous le rapport du mode d'enseignement qui y est usité.....	96
TABLEAU N° 33. — Situation des écoles primaires publiques et privées destinées aux garçons et aux filles, sous le rapport des livres dont il y est fait usage.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 34. — Situation, sous le rapport des livres dont il y est fait usage, des écoles primaires publiques et privées, destinées aux garçons et aux filles, classées selon la position personnelle des instituteurs et institutrices.....	98
TABLEAU N° 35. — Situation des écoles primaires élémentaires publiques de garçons ou communes aux deux sexes, en ce qui concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU N° 36. — Situation des écoles primaires supérieures publiques, en ce qui concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.....	100

	Pages.
TABLEAU n° 37. — Situation des écoles publiques de filles, en ce qui concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.....	100
TABLEAU n° 38. — Situation des écoles élémentaires privées destinées aux garçons ou communes aux deux sexes, en ce qui concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.....	102
TABLEAU n° 39. — Situation des écoles primaires supérieures privées, en ce qui concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 40. — Situation des écoles privées destinées aux filles, en ce qui concerne la manière dont elles sont dirigées et les résultats généraux de l'enseignement.....	104
TABLEAU n° 41. — Situation des écoles élémentaires publiques de garçons ou communes aux deux sexes, classées suivant la position personnelle des instituteurs et selon la manière dont elles sont dirigées.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 42. — Situation des écoles publiques supérieures de garçons, classées selon la position personnelle des instituteurs et la manière dont elles sont dirigées.....	106
TABLEAU n° 43. — Situation des écoles publiques de filles, classées selon la position personnelle des institutrices et la manière dont elles sont dirigées.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 44. — Situation des écoles élémentaires privées destinées aux garçons, classées selon la position personnelle des instituteurs et la manière dont elles sont dirigées.....	108
TABLEAU n° 45. — Situation des écoles primaires supérieures privées, classées selon la position personnelle des instituteurs et la manière dont elles sont dirigées.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 46. — Situation des écoles privées destinées aux filles, classées selon la position personnelle des institutrices et la manière dont elles sont dirigées.....	110
TABLEAU n° 47. — Condamnations prononcées contre les instituteurs et institutrices communaux et privés par les comités d'arrondissement ou par les tribunaux, pendant les années 1841, 1842 et 1843.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 48. — Médailles d'encouragement et mentions honorables décernées	

TABLE DES MATIERES.

165

Pages.

aux instituteurs communaux pendant les années 1841, 1842 et 1843.....	112
TABLEAU n° 49. — Médailles d'encouragement et mentions honorables décer- nées aux institutrices communales pendant les années 1841, 1842 et 1843.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 50. — Médailles d'encouragement et mentions honorables décer- nées aux instituteurs privés pendant les années 1841, 1842 et 1843.....	114
TABLEAU n° 51. — Médailles d'encouragement et mentions honorables décer- nées aux institutrices privées pendant les années 1841, 1842 et 1843.....	<i>Ibid.</i>

III^e PARTIE.

TABLEAU n° 52. — Nombre total des élèves qui ont fréquenté les écoles pu- bliques et privées, élémentaires et supérieures, de gar- çons et de filles.....	118
TABLEAU n° 53. — Nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles élémentaires publiques de garçons ou recevant les deux sexes.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 54. — Nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles primaires supérieures publiques.....	120
TABLEAU n° 55. — Nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles primaires élémentaires publiques de filles.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 56. — Nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles primaires élémentaires privées destinées aux garçons ou recevant les deux sexes.....	122
TABLEAU n° 57. — Nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles primaires supérieures privées.....	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 58. — Nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles primaires élémentaires privées destinées aux filles.....	124
TABLEAU n° 59. — Division, sous le rapport du culte, du nombre des élèves qui ont fréquenté les écoles primaires publiques et pri- vées, élémentaires et supérieures, de garçons et de filles. <i>Ibid.</i>	
TABLEAU n° 60. — Nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles primaires publiques et privées, élémentaires et supérieures, de gar- çons et de filles, classées selon la position personnelle des instituteurs et institutrices.....	126
TABLEAU n° 61. — Nombre des écoles publiques et privées, élémentaires et	

	supérieures, de garçons et de filles, dans lesquelles les élèves payent une rétribution, et nombre de celles dans lesquelles l'enseignement est entièrement gratuit.	Pages. 126
TABLEAU n° 62. —	Nombre des élèves qui payent la rétribution mensuelle dans les écoles, et taux de cette rétribution.	128
TABLEAU n° 63. —	Nombre des élèves admis gratuitement dans les écoles communales et privées, élémentaires et supérieures, de garçons et de filles.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 64. —	Ressources des instituteurs et institutrices communaux, laïques, et appartenant à des congrégations religieuses, qui dirigent des écoles élémentaires non gratuites, selon l'importance des communes.	130
TABLEAU n° 65. —	Ressources des instituteurs et institutrices communaux, laïques, et appartenant à des congrégations religieuses, qui dirigent des écoles élémentaires gratuites, selon l'importance des communes.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 66. —	Ressources des instituteurs qui dirigent des écoles primaires supérieures communales.	132
TABLEAU n° 67. —	État récapitulatif des ressources des instituteurs et institutrices communaux, laïques, et appartenant à des congrégations religieuses, qui dirigent des écoles élémentaires non gratuites.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 68. —	État récapitulatif des ressources des instituteurs et institutrices communaux, laïques, et appartenant à des congrégations religieuses, qui dirigent des écoles publiques élémentaires gratuites.	134

IV^e PARTIE.

TABLEAU n° 69. —	Nombre des classes d'adultes, ouvriers, écoles d'apprentis et salles d'asile, ainsi que celui des élèves admis dans ces établissements.	138
TABLEAU n° 70. —	Situation des classes d'adultes.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 71. —	Situation des ouvriers et des écoles dites d'apprentis.	140
TABLEAU n° 72. —	Situation des communes sous le rapport de l'établissement des salles d'asile publiques et privées.	<i>Ibid.</i>
TABLEAU n° 73. —	Nombre et situation, sous le rapport du local et du mobilier, des salles d'asile publiques et privées.	142